
This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google™ books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



DEC 31 1925

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

DE

L'HISTOIRE DE PARIS

ET DE

L'ILE-DE-FRANCE

50^E ANNÉE — 1923



A PARIS

Chez É. CHAMPION

Libraire de la Société de l'Histoire de Paris

Quai Malaquais, 5 (VI^e)

1924

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
DE L'HISTOIRE DE PARIS
ET DE L'ILE-DE-FRANCE

IMPRIMERIE DAUPELEY-GOUVERNEUR

A NOGENT-LE-ROTRON

BULLETIN *REV. OF*
DE LA SOCIÉTÉ *CALIFORNIA*

DE

L'HISTOIRE DE PARIS

ET DE

L'ILE-DE-FRANCE

50^e ANNÉE — 1923



A PARIS

Chez É. CHAMPION

Libraire de la Société de l'Histoire de Paris

Quai Malaquais, 5 (VI^e)

1924

DC701
S5
v.50-51

70 VINU
ALBORNIAO

AVIS

Le *Bulletin* de 1923 sera distribué en un volume unique dans le courant de l'année.

Vu l
fiques
Vu le
l'Acad
La
Arts e

La
comm

Le
modi
nem

Le
de l'
Fi

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
DE L'HISTOIRE DE PARIS
ET DE L'ILE-DE-FRANCE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

DÉCRET.

Le Président de la République française,
Sur le rapport du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,

Vu la demande formée par la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile-de-France, à l'effet d'être reconnue comme établissement d'utilité publique,

Vu les Statuts de cette Société, l'état de sa situation financière et les autres pièces produites à l'appui de sa demande,

Vu l'avis favorable du Comité des travaux historiques et scientifiques (Section d'histoire et de philologie),

Vu les avis favorables du Préfet de la Seine et du Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

La Section de l'Intérieur, de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}.

La Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile-de-France est reconnue comme établissement d'utilité publique.

Art. 2.

Les Statuts sont approuvés tels qu'ils sont ci-annexés. Aucune modification ne pourra y être apportée sans l'autorisation du Gouvernement.

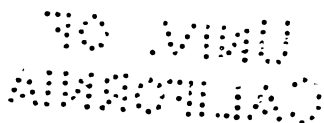
Art. 3.

Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts est chargé de l'exécution du présent Décret.

Fait à Paris, le 14 janvier 1887.

Jules GRÉVY.

*Par le Président de la République,
Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,*
BERTHELOT.



STATUTS

DE

LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE PARIS ET DE L'ILE-DE-FRANCE.

Article 1^{er}.

La Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile-de-France a pour but la publication de mémoires et de documents sur l'histoire, les monuments et la topographie de la ville de Paris et de l'Ile-de-France.

Elle s'interdit la publication des travaux qui auraient pour objet la politique ou l'histoire contemporaine.

Article 2.

La Société a son siège à Paris.

Article 3.

La Société se compose de personnes dont l'admission est prononcée par le Conseil d'administration à la suite d'une demande du candidat, appuyée par deux membres de la Société.

Article 4.

Le Bureau de la Société se compose de :

- 1^o Un président;
- 2^o Un vice-président;
- 3^o Un trésorier;
- 4^o Un secrétaire-archiviste.

Ce Bureau est élu par le Conseil d'administration dans la première séance qui suit l'Assemblée générale annuelle. Son Président exerce également la présidence des Assemblées générales et du Conseil.

Les Comités de publication et des fonds sont nommés à la même date et par le Conseil.

Article 5.

La Société se réunit une fois par an en Assemblée générale ordinaire. Le Conseil peut la convoquer extraordinairement toutes les fois que des circonstances exceptionnelles l'exigent.

Dans les Assemblées générales, le Président de la Société est assisté des membres du Bureau.

Les procès-verbaux sont signés par le Président et le Secrétaire.

Article 6.

L'Assemblée générale annuelle nomme les membres du Conseil d'administration.

Elle entend les rapports présentés au nom du Conseil et relatifs à l'état des travaux et à la situation financière.

D'après les indications qui lui sont soumises par le Conseil, elle arrête l'état des prévisions en recettes et en dépenses.

Elle approuve les comptes dont le détail lui est présenté.

Elle délibère sur les acceptations de dons et legs, sur les acquisitions, aliénations et échanges d'immeubles, emprunts, constitutions d'hypothèques et baux à long terme.

Article 7.

Le Conseil d'administration se compose de quarante-huit membres.

Il est renouvelé tous les ans par quart.

Il est assisté dans sa gestion par les Comités de publication et des fonds.

Les procès-verbaux de ses séances sont signés du Président et du Secrétaire.

Article 8.

Les ressources de la Société se composent : 1^o des cotisations de ses membres fixées à quinze francs au minimum et rachetables par le versement d'un capital de cent cinquante francs ; — 2^o du produit de la vente de ses publications ; — 3^o des dons et legs dont l'acceptation aura été autorisée par le Gouvernement ; — 4^o des subventions qui pourraient lui être accordées ; — 5^o du produit des ressources créées à titre exceptionnel avec l'autorisation du Gouvernement ; — 6^o du revenu de ses biens et valeurs de toute nature.

Article 9.

Les fonds disponibles seront placés en rentes nominatives 3 o/o sur l'État ou en obligations nominatives des Compagnies de chemin de fer dont le minimum d'intérêt est garanti par l'État.

Article 10.

Le Trésorier représente la Société en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Article 11.

Les délibérations relatives à l'acceptation des dons et legs, aux acquisitions et échanges d'immeubles sont soumises à l'approbation du Gouvernement.

Article 12.

En cas de dissolution, l'actif de l'Association est attribué, par délibération de l'Assemblée générale, à un ou plusieurs établissements

analogues et reconnus d'utilité publique. Cette délibération est soumise à l'approbation du Gouvernement.

Article 13.

Un règlement intérieur, adopté par l'Assemblée générale et soumis à l'approbation de l'Autorité préfectorale, arrête les conditions de détail propres à assurer l'exécution des présents Statuts. Il peut toujours être modifié dans la même forme.

RÈGLEMENT INTÉRIEUR.

Article 1^{er}. Le Président sortant ne peut être réélu qu'au bout de trois ans.

Art. 2. Le Conseil d'administration est nommé à la majorité des membres présents de l'Assemblée générale.

Art. 3. Le Conseil d'administration se réunit le second mardi de chaque mois pour statuer sur les adhésions et régler, de concert avec le Comité des fonds et le Comité de publication, toutes les questions d'administration.

Tous les membres de la Société peuvent assister aux réunions du Conseil et y faire les communications qui seraient de nature à intéresser la Société.

Art. 4. Le Comité des fonds est composé de quatre membres; il rend compte, tous les mois, de l'état des finances de la Société au Conseil d'administration.

Art. 5. Le Comité de publication est composé de sept membres, auxquels s'adjoignent de droit le Président, le Secrétaire et le Trésorier. Il se prononce, d'après le rapport d'un de ses membres, sur l'admission des travaux présentés.

Art. 6. Toutes les décisions du Conseil d'administration et des Comités sont prises à la majorité des membres présents. La voix du Président est prépondérante en cas de partage.

Art. 7. Un secrétaire-adjoint, désigné chaque année par le Conseil d'administration, seconde et, en cas de besoin, supplée le Secrétaire de la Société.

Art. 8. Toutes les ressources de la Société sont affectées à des publications auxquelles ont droit tous les membres de la Société.

Art. 9. La Société accorde aux auteurs une rémunération dont le taux est fixé chaque année par le Conseil d'administration.

Art. 10. Les auteurs peuvent faire exécuter à leurs frais des tirages à part des travaux insérés dans le *Recueil* de la Société.

Tout tirage à part porte la mention du volume d'où il est extrait. La couverture de tous les exemplaires des tirages à part doit porter à l'extérieur cette mention : « Les tirages à part de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile-de-France ne peuvent être mis en vente. »

Art. 11. Les volumes publiés par la Société peuvent être vendus au prix que fixe chaque année le Conseil d'administration.

Art. 12. Il est tiré, chaque année, sur grand papier, un certain nombre d'exemplaires des volumes publiés par la Société. Les souscripteurs à ces exemplaires devront doubler le chiffre de leur cotisation annuelle ou le chiffre du versement unique. (*L'Assemblée générale du 14 mai 1912 a autorisé le Conseil d'administration à suspendre l'exécution de cet article.*)

LISTE DES PRÉSIDENTS DE LA SOCIÉTÉ

(1874-1921).

- 1874. — M. Léopold DELISLE, membre de l'Institut.
- 1875. — M. Adrien DE LONGPÉRIER, membre de l'Institut.
- 1876. — M. le baron F. DE GUILHERMY.
- 1877. — M. le baron Jérôme PICHON.
- 1878. — M. Victor DURUY, membre de l'Institut.
- 1879. — M. Alfred MAURY, membre de l'Institut.
- 1880. — M. Émile EGGER, membre de l'Institut.
- 1881. — M. Léopold DELISLE, membre de l'Institut.
- 1882. — M. Jules COUSIN.
- 1883. — M. Charles JOURDAIN, membre de l'Institut.
- 1884. — M. Anatole DE MONTAIGLON.
- 1885. — M. Auguste VITU.
- 1886. — M. Charles TRANCHANT.
- 1887. — M. Auguste LONGNON, membre de l'Institut.
- 1888. — M. le comte A. BOULAY DE LA MEURTHE.
- 1889. — M. Anatole DE BARTHÉLEMY, membre de l'Institut.
- 1890. — M. le baron Alphonse DE RUBLE, membre de l'Institut.
- 1891. — M. le comte R. DE LASTEYRIE, membre de l'Institut.
- 1892. — M. le marquis J. DE LABORDE.
- 1893. — M. Eugène DE ROZIÈRE, membre de l'Institut.
- 1894. — M. Jules GUIFFREY, membre de l'Institut.
- 1895. — M. Jules LAIR, membre de l'Institut.
- 1896. — M. Gustave FAGNIEZ, membre de l'Institut.
- 1897. — M. Gustave SERVOIS.
- 1898. — M. Eugène MÜNTZ, membre de l'Institut.
- 1899. — M. Albert BABEAU, membre de l'Institut.
- 1900. — M. Maurice TOURNEUX.
- 1901. — M. Charles TRANCHANT.
- 1902. — M. Noël VALOIS, membre de l'Institut.
- 1903. — M. Henri OMONT, membre de l'Institut.
- 1904. — M. Alexandre BRUEL.
- 1905. — M. Arthur DE BOISLISLE, membre de l'Institut.
- 1906. — M. Alexandre TUETÉY.
- 1907. — M. Auguste REY.
- 1908. — M. le comte Paul DURRIEU, membre de l'Institut.
- 1909. — M. Émile PICOT, membre de l'Institut.
- 1910. — M. Jules GUIFFREY, membre de l'Institut.

1911. — M. Adrien BLANCHET, membre de l'Institut.
1912. — M. Henry MARTIN.
1913. — M. Henri STEIN.
1914. — M. Camille COUDERC.
1915. — M. le marquis J. DE LABORDE.
1916. — M. le baron DE BARANTE.
1917. — M. Eugène LELONG.
1918. — M. R. POUPARDIN.
1919. — M. L. LE GRAND.
1920. — M. Lucien AUVRAY.
1921. — M. Georges HARTMANN.
1922. — M. Edgar MAREUSE.
-

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES.

COMMISSION DES ANTIQUITÉS ET DES ARTS DE SEINE-ET-OISE.
COMITÉ ARCHÉOLOGIQUE DE SENLIS.
COMITÉ ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE DE NOYON.
SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE DU DÉPARTEMENT DE L'OISE.
SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE DE LAON.
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE RAMBOUILLET.
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE VERVINS.
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE DE CLERMONT-DE-L'OISE.
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE, HISTORIQUE ET SCIENTIFIQUE DE SOISSONS.
SOCIÉTÉ DES SCIENCES MORALES DE SEINE-ET-OISE.
SOCIÉTÉ D'ÉTUDES HISTORIQUES DE L'OISE.
SOCIÉTÉ DU PROTESTANTISME FRANÇAIS.
SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE COMPIÈGNE.
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DE CHATEAU-THIERRY.
SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE CORBEIL, D'ÉTAMPES ET DU HUREPOIX.
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU GATINAIS, à Fontainebleau.
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DE PONTOISE ET DU VEXIN.
SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU IV^e ARRONDISSEMENT [LA CITÉ].
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU VI^e ARRONDISSEMENT.
SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE DU VII^e ARRONDISSEMENT.
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DES VIII^e ET XVII^e ARR.
SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE DES IX^e ET XVII^e ARRONDISSEMENTS [LE VIEUX-MONTMARTRE].

LISTE
DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
AVEC L'INDICATION DE L'ANNÉE OU CESSENT LEURS FONCTIONS.

1923.

AUBERT (Marcel).	LEFÈVRE-PONTALIS (Germain).
BATIFFOL (Louis).	LE VAYER (Paul).
BÉMONT (Charles).	MALLEVOÛE (Fernand DE).
BLANCHET (Adrien).	MARTIN (Henry).
COYECQUE (Ernest).	ROY (Maurice).
FAGNIEZ (Gustave).	STEIN (Henri).

1924.

ADIGNÉ (Comte D').	LE SENNE (Eugène).
DEROY (Léon).	MAREUSE (Edgar).
DUPONT-FERRIER (Gustave).	OMONT (Henri).
HERLAUT (Commandant).	PERRAULT-DABOT (A.).
LAMBEAU (Lucien).	POËTE (Marcel).
LAUER (Philippe).	ROUSSEAU (F.).

1925.

BARANTE (Baron DE).	JARRY.
BARROUX (Marius).	MARQUET DE VASSELOT.
COUDERC (Camille).	MIROT (Léon).
HARTMANN (Georges).	POUPARDIN (René).
LECESTRE (Léon).	PRINET (Gaston).
LELONG (Eugène).	VIDIER (Alexandre).

1926.

AUVRAY (Lucien).	FOSSEYEUX (Marcel).
BOINET (Amédée).	GUILLEMOT (E.).
BOULAY DE LA MEURTHE (C ^{ie} A.).	LABORDE (Comte A. DE).
CHATELAIN (Émile).	LE GRAND (Léon).
DELABORDE (Comte).	MARTIN (André).
DURRIEU (Comte P.).	SERVOIS (Gustave).

BUREAU DE LA SOCIÉTÉ.

<i>Président.</i>	MAREUSE (Edgar).
<i>Vice-Président.</i>	MIROT (Léon).
<i>Trésorier.</i>	MARTIN (André).
<i>Secrétaire-Archiviste</i>	FOSSEYEUX (Marcel).

COMITÉ DES FONDS.

BOULAY DE LA MEURTHE (C ^{ie} A.).	LE GRAND (Léon).
COUDERC (C.).	STEIN (Henri).

COMITÉ DE PUBLICATION.

AUVRAY (Lucien).	MARTIN (Henry).
COYECQUE (Ernest).	OMONT (Henri).
DURRIEU (Comte Paul).	VIDIER (Alexandre).
FAGNIEZ (Gustave).	

JOURS DES SÉANCES

DE LA SOCIÉTÉ

DE L'HISTOIRE DE PARIS ET DE L'ÎLE-DE-FRANCE

Pendant l'année 1923.

L'Assemblée Générale aura lieu à l'École des chartes le mardi 15 mai, à quatre heures précises.

Le Conseil d'administration de la Société se réunira à l'École des chartes aux dates ci-dessous indiquées :

13 Janvier.	12 Juin.
20 Février.	9 Octobre.
13 Mars.	13 Novembre.
17 Avril.	11 Décembre.

Les séances commenceront à quatre heures et demie précises. Tous les membres de la Société ont le droit d'y assister et d'y faire les communications qui seraient de nature à intéresser la Société.

Les membres de la Société qui auraient des communications à faire insérer dans le Bulletin, ou des mémoires à transmettre au Comité de publication, sont priés de les adresser à M. A. VIDIER, secrétaire du Comité de publication, rue de Sèvres, 25, Boulogne (Seine).

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
DE L'HISTOIRE DE PARIS
ET DE L'ILE-DE-FRANCE

I
COMPTE-RENDU DES SÉANCES

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

*Tenue dans la salle des cours de l'École des chartes
le 13 janvier 1923.*

Présidence de M. E. MAREUSE, président.

Étaient présents : MM. M. Aubert, L. Auvray, M. Barroux, E. Coyecque, L. Derooy, G. Fagniez, M. Fosseyeux, G. Hartmann, commandant Herlaut, P. Jarry, Ph. Lauer, L. Lecestre, G. Lefèvre-Pontalis, E. Lelong, Manneville, A. Martin, H. Martin, L. Mirot, F. Rousseau, A. Vidier.

Assistaient également à la séance : Mme Deguy-Saaph; MM. Bessières, P. Deslandres, H. Lemoine, V. Pagès, G. Prinnet, G. Renault.

Excusé : M. Couderc.

— Le procès-verbal de la séance du 12 décembre 1922 est lu et adopté.

— M. le Président annonce le décès de notre confrère M. Jones Harry, 9, boulevard de la Reine, Versailles. — Cette communication est accueillie par des regrets unanimes.

— Le Conseil prononce l'admission de :

1374. Mrs Jones HARRY, présentée par MM. Rousseau et Herlaut.

1386. M. Alexandre HERLAUT, 12, avenue Saint-Sylvestre, Bois-Colombes, présenté par MM. Rousseau et Herlaut.

1387. M. Charles PELÉ, 22, rue du Printemps (xviii^e), présenté par MM. Mareuse et Fosseyeux.

1388. M. André CARLIAN, 2, rue des Saussaies (viii^e), présenté par MM. Mareuse et Fosseyeux.

1389. M. Armand SIGWALT, architecte, 6, rue de la Pompe (xvi^e), présenté par MM. Mareuse et Fosseyeux.

1390. M. Fortunat STROWSKI, professeur à la Sorbonne, présenté par MM. Mareuse et Fosseyeux.

— M. E. Coyecque termine la lecture de la préface de son prochain volume sur les *Archives de trois notaires parisiens (1532-1555)*.

— M. le commandant Herlaut communique une étude sur l'*Éclairage à Paris pendant la période révolutionnaire* (14 juillet 1789-an X). — Renvoi au Comité de publication.

M. Vidier fait la communication suivante :

« M. N. Weiss a retrouvé dans un amas de vieux papiers et publié dans le *Bulletin* de la Société de l'histoire du protestantisme (1916, p. 690) le procès-verbal de saisie par le commissaire au Châtelet Dumesnil, le 24 novembre 1685, des registres de baptêmes, mariages et décès des protestants de Paris. Ces registres, primitivement conservés au Temple de Charenton, se trouvaient au domicile de Jacques Conrart, un des anciens de l'Église réformée de Paris, rue Beaubourg.

« La collection comprenait vingt et un registres de baptêmes de 1594 à 1667; dix-sept registres de baptêmes, mariages et enterrements de 1668 à 1684 (celui de 1685 se trouvait à Charenton lors de la démolition du Temple); seize registres d'annonces de mariages faites à Charenton; dix registres de mariages de 1623 à 1668; cinquante-huit registres d'enterrements de 1600 à 1684; un sac d'annonces de mariages. D'autres annonces se trouvaient entre les mains du sieur Dubois, ci-devant lecteur de Charenton, et du sieur Lardeau, ci-devant ancien.

« Les 122 registres et le sac d'annonces saisis furent transportés au greffe du Châtelet; on sait que de là ils passèrent à l'Hôtel-de-Ville, où ils furent consultés par les frères Haag, Ch. Read, le comte J. Delaborde, et finalement périrent en 1871 dans l'incendie de l'Hôtel-de-Ville. »

La séance est levée à six heures.

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

*Tenue dans la salle des cours de l'École des chartes
le 20 février 1923.*

Présidence de M. E. MAREUSE, président.

Étaient présents : MM. M. Barroux, E. Coyecque, M. Fosseyeux, P. Jarry, E. Lelong, E. Le Senne, Manneville, A. Martin, H. Martin, L. Mirot, A. Perrault-Dabot, F. Rousseau, A. Vidier.

Assistaient également à la séance : MM. Bessières, J. Depoin, P. Deslandres, Dumolin, Gueulette, H. Lemoine, V. Pagès.

Excusé : commandant Herlaut.

— Le procès-verbal de la séance du 13 janvier est lu et adopté.

— Le Conseil prononce l'admission de :

1391. M. Charles SUTRAC, conservateur à la bibliothèque Sainte-Geneviève, 48, boulevard Saint-Germain (v^e), présenté par MM. Coyecque et Henri Martin.

1392. M. Jean VERGNET, étudiant en médecine, 25, boulevard Saint-Germain (v^e), présenté par MM. J. Depoin et Fosseyeux.

— M. le Trésorier présente la situation financière au 20 février 1923, qui s'établit ainsi :

Solde au 16 janvier 22,500 fr. 40

Recettes :

17 cotisations à 15 fr. 255 35

1 cotisation à 30 fr. 30 »

Total. 22,785 fr. 75

Dépenses :

Frais de bureau 29 fr. 75

Frais de dactylographie 50 »

Frais de service 40 »

Facture (en-têtes de lettres) 43 95

Total. 163 fr. 65

Solde actif disponible 22,622 fr. 10

— M. Lemoine lit un travail sur le lieutenant-colonel Viollet-le-Duc au siège de Paris, tiré des souvenirs de son secrétaire Massillon-Rouvet, et des documents sur le corps auxiliaire du génie conservés aux archives de la Seine.

— M. Coyecque commente et critique certains passages du mémoire de l'administration préfectorale tendant à modifier le nom d'un certain nombre de rues; il estime qu'un nom de rue est un état civil qu'il est dangereux de modifier.

A la suite d'un échange de vues auquel prennent part MM. Ma-reuse, Depoin, H. Martin, Lemoine, la Société décide de s'associer au vœu de la Commission du Vieux-Paris tendant à ce qu'aucune modification ne soit apportée à la dénomination des rues de Paris.

— M. Vidier signale une note de M. Gasser insérée dans le cinquième fascicule du t. XVII du *Bulletin de la Commission des antiquités de la Côte-d'Or*. Aux séances des 15 janvier et 2 février 1920 de cette Commission, M. Gasser a présenté une gravure composée de neuf feuilles de papier collées les unes au bout des autres et mesurant 4^m58 de longueur sur 0^m77 de hauteur. Cette gravure, qui porte l'adresse du dessinateur, graveur et éditeur parisien installé, au milieu du xvii^e siècle, rue Saint-Jacques, à l'enseigne Saint-François-de-Sales, représente le Triomphe du Christ. « Jésus, dit M. Gasser, est assis sur un char triomphal, précédé de l'Ancien Testament, représenté par les patriarches et les prophètes : Ève, Abel, Noé, Moïse, Isaac, Abraham, Josué, le roi David. Puis viennent les sibylles portant leurs prophéties écrites sur des étendards, le prophète Isaïe et des anges sonnant la trompette, avec les quatre animaux immédiatement devant le char, dont les roues sont poussées par saint Grégoire, saint Jérôme et saint Ambroise. Derrière le char se pressent les apôtres et les évangélistes : saint Martial, principal fondateur et protecteur de l'Église gallicane, saint Rémy, saint Norbert, saint Martin, saint Gilles, saint Leu, saint Brice, saint Éloy; les martyrs : saint Laurent, saint Sébastien, saint Paul l'Ermite, saint Guillaume, saint Étienne, saint Roch, saint Christophe, saint Bruno, saint François, saint Basile, saint Benoît, saint Dominique, et enfin les saintes Marine, Monique, Jeanne, Hélène, Colette, Paule et Agnès. Des citations appropriées, tirées des Écritures, courent tout le long en dessous de la gravure. »

M. Gasser pense que les bandes de ce genre servaient à orner les maisons sur le passage des processions. Celle-ci aurait été faite pour la procession de la Fête-Dieu.

La séance est levée à six heures.

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

*Tenue dans la salle des cours de l'École des chartes
le 13 mars 1923.*

Présidence de M. BLANCHET, ancien président.

Étaient présents : MM. L. Auvray, M. Aubert, M. Barroux, comte Boulay de la Meurthe, L. Deroy, G. Dupont-Ferrier, M. Fosseyeux, P. Jarry, E. Le Senne, A. Martin, H. Martin, A. Perrault-Dabot, G. Prinet, F. Rousseau, M. Roy.

Assistaient également à la séance : MM. J. Depoin, Dumolin, Gueulette, H. Lemoine, G. Renault, V. Pagès.

Excusés : MM. Mareuse, commandant Herlaüt, Riotor, Vidier.

— Le procès-verbal de la séance du 20 février est lu et adopté.

— M. J. Depoin résume un travail de M. G. Estournet, de la Société de Pontoise et du Vexin, sur un abbé de Saint-Denis, Hugues IV Foucaud, des Montmorency-Saint-Denis; il présente des phototypies du sceau et contre-sceau de ce dignitaire, qui remplit ses fonctions sous le règne de Philippe-Auguste.

— M. Dumolin donne lecture d'une étude sur les Corrozet, leur vie, leurs éditions. — Renvoi au Comité de publication.

La séance est levée à six heures.

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

*Tenue dans la salle des cours de l'École des chartes
le 17 avril 1923.*

Présidence de M. L. MIROT, vice-président.

Étaient présents : MM. M. Barroux, A. Blanchet, L. Deroy, E. Coyecque, M. Fosseyeux, G. Hartmann, E. Le Senne, Ph. Lauer, A. Martin, H. Martin, G. Prinet, F. Rousseau, M. Roy.

Assistaient également à la séance : MM. de Beauchesne, J. Depoin, Dumolin, Gueulette, Leroux-Cesbron, de Launay, Lemoine, Vergnet.

Excusés : MM. Mareuse et Vidier.

— M. le Président annonce le décès de M. Bonnault d'Houët, de Compiègne, mort à Marseille le 3 avril. — Cette communication est accueillie par des regrets unanimes.

— M. Depoin fait une communication sur divers papiers de Th. de Lameth, conservés au château de Busagny, près Pontoise, et comprenant notamment les matériaux de son *Histoire de l'Assemblée constituante*.

— M. Barroux analyse quelques pièces curieuses léguées aux archives de la Seine.

— M. Fosseyeux résume une étude sur la maison des Cent-Filles ou de la Miséricorde, fondée au xviii^e siècle par la famille Séguier au faubourg Saint-Marceau. — Renvoi au Comité de publication.

— M. Trudon des Ormes communique des notes extraites des arrêts du Conseil d'État, portant plus spécialement rectification d'état civil. — Renvoi au Comité de publication.

La séance est levée à cinq heures et demie.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

*Tenue le mardi 15 mai 1923
dans la salle des cours de l'École des chartes.*

Présidence de M. E. MAREUSE.

Étaient présents : MM. L. Auvray, M. Barroux, marquis de Beauchesne, Bessières, F. Boucher, G. Charlet, C. Couderc, V. de Courcel, J. Depoin, P. Deslandres, M. Dumolin, G. Fagniez, M. Fosseyeux, E. Frémy, G. Hartmann, commandant Herlaut, P. Jarry, L. de La Vallée-Poussin, G. Lefèvre-Pontalis, E. Lelong, H. Lemoine, E. Le Senne, P. Le Vayer, P. Lévy, E. Lyon, A. Martin, H. Martin, H. Massion, L. Mirot, J. Monval, A. Nathan, H. Omont, A. Perrault-Dabot, A. Prieur, G. Prinet, F. Rousseau, Ch. Samaran, H. Stein, A. Vidier.

Excusés : MM. Léon, Pisani, Riotor, Sandoz.

— M. le Président prononce le discours suivant, qui est accueilli par les applaudissements de l'assemblée :

« Messieurs et chers Confrères,

« L'honneur inattendu que vous m'avez fait en m'appelant à diriger vos débats pendant l'année qui s'achève m'a profondément touché : après tant de maîtres éminents qui ont occupé ce fauteuil, des membres de l'Institut et des savants dont les travaux sont connus du monde entier, le modeste topographe que vous avez élu ne saurait trop vous témoigner sa reconnaissance. Vous avez sans

doute voulu me remercier d'avoir rédigé nos procès-verbaux pendant de nombreuses années et retracé de mon mieux la physionomie de nos séances; croyez que c'est de tout cœur que je l'ai fait, comme mon prédécesseur, Paul Viollet, les avait rédigés avant moi. Je suis heureux de saluer ici mon successeur, M. Fosseyeux, qui, avec l'excellente habitude qu'il a prise de préparer un ordre du jour, a rendu nos séances très attrayantes. MM. André Martin et Vidier se sont joints à lui pour me faciliter ma tâche présidentielle; qu'ils reçoivent tous les trois le témoignage de ma profonde gratitude.

« L'année a été particulièrement pénible pour la Société; nous avons perdu onze de nos confrères, dont deux membres de l'Académie française : MM. Ernest Lavisé et Frédéric Masson.

« M. Ernest LAVISÉ était né le 17 décembre 1842, au Nouvion-en-Thiérache (Aisne). Dans ses souvenirs d'enfance publiés par la *Revue de Paris* en 1911, il a raconté comment, de l'école primaire, il a pu, grâce à de bienveillantes protections, entrer au lycée de Laon, puis, après de brillantes études, à l'École normale supérieure. Professeur d'abord à Nancy, ensuite à Versailles, il ne tardait pas à être nommé à Paris, au lycée Henri IV. C'est alors que Victor Duruy, ministre de l'Instruction publique, l'attachait à son cabinet et le choisissait comme précepteur du prince impérial.

« Je n'entreprendrai pas d'énumérer devant vous les divers ouvrages, consacrés pour la plupart à l'histoire de l'empire allemand, publiés après la guerre de 1870 par M. Lavisé, qui, rentré dans l'enseignement, fut successivement maître de conférences et professeur adjoint à l'École normale, jusqu'au moment où il en fut nommé directeur (1904).

« Après avoir entrepris avec Alfred Rambaud, de 1893 à 1900, une *Histoire générale du IV^e siècle jusqu'à nos jours*, il commençait la publication d'une *Histoire de France, des origines à la Révolution*, avec le concours de nombreux collaborateurs. En 1894, il prenait la direction de la *Revue de Paris*, qu'il conserva pendant de nombreuses années.

« En 1892, élu membre de l'Académie française, M. Lavisé y était reçu le 16 mars 1893 par Gaston Boissier. Membre du Conseil de l'ordre de la Légion d'honneur depuis plusieurs années, il était nommé grand-croix le 28 janvier 1914.

« En 1920, à l'âge de soixante-dix-huit ans, il résignait ses fonctions de directeur de l'École normale, méritant un repos bien gagné après une existence toute de labeur.

« S'il était Picard d'origine, M. Ernest Lavisé aimait bien Paris et son appartement de la rue de Médicis, qu'il a habité de 1870 jus-

qu'à sa mort. Comme le disait, en 1911, notre confrère M. André Hallays dans son compte-rendu de l'*Histoire de France (Journal des Débats* du 11 août 1911), il faut voir « dans la longue galerie où « il a suspendu les portraits de tous les personnages qui jouèrent un « rôle dans l'histoire de France de 1643 à 1715, ministres, princes, « généraux, magistrats, artistes, littérateurs, quelques-unes de ces « peintures qui paraissent bien montrer la manière de M. Lavisse. » Et notre confrère cite comme exemple le portrait du conseiller Broussel, taillé de main de maître, avec sa longue figure osseuse, sa moustache et sa barbe en brosse. « C'était une figure bien parisienne; il avait l'air d'un vieux ligueur; il était très populaire et « on le savait pauvre et incorruptible; il avait dédaigné, quelques « jours avant son arrestation, les grâces que le duc d'Orléans lui « avait offertes. »

« Le vendredi 18 août de l'année dernière, le grand historien mourait, et ses obsèques avaient lieu le mardi suivant, à Novion-en-Thiérache, où il avait l'habitude de revenir chaque année.

« M. Frédéric Masson était l'un de nos doyens, après MM. Émile Sénart et Gustave Fagniez, tous deux de l'Institut; il était le plus ancien membre de la Société et était des nôtres depuis la fin de 1874.

« Frédéric Masson était né à Paris le 8 mars 1847. L'année suivante, son père, commandant de la garde nationale, avait été frappé mortellement sur une barricade pendant l'insurrection de Juin. Élève du collège Sainte-Barbe, ses études terminées, il voyagea à l'étranger et songea à la carrière diplomatique. Doué pour les travaux d'érudition, il entreprit le classement de la bibliothèque du ministère des Affaires étrangères, ce qui lui fut une excellente préparation pour ses travaux historiques. Après une étude sur le marquis de Grignan, il publia les *Mémoires* du marquis de Torcy et les *Lettres* du cardinal de Bernis, puis le *Département des Affaires étrangères pendant la Révolution*. Ces différents ouvrages le conduisaient peu à peu vers ce qui devait être le but de sa vie : l'histoire de Napoléon. A partir de 1885, nous le voyons étudier successivement non seulement la vie de l'Empereur, mais celle des deux impératrices, du roi de Rome, et il n'a pas, en effet, consacré moins de douze volumes à l'Empereur et à sa famille; les plus célèbres sont : *Napoléon et les femmes* (1895), *les Cavaliers de Napoléon* (1895), *Joséphine de Beauharnais* (1899), *Napoléon et sa famille* (1897-1900). En 1912, il mettait la dernière main à son œuvre et en publiait le dernier chapitre : Napoléon à Sainte-Hélène.

« L'Académie française l'ayant accueilli le 18 juin 1903, Brunetière, en répondant le 28 janvier suivant à son discours de réception, disait, à propos de son œuvre, que les quelque vingt ouvrages dont

elle se compose sont la monographie la plus complète, la plus abondante, la plus intéressante, la plus diverse, la plus animée, la plus entraînante que l'admiration d'un homme de talent ait jamais consacrée à la gloire d'un grand homme.

« M. Frédéric Masson, qui, en 1919, avait succédé à Étienne Lamy comme secrétaire perpétuel de l'Académie française, est mort le 19 février dernier.

« M. Joseph COLLOMP était né à Paris le 9 décembre 1846. Chef de division au ministère de l'Intérieur, il avait pris sa retraite il y a une dizaine d'années. C'est alors que, entraîné par son cousin Paul Lacombe, il fit partie de nombreuses sociétés historiques et archéologiques et fut des nôtres en 1902. Paul Lacombe et lui avaient épousé les deux cousines, deux demoiselles Quatremère, qui appartenaient à l'illustre famille parisienne qui a donné à la France trois membres de l'Institut, un archéologue, un orientaliste et un chimiste; ce mariage avait fait leur parenté. Notre confrère venait régulièrement à nos séances, et c'est avec peine que nous avons appris sa mort le 20 décembre dernier.

« M. Adrien-Albert-François LOISELEUR DES LONGCHAMPS-DEVILLE était né le 26 mai 1835. Entré dans l'administration de la préfecture de la Seine le 1^{er} janvier 1857, il prenait sa retraite en 1899 comme chef de division de la voirie. Pendant ce long séjour dans l'administration, il a rendu d'importants services à l'histoire de la voirie parisienne, grâce aux nombreux plans de rues qu'il a fait tracer par le service des géomètres. C'est à lui que l'on doit, en partie, la publication du nouveau plan cadastral de Paris paru en 1900. Il avait fait acheter par la conservation du plan de Paris un curieux plan de Clichy qu'il devait publier dans les *Mémoires* de notre Société avec la collaboration de M. Hochereau; leurs nombreuses occupations ne leur ont pas permis d'achever ce travail, auquel les avait préparés leurs recherches pour l'exécution des deux belles vues de Clichy, en 1789 et 1889, qu'ils avaient envoyées à l'Exposition universelle de 1889 et qui ornent aujourd'hui la mairie de Clichy. Notre regretté confrère est mort le 1^{er} décembre 1921.

« Le baron Xavier DE BONNAULT D'HOUEÏT était né à Montdidier le 24 novembre 1847. Élève de l'École des chartes, il recevait son diplôme d'archiviste paléographe le 15 janvier 1877. Fixé à Compiègne après son mariage, il s'adonnait à l'étude de l'histoire de la région et publiait dans les *Bulletins* et *Mémoires* de la Société historique de cette ville une quantité de travaux d'histoire, notamment sur *Compiègne pendant les guerres de religion et la Ligue*, qui lui

valurent, en 1911, le prix de La Fons-Mélicocq à l'Académie des inscriptions et belles-lettres. Le baron de Bonnault d'Houët nous a donné un mémoire sur l'*Importation des arbres verts sous Louis XIII*. Successivement éprouvé par plusieurs deuils : la mort d'un fils tendrement aimé et d'une intelligence remarquable, qui se préparait à continuer les études historiques de son père; de sa femme, qu'il perdit quelques années avant la guerre, il avait cherché une consolation dans sa belle bibliothèque qu'il conservait religieusement à Compiègne. Le malheur voulut qu'il en emportât une partie à la campagne, dans les environs de Montdidier, pour la soustraire au bombardement. Mais la propriété où il les avait transportés a été, dans le courant de 1918, sous le feu des armées, et il perdit ainsi une partie importante de ses livres. Il est mort à Marseille le 3 mars dernier; il y passait l'hiver auprès de sa fille, à laquelle il venait de dédier, sous le titre de *Vieux papiers, jeunes souvenirs*, des notes biographiques pleines d'intérêt.

« M. Paul-Émile GUILHIERMOZ était né à Paris, le 21 janvier 1860, d'une famille originaire de Savoie. Élève de l'École des chartes, il était nommé archiviste paléographe le 16 janvier 1882. Quelques mois après, il se faisait inscrire parmi nous. Il entra à la Bibliothèque nationale, travailla au Catalogue et fut nommé bibliothécaire honoraire. Ancien président de la Société de l'École des chartes, il prit une part active à la publication des mémoires et documents de cette Société. Il obtenait en 1894 la première médaille à l'Académie des inscriptions et belles-lettres, au concours des Antiquités de la France, pour ses *Enquêtes et procès : études sur la procédure et le fonctionnement du Parlement au XIV^e siècle*, et, en 1902, le premier prix Gobert à cette Académie pour son *Essai sur l'origine de la noblesse en France au moyen âge*. Indépendamment de ces différents travaux, M. Guilhaiermoz a publié dans la *Bibliothèque de l'École des chartes* de nombreuses études relatives à l'histoire de nos institutions. Nous lui devons une communication relative à Jacques d'Ableiges, auteur du *Grand Coutumier de France*, et des fragments du *Mémorial de Germain Chartelier* relatifs à des processions faites à Paris et à Saint-Denis en 1509 et à la visite faite l'année suivante par Louis XII au Parlement.

« Ce travailleur érudit et consciencieux est mort à Paris le 16 juin dernier.

« M. Théophile-André DUFOUR était né à Genève le 4 octobre 1844. Après avoir fait en Allemagne ses études juridiques, il entra à l'École des chartes et obtint le diplôme d'archiviste paléographe le 27 janvier 1873. Licencié en droit, il rentra dans sa ville natale. Il fut nommé en 1877 directeur des Archives d'État et, en 1885, direc-

teur de la Bibliothèque de Genève, poste qu'il occupa jusqu'au moment où on le nomma directeur honoraire, en 1900. Il était vice-président de la Société des Études rabelaisiennes.

« Les ouvrages qu'il a publiés sont nombreux et pour la plupart relatifs à l'histoire de Genève et à celle du protestantisme. Je signalerai toutefois, en 1878, une étude sur Jean-Jacques Rousseau et M^{me} de Warens; en 1885, une étude sur Clément Marot et le psautier huguenot, et, en 1910, la publication d'un recueil de lettres inédites de J.-J. Rousseau.

« Rappelons le service qu'il rendit à la ville de Genève en dévoilant un faux parmi les documents qui avaient été opposés par la famille de Civry à la ville dans la contestation relative à la succession du duc de Brunswick.

« M. Dufour est mort à Genève le 13 novembre.

« Le baron Hugo-Charles-Maurice DE BETHMANN était né à Francfort-sur-le-Mein le 30 janvier 1848. Son grand-père, Maurice de Bethmann, consul général de l'empereur Alexandre I^{er} de Russie et banquier de la cour d'Autriche, fut, en 1813, l'hôte de Napoléon I^{er} après la bataille de Leipzig.

« Après l'annexion de la ville de Francfort par la Prusse en 1866, il vint à Paris, où il s'initia aux affaires de la haute banque, et devint, après la mort de son beau-frère, le directeur de l'établissement financier de la rue de Grammont. Ayant mis en plusieurs circonstances difficiles son crédit à la disposition de l'État, il obtint, en récompense, la naturalisation française en 1878.

« Collectionneur ardent et très modeste, il avait réuni une belle collection d'ouvrages, de tableaux et d'estampes sur Paris, ainsi que sur l'art ornemental du XVIII^e siècle. En outre, à la mort de son père, la bibliothèque de celui-ci, qui comprenait une quantité de livres des XV^e, XVI^e et XVII^e siècles, dont huit cents incunables sortis de célèbres presses françaises et étrangères, lui échut en grande partie.

« Il s'occupait, depuis de nombreuses années, de mettre au point un travail important sur l'œuvre des de Bry, pour lequel il avait réuni un nombre considérable de notes biographiques, ainsi que des descriptions minutieuses et iconographiques sur les différentes éditions des emblèmes, alphabets et caractères, et principalement sur les suites d'ornements pour l'orfèvrerie et la bijouterie, gravés par Théodore de Bry et ses fils, Jean-Théodore et Jean-Israël. Ces notes sont en ce moment en voie de classement et, selon sa volonté, seront données par M^{me} de Bethmann au Cabinet des Estampes de la Bibliothèque nationale.

« M. de Bethmann est mort le 26 octobre dernier.

« Nous avons, en outre, à déplorer la mort de MM. BOURNÉ, MAUGER et Paul CARIÉ, qui, sans venir régulièrement à nos séances, s'intéressaient quand même à nos travaux. M. Paul Carié était membre de la Société depuis 1875.

« Les présidents qui se sont succédé à cette tribune ont pris l'habitude, pour occuper les courts instants qui leur restent après avoir fait l'éloge des morts de l'année, de dire quelques mots des sujets qui leur sont familiers et qui sont susceptibles d'intéresser leurs confrères; c'est ce qui m'engage à vous parler aujourd'hui de ce relief de Paris, de la fin du XVIII^e siècle, dont je me suis déjà occupé avant la guerre, lors de la dernière réunion des sociétés parisiennes d'histoire. J'aurais bien désiré le voir revenir de Berlin, où le musée de l'Arsenal (Zeughaus) lui donne asile. Il paraît que le traité de paix ne nous a pas permis de revendiquer cette pièce si intéressante au point de vue parisien et que seuls les objets qui nous avaient été enlevés pendant les deux dernières guerres pouvaient faire l'objet d'une réclamation de notre part.

« Je le regrette vivement, car ce relief, œuvre d'un nommé Arnaud, qui nous a été décrit par Mercier dans son *Nouveau Paris*, alors qu'il était au Palais-Royal, aurait occupé une place digne de lui au musée Carnavalet. Voici ce qu'en dit Mercier dans la langue dithyrambique de l'époque : « Un artiste a fait un monument qui « n'existe, à ce que je sache, pour aucune autre ville, du moins dans « ce degré de justesse et de supériorité : c'est le plan de Paris en « relief, de cette grande ruche humaine où luttent et vivent tant « d'éléments contraires. Eh! que ne donnerait-on pas pour contem- « pler dans la même proportion l'opulente et superbe Tyr, Thèbes « aux cent portes, la florissante Alexandrie, Persépolis, Babylone « aux jardins suspendus, Palmyre, dont les ruines nous tiennent « encore en extase, Carthage, l'ancienne Rome enfin, presque « effacée?...

« C'est une idée heureuse, neuve et hardie que d'avoir conçu ce « plan figuratif et pour ainsi dire animé qui nous met sous les yeux « une immense capitale, nous en fait apercevoir tous les contours « et ne néglige aucun des détails, de sorte que l'œil se promène « dans les sinuosités des rues les plus obscures, visite les places, « entre dans les promenades, reconnaît dans quarante-cinq pieds « de circonférence les maisons, les édifices, les palais, les places et « carrefours, dans une proportion rigoureusement géométrique. Ce « monument, bien que composé de bois et de carton, peut, dans sa « forme exiguë, se dérober à la faux des temps et égaler, de même « que les pyramides d'Égypte, la durée des siècles, et ce tableau, « sous le rapport de la politique, de l'économie civile, de la police

« et de la morale, est bien autrement important pour le philosophe
« que les batailles factices et mensongères d'Alexandre et de Cons-
« tantin. Le tableau dont je parle (et il en mérite le nom) vous offre,
« dans un espace circonscrit, la première ville, pour ainsi dire, de
« l'univers, par le rôle qu'elle a joué et l'influence toute-puissante
« qu'elle exerce et qu'elle exercera encore plus étonnamment sur le
« reste du globe. »

« Ces lignes, écrites le 10 frimaire an VII (30 novembre 1798),
décrivent le relief tel qu'il se présentait alors; ses quarante-cinq
pieds de circonférence représentent à peu près les 17^m34 de tour du
relief. L'auteur qui le tenait au courant des événements avait enlevé
la Bastille, déboulonné les statues des souverains et percé les rues
au fur et à mesure qu'elles étaient ouvertes. La dernière modifica-
tion que j'ai pu constater est l'édification de la colonne de la Grande-
Armée, de 1806 à 1810. Le champ du relief n'est pas, comme on
pourrait le croire, celui de l'enceinte des Fermiers généraux, mais
celui du Paris de Louis XV, ce qui peut faire supposer qu'il a été
commencé vers 1780, avant l'édification du mur de cette enceinte.
Dans la pièce dont je dirai quelques mots tout à l'heure, intitulée :
Monsieur Durelief ou *Petite revue des embellissements de Paris*, les
auteurs font dire, en 1810, à leur héros qu'il a mis trente ans à faire
son travail, ce qui nous reporte à 1780 environ.

« Edmond et Jules DE GONCOURT signalent du reste, dans l'*His-
toire de la Société française pendant le Directoire*, l'annonce faite
en 1797 d'une curiosité exposée dans une des salles du Palais-
Royal : « Un plan de Paris, du Paris de 1789, exécuté en relief sur
« une échelle d'une ligne par onze pieds, cartonnage travaillé avec
« soin, colorié, de manière à donner la représentation exacte et
« presque vivante du Paris de Louis XVI. »

« Il est donc vraisemblable que, dès 1797, le relief était déjà au
Palais-Royal, où Mercier l'a vu un an plus tard.

« KOTZEBUE, dans ses *Souvenirs de Paris en 1804*, t. II, p. 121,
signale « un plan de Paris, en relief, qu'on voyait au Panstéréorma ».
Il est probable que c'était le relief d'Arnaud.

« La pièce à couplets dont je parlais date de 1810; représentée au
Vaudeville le 9 juin, les auteurs, Barré, Badet et Desfontaines, font
dire à leur héros comment il s'y est pris pour exécuter son travail.
Il s'agit d'un dithyrambe en l'honneur de Napoléon; M. Durelief a
promis sa fille à un peintre, mais il ne consent à la lui donner de
suite que si le peintre arrive à lui prouver qu'il a omis sur son plan
un des nouveaux embellissements de la ville; autrement il faudra
qu'il attende deux ans pour l'épouser. A la fin de la pièce, qui ne
comporte qu'un acte, le pavillon qui occupe le fond de la scène

s'ouvre et l'on voit une figure allégorique représentant la ville de Paris tenant le portrait en transparent de Marie-Louise.

« M. Durelief reconnaît aussitôt qu'il a perdu.

« Quelques couplets émaillent çà et là la pièce; en voici un échantillon :

Mon canal de l'Ourcq est fini,
D'arbres naissans je l'ai garni;
Après bien des soins et des peines,
J'ai placé toutes mes fontaines;
J'en suis au pont devant Passi,
Et j'ai tous mes quais, Dieu merci,
Qui, noblement, longent la ville entière
Tout le long, le long de la rivière (*bis*).

« Tel qu'il est exposé à Berlin, ce relief est en deux morceaux : la rive droite et la rive gauche. La Cité, les îles Saint-Louis et Louviers se trouvent sur le morceau de la rive droite et ont été reproduits en partie sur celui de la rive gauche. Chaque maison est figurée par un petit cube de bois sur lequel a été collé le dessin de la façade, ce qui forme un ensemble très amusant au point de vue topographique. Il est certain que l'auteur a dû se servir du plan de Turgot pour exécuter son travail, mais il l'a mis au courant, car bien des embellissements s'étaient accomplis depuis un demi-siècle. Sur la rive droite, on remarque les Champs-Élysées, le palais et le jardin des Tuileries, le Louvre, la ligne des boulevards et surtout le nouveau quartier de la Chaussée-d'Antin, où s'élevaient de nombreux hôtels. L'auteur ne s'était pas mis en frais pour les portes Saint-Denis et Saint-Martin; chacune d'elles était représentée par trois petits morceaux de bois superposés. La place Royale a un grand trou à son centre; là s'élevait naguère la statue de Louis XIII. Montmartre est représenté par un simple morceau de carton; la butte était, en effet, en dehors de son cadre. Sur la rive gauche on voit avec intérêt le détail du quartier du faubourg Saint-Marcel, du jardin du Luxembourg et des Invalides; au milieu de l'esplanade se trouve le lion de Saint-Marc, qui y est resté pendant tout le premier Empire. Dans le voisinage du boulevard Montparnasse on peut se rendre compte de ce qu'était, à la fin du XVIII^e siècle, ce quartier alors en formation.

« Il est véritablement fâcheux que ce document, si intéressant au point de vue de l'histoire, n'ait pu revenir dans un musée parisien. Personne ne sait comment est arrivée à Berlin cette œuvre si curieuse, qui, si elle ne peut faire l'objet d'une revendication, pourrait peut-être un jour revenir par voie d'échange ou d'équivalence sur les réparations. Exécutée pour la distraction de nos pères,

elle nous montrerait aujourd'hui ce qu'était Paris il y a cent cinquante ans.

« Au moment où nous nous apprêtons à fêter notre cinquante-naire, — notre secrétaire vous dira quels sont nos projets relatifs à cette célébration, — je suis heureux de penser que nous avons le droit d'être fiers de l'œuvre accomplie par nous durant cette période d'un demi-siècle et du concours véritablement efficace que nous avons apporté à l'histoire de Paris. Vous serez certainement d'accord avec moi à ce sujet, et c'est dans cet esprit que nous préparons la manifestation de l'an prochain. »

— M. A. Martin, trésorier, expose l'état des finances de la Société.

— M. M. Fosseyeux, secrétaire, rend compte des travaux de la Société.

— M. F. Rousseau fait une lecture sur le Mont-Valérien avant la construction de la citadelle.

— L'Assemblée procède à l'élection de douze membres du Conseil sortant en 1923.

Sont réélus : MM. M. Aubert, L. Batiffol, Ch. Bémont, A. Blanchet, E. Coyecque, G. Fagniez, G. Lefèvre-Pontalis, P. Le Vayer, F. de Mallevoue, H. Martin, M. Roy, H. Stein.

La séance est levée à six heures et demie.

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

*Tenue dans la salle des cours de l'École des chartes
le 12 juin 1923.*

Présidence de M. H. MARTIN, ancien président,
puis de M. MIROT, président.

Étaient présents : MM. L. Auvray, M. Barroux, A. Boinet, E. Coyecque, M. Fosseyeux, P. Jarry, L. Lambeau, E. Le Senne, A. Martin, H. Martin, F. Rousseau.

Assistaient également à la séance : MM. l'abbé Brochard, M. Dumolin, H. Lemoine, H. Masson.

Excusés : MM. Mareuse, Riotor, Vidier.

— Les procès-verbaux de la séance du Conseil du 17 avril et de l'Assemblée générale du 15 mai sont lus et adoptés.

— M. le Président rappelle que l'ordre du jour de la séance

appelle l'élection du Bureau et des comités pour l'exercice 1923-1924.

Élection du Bureau. — Sont élus : président, M. Léon Mirot; vice-président, M. L. Lambeau; trésorier, M. André Martin; secrétaire, M. M. Fosseyeux; secrétaire adjoint, M. F. Rousseau.

Comité des fonds. — Sont réélus : MM. le comte Boulay de la Meurthe, C. Couderc, L. Le Grand, H. Stein.

Comité de publication. — Sont réélus : L. Auvray, E. Coyecque, comte P. Durrieu, G. Fagniez, H. Martin, H. Omont, A. Vidier.

— Le Conseil prononce l'admission de :

1393. M. ÉM. JEANBERNAT, villa Doria, boulevard Chave, Marseille, présenté par MM. Mirot et Fosseyeux.

1394. M. Marcel BROUILLONESQUES, bibliothécaire à la bibliothèque de la Préfecture de la Seine, 17, rue Guyot, présenté par MM. Coyecque et Fosseyeux.

1395. Miss Dorothy L. MACKAY, docteur de l'Université de Paris, professeur à Mills College Californie (E. U.), présentée par MM. Mirot et Fosseyeux.

1396. M. le comte MANSARD DE SAGONNE, inspecteur des monuments historiques, 70, rue Boissière, présenté par MM. Perrault-Dabot et Mirot.

— Il est décidé, pour mettre à jour la liste des membres, que ceux qui n'ont pas payé leur cotisation depuis deux ans seraient rayés d'office après avoir été prévenus par lettre spéciale. Par contre, les membres tombés au champ d'honneur seront maintenus avec un signe distinctif.

— M. Lemoine fait une communication sur l'ancien hôtel des Haricots, maison disciplinaire de la Garde nationale, située sur l'emplacement occupé aujourd'hui par la gare d'Austerlitz. Le régime n'y était point sévère et les détenus n'y mouraient pas de faim; tous mangeaient à la cantine à des prix qui nous paraissent invraisemblables par ces temps de vie chère. Il était si rare que l'on se contentât de l'ordinaire des prisons qu'il fallait le demander par une requête écrite qui passait par toute la filière administrative. Les noms des plus récalcitrants parmi les réfractaires sont énumérés. Relevons en passant ceux de Droz, l'auteur de *Monsieur, Madame et Bébé*, de Tony Révillon, du poète Leconte de Lisle, de Francisque Sarcey, de Joseph Mazerolles et de bien d'autres.

— M. Jarry lit une note sur l'hôtel Marmont, situé rue de Paradis, n° 51. La rue de Paradis-Poissonnière, appelée plus commodément rue de Paradis, était, à l'origine, un chemin bordé de terrains appartenant à la Congrégation de Saint-Lazare. Des lettres patentes

du mois de décembre 1769 convertirent ce chemin en rue. C'est au n° 51 actuel qu'il faut chercher l'hôtel Marmont, qui ne sollicite plus guère l'attention du passant. Les actes de propriété ne remontent pas au delà du 26 messidor an VI (14 juillet 1798). A cette date, l'immeuble appartenait à Jean-Frédéric Perregaux, le célèbre banquier du Comité du Salut public. Il l'avait acquis de Thomas Melleville jeune, par acte passé devant M^e Gobin. La fille du banquier, Anne-Marie-Hortense, remarqua, le 1^{er} octobre 1796, le colonel Marmont qui venait, de la part de Bonaparte, apporter au Directoire les drapeaux ennemis conquis dans la campagne d'Italie. Une fête fut donnée par Perregaux à cette occasion et Marmont épousa la jeune fille le 12 avril 1798. L'hôtel figura comme bien dotal. Depuis 1809, la brouille survint dans le ménage, et le maréchal, un jour que sa femme rentrait en calèche, ordonna au cocher de rebrousser chemin. M. Jarry résume les différentes scènes politiques qui se déroulèrent dans cette maison. Entre autres celle de l'entrevue entre le colonel Arlow, délégué par l'empereur Alexandre en 1814, et le prince de Bénévent. Durant les Cent-Jours, les biens du maréchal furent séquestrés, mais l'hôtel de la rue de Paradis fut excepté, comme propriété personnelle de la duchesse de Raguse. Elle vendit cette demeure, le 19 février 1842, au marquis de las Marismas. A la mort de ce dernier, ses héritiers s'en défirent. M. Jarry nous énumère les différents acquéreurs jusqu'au 5 juin 1920. Il subsiste dans le salon du deuxième étage une décoration de l'époque impériale. Les figures sont assez vulgaires, les plis des étoffes raides et peu gracieux.

— M. Dumolin communique des notes sur les vieux guides de Paris et notamment sur celui du sieur de Choyes, qui, en 1647, composa le *Guide de Paris*, « contenant la liste des rues avec leurs tenants et aboutissants ». Ce personnage, batteur d'or et grand voyageur, était venu à Paris pour restaurer en France l'institution italienne de la loterie. Entre ses démarches, il occupa des loisirs à la composition de l'opuscule en question. De Choyes a estropié quantité de noms, par exemple la rue de Reuilly devient la rue Druly, la rue du Forez rue Forest-de-Mais; certaines de ces altérations sont restées dans le langage courant, comme la rue des Jeûneurs au lieu de la rue des Jeux-Neufs, la rue aux Ours au lieu de la rue aux Oies.

— M. Depoin résume une étude sur Ferri de Paris, chevalier du roi Louis VII, sire de Palaiseau. — Renvoi au Comité de publication.

La séance est levée à six heures et demie.

SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

*Tenue dans la salle des cours de l'École des chartes
le 9 octobre 1923.*

Présidence de M. L. MIROT, président.

Étaient présents : MM. M. Barroux, A. Boinet, C. Couderc, M. Dumolin, G. Fagniez, M. Fosseyeux, G. Hartmann, commandant Herlaut, P. Jarry, L. Lambeau, E. Le Senne, E. Mareuse, H. Martin, F. Rousseau.

Assistaient également à la séance : MM. Brouillonnesques, Coustelier, de Courcel, J. Depoin, P. Deslandres, M. Dumolin, Gueullette, V. Pagès, G. Renault, Ch. Samaran.

Excusés : MM. L. Auvray, A. Blanchet, E. Lelong, A. Martin, H. Omont, Vergnet, A. Vidier.

— Le procès-verbal de la séance du 12 juin est lu et adopté.

— Le Conseil prononce l'admission de :

1397. M. Gaston CHOTEAU, 18, route de la Plaine, Le Vésinet (Seine-et-Oise), présenté par MM. É. Champion et L. Mirot.

1398. M. R. SCHEFER, 5, rue du Midi, Sèvres (Seine-et-Oise), présenté par MM. É. Champion et L. Mirot.

1399. M. FEGDAL, 14, avenue Victoria (1^{re}), présenté par MM. Jarry et H. Martin.

1400. M. Olivier MARTIN, professeur à la Faculté de droit, 24, rue de Varenne, présenté par MM. Lelong et Mirot.

— M. le Président félicite M. A. Boinet de sa récente nomination de chevalier de la Légion d'honneur, à l'occasion du Congrès et de l'Exposition du livre.

— M. F. Rousseau rend compte d'une brochure de M. le chanoine Grente sur *Mgr Darboy*, publiée à l'occasion de l'introduction à Rome de la cause des martyrs de la Commune, et qui soulève des questions intéressantes, notamment sur la conduite de M. Thiers à l'égard des otages et son obstination à refuser l'échange de Blanqui contre celui des ecclésiastiques.

— M. Mirot présente l'ouvrage récemment paru de M. de Roche-gude et Dumolin : *Guide à travers l'ancien Paris*.

— M. G. Renault fait une communication sur Saint-Mandé, destinée à former un travail complet sur l'histoire de cette localité.

La séance est levée à six heures un quart.

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

*Tenue dans la salle des cours de l'École des chartes
le 13 novembre 1923.*

Présidence de M. L. MIRON, président.

Étaient présents : MM. L. Auvray, L. Batiffol, A. Blanchet, baron de Barante, M. Fosseyeux, G. Hartmann, commandant Herlaut, P. Jarry, L. Lecestre, E. Le Senne, A. Martin, H. Martin, A. Perrault-Dabot, G. Prinet, F. Rousseau.

Assistaient également à la séance : MM. Brochard, Gueulette, Sustrac, de Launay, Lemoine, J. Léon, Olivier Martin, Prieur, G. Renault, Vergnet.

Excusés : MM. Mareuse, Riator, Vidier.

— Le procès-verbal de la séance du 9 octobre est lu et adopté.

— M. le Président annonce le décès de M. Eugène Lefèvre-Pontalis, dont il relate, en termes émus, la carrière d'érudit et d'archéologue.

Il fait part également du décès de M. L. Gruel, un des plus anciens membres de la Société. — Cette communication est accueillie par des regrets unanimes.

— Le Conseil prononce l'admission de :

1401. M. Alexandre LHOMEL, 14 bis, rue Torricelli (xviii^e), présenté par MM. Lambeau et Mareuse.

— M. le Président exprime à M. H. Martin les regrets unanimes que cause son départ de la bibliothèque de l'Arsenal et félicite son successeur, M. Batiffol, auprès de qui les membres de la Société trouveront le même accueil empressé.

— M. le commandant Herlaut lit une notice sur la démolition de l'abbaye de Port-Royal-des-Champs en 1700, d'après des documents tirés des archives de la Guerre. — Renvoi au Comité de publication.

— M. F. Rousseau ajoute à ce sujet quelques renseignements tirés de *l'Histoire du mouvement janséniste*, par A. Gazier, t. I, p. 230.

Après la dispersion de Port-Royal-des-Champs, l'abbesse de Paris, M^{me} de Château-Renaud, fit transporter à Port-Royal de Paris les tableaux qui ornaient à Port-Royal-des-Champs l'église, le chapitre, le réfectoire, les parloirs. La Cène de Philippe de Champagne fut replacée sur l'autel de Paris, pour lequel elle avait été faite en 1648; l'admirable ex-voto intitulé au Louvre « les Reli-

gieuses » fut revendiqué par M. de Noailles, qui le conserva sa vie durant dans sa résidence d'été de Conflans ; après 1729, il reprit son ancienne place de 1662 dans le chapitre des religieuses. Les portraits furent relégués au grenier, car ils n'intéressaient personne à Port-Royal de Paris, et c'est là qu'un fervent ami de Port-Royal-des-Champs, le citoyen Camet de La Bonnardière, put les acquérir sans doute à très bon compte, lors de la vente des biens nationaux. Après que le musée des Monuments français eut enlevé la Cène et les Religieuses, le souvenir exact du monastère détruit a été conservé grâce à deux artistes. Une femme peintre, Madeleine de Boulogne, morte en 1710, employa ses derniers jours à représenter les différentes parties du monastère.

Une autre artiste, Madeleine Hartemels, peignit à la gouache quinze planches représentant le Port-Royal de 1709. Cet album, saisi d'abord comme séditieux par d'Argenson, fut ensuite mis dans le commerce.

Marguerite de Joncaux obtint de d'Argenson les manuscrits de Port-Royal. Ils passèrent ensuite à Saint-Germain-des-Prés et à la Révolution à la Bibliothèque nationale.

— M. Jarry fait une communication concernant l'hôtel Cheut, 35, faubourg Poissonnière ; il en donne la description et relate quelques-uns de ses locataires, parmi lesquels figure le maréchal Ney.

— M. L. Auvray fait la communication suivante sur le Tiers ordre séculier à Paris au xviii^e siècle :

« Les documents que l'on possède sur le Tiers ordre séculier à Paris avant la Révolution sont très peu nombreux. Le P. Ubald d'Alençon, O. M. C., a rassemblé ceux qui concernent le xviii^e siècle en deux articles des *Annales franciscaines* (septembre 1923, p. 268-273, et novembre 1923, p. 341-344). L'auteur parle successivement de la Confrérie des Pénitents gris, à laquelle appartient le roi Henri III, mais qui n'avait rien de franciscain, de la Fraternité des Cordeliers de l'Observance, des religieux de la Congrégation gallicane du Tiers ordre, autrement dits Picpus, — surtout des Fraternités établies dans les couvents des Capucins à Paris. On trouvera dans son travail des détails biographiques sur plusieurs religieux capucins qui s'occupèrent du Tiers ordre, comme le P. Léonard de Paris, éditeur de la *Règle du Tiers ordre des Pénitents* (1663 ; plusieurs fois réimprimée), ou le P. Alphonse de Paris (qui fut provincial de Paris), ou qui dirigèrent la Fraternité des Tertiaires séculiers : tels les Pères Martin, Jérôme et Jean-Chrysostome, tous trois de Paris, et aussi sur une tertiaire qui fut célèbre en son temps, Marie-Françoise du Plessis-le-Picard (sœur Delphine dans le Tiers ordre), épouse de Monsieur de Paris, maître des comptes, et dite

« Mademoiselle de Paris ». Le P. Ubald termine son exposé par l'indication, d'après de vieux prospectus aujourd'hui bien rares, des manuels à l'usage des Tertiaires au XVIII^e siècle. — Ces quelques pages d'un érudit particulièrement compétent éclairaient un coin assez peu connu de l'histoire religieuse de Paris.

La séance est levée à cinq heures et demie.

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

*Tenue dans la salle des cours de l'École des chartes
le mardi 11 décembre 1923.*

Présidence de M. L. MIROT, président.

Étaient présents : MM. L. Batiffol, M. Barroux, E. Coyecque, M. Fosseyeux, G. Hartmann, commandant Herlaut, L. Lambeau, E. Le Senne, H. Martin, G. Prinet, F. Rousseau, H. Stein, A. Vidier.

Assistaient également à la séance : MM. Dumolin, Gueulette, Lemoine, O. Martin.

— M. le Président fait part du décès de M. Manneville, vice-président de la Société la Montagne-Sainte-Geneviève et secrétaire général de la Cité. Il exprime les regrets de la Société et énumère les différents travaux de M. Manneville, notamment sur l'église Saint-Médard et sur Saint-Nicolas-du-Chardonnet. — Cette communication est accueillie par des regrets unanimes.

— Le Conseil fixe les jours des séances pour 1924 ainsi qu'il suit : 15 janvier, 12 février, 18 mars, 15 avril, mai (cérémonie du cinquantenaire), 10 juin, 14 octobre, 11 novembre, 9 décembre.

— M. le Président rend compte de la préparation du cinquantenaire de la Société; en ce qui concerne le volume des *Mémoires*, les auteurs n'auront droit à aucune rétribution, mais il sera accordé vingt-cinq tirages à part à chacun.

Un congrès des Sociétés parisiennes d'histoire aura lieu à cette occasion.

— M. Dumolin entretient la Société du logis de M^{me} Scarron, rue de Vaugirard, où elle a élevé le duc du Maine. La maison aurait appartenu à Tomé, époux d'une femme de chambre de M^{me} de Montespan. Notre collègue passe en revue les différents propriétaires.

M. Lecestre fait observer que, pour obtenir plus de certitude sur la propriété du sieur Tomé, il serait possible de retrouver le nom

de l'ancien notaire de Louvois qui, vraisemblablement, passa le bail.

M. Coyecque donne ensuite quelques renseignements pratiques pour consulter utilement les archives notariales.

— M. H. Lemoine fournit d'utiles renseignements sur les fonds des mairies de Paris conservés aux archives départementales de la Seine.

— Mme J. Bucher présente une note sur la maison du ciseleur Pierre Gouthière, rue Pierre Bulet.

— M. G. Vauthier communique une note contenant le texte des lettres patentes du 9 juillet 1780 relatives au transfert des Capucins de la rue Saint-Jacques dans le quartier de la Chaussée-d'Antin.

La séance est levée à six heures.

II.

VARIÉTÉS.

LE LIEUTENANT-COLONEL VIOLLET-LEDUC AU SIÈGE DE PARIS (1870-1871).

S'il est un homme dont les idées et les actes ont été critiqués passionnément, c'est bien certainement Viollet-Leduc. Architecte ou archéologue, peintre ou sculpteur, il a eu des amis dévoués et des détracteurs acharnés.

Mais si l'on a pu attaquer « l'œuvre », tout le monde doit reconnaître les qualités de sincérité, de franchise, de conviction et de patriotisme dont a fait preuve « l'homme » durant une carrière longue et bien remplie.

Nous ne voulons pas ici écrire une biographie de Viollet-Leduc (d'autres l'ont fait, et fort bien¹), mais montrer seulement, à l'aide des souvenirs de son secrétaire : Massillon-Rouvet, et de ses propres écrits, à l'aide aussi de documents sur le Corps Auxiliaire du Génie conservés aux archives de la Seine, nous voudrions, dis-je, le montrer officier, chef de corps, animé d'un ardent patriotisme et,

1. P. Goût, *Viollet-Leduc*, 1914, in-4°.

en bien des cas, prophète peu écouté à son époque, mais dont la dernière guerre a révélé la perspicacité étonnante.

Les idées de Viollet-Leduc, diamétralement opposées à celles qui étaient professées sous l'Empire par l'académisme officiel, firent que, sauf dans les Monuments historiques, il n'obtint jamais de situation prépondérante. L'Académie des Beaux-Arts l'ignora toujours. Lorsque la guerre éclata, il venait de terminer la reconstruction de Pierrefonds et excursionnait dans les Alpes. Il se hâta de revenir à Paris et, plein d'ardeur patriotique, chercha à s'employer utilement pour la défense du pays.

Presque dès le début de la guerre, Alphand, le directeur des travaux de Paris, avait pensé à former avec ses ingénieurs, ses conducteurs et ses ouvriers de la ville plusieurs bataillons du génie qui pourraient, en l'absence du corps actif, se charger d'entretenir et de compléter les travaux de défense de la capitale.

Viollet-Leduc, entendant parler de ce projet, s'empressa d'offrir ses services par la lettre suivante¹ :

Paris, 16 août 1870.

Monsieur et cher Confrère,

Revenu seulement depuis peu à Paris, ayant au dehors fait ce que mon devoir m'ordonnait, j'apprends que c'est vous qui êtes chargé de former les compagnies auxiliaires du génie militaire. Je m'étais offert au ministère de la Guerre, à l'effet de faire partie de ce corps auxiliaire. Malgré mes cinquante-sept ans, je suis encore très valide, heureusement, bons bras et bonnes jambes². Je me mets donc entièrement à votre disposition pour quoi que ce soit, si vous pensez pouvoir m'utiliser.

Croyez, cher Monsieur, à tous mes sentiments bien dévoués.

E. VIOLLET-LEDUC.

Je puis vous réunir un certain nombre d'hommes de cœur et sûrs.

Décidé à tout sacrifier pour son pays, la première recrue qu'il amena fut son propre fils, Eugène, âgé de trente-cinq ans, qui fut nommé lieutenant en premier à la 4^e compagnie de la légion qui s'organisait.

Viollet-Leduc dut aider considérablement Alphand dans l'organisation de ce corps si spécial, qui fut vraiment formé de compétences. Outre Alphand, colonel, et Viollet-Leduc, lieutenant-colonel, on y trouve des noms d'architectes et d'artistes célèbres : Ouradou, les Magne, Davioud, de Baudot, les Ballu, Baudry, Delbrouck, etc... Des ingénieurs, des entrepreneurs demandaient à y entrer comme simples sapeurs. Cuvillier-Fleury, de l'Académie

1. Archives de la Seine, V-H³ 47.

2. Le mois d'avant, il parcourait encore les glaciers du mont Blanc.

française, recommandait à Alphand, le 13 novembre 1870, Paul Bapst, un des propriétaires des *Débats*, et Alfred Picard, tous deux anciens élèves des Mines, qui désiraient servir comme sapeurs.

Le décret d'organisation du Corps Auxiliaire du Génie est daté du 24 août 1870 et signé de l'impératrice Eugénie et du ministre de l'Intérieur Henri Chevreau. Il devait comprendre soixante-dix-sept officiers et environ 2,000 hommes. Plus tard, à l'occasion de la formation de compagnies de guerre, comme dans la garde nationale, ces chiffres furent modifiés. Aussitôt la légion formée, le lieutenant-colonel Viollet-Leduc, laissant à Alphand la direction générale du corps, s'occupe de l'instruction militaire, des travaux à exécuter et ne craint pas de descendre dans les plus petits détails d'équipement ou d'habillement.

Dès le 26 août, son ordre général numéro 1 prévoit la façon dont les compagnies de travailleurs devront être organisées; telle compagnie sera surtout formée de charpentiers, telle autre de maçons ou de serruriers, de façon que l'on puisse convoquer, selon les besoins, telle compagnie plutôt que telle autre et que les hommes soient toujours commandés par les officiers « qu'ils connaissent et qui les connaissent »; un peu plus loin, il recommande, en esprit net et précis, d'éviter « les écritures et la confusion ».

Il s'occupe de l'instruction militaire de ses sapeurs, demande des volontaires pour faire partie d'une compagnie de flanqueurs destinés à assurer la protection des ouvriers, répartit les trop rares fusils reçus entre les anciens militaires et les « hommes sûrs ». Il avait déjà, dès la fin du mois d'août, le pressentiment des maux qu'une populace turbulente et imprudemment armée allait faire courir à la France; aussi cette préoccupation de n'armer que les hommes sûrs revient-elle souvent dans ses ordres.

C'est au début de septembre que commencèrent les travaux. Lui-même emmena le 7 trois compagnies faire des travaux entre Nogent et Romainville, à l'île de Beauté. Les fortifications exécutées valurent aux compagnies employées les félicitations du général Trochu, que le colonel Alphand communiqua le 29 septembre à ses hommes (ordre n° 126').

Le mois d'octobre se passa dans l'inaction; les gardes nationaux s'agitaient, préparant l'élection des officiers; ils offrirent le grade de colonel à Viollet-Leduc, qui, naturellement, refusa.

Seuls les officiers subalternes furent élus.

Alphand et Viollet-Leduc, désireux de jouer un rôle actif, se rendirent, le 6 novembre, chez le général Trochu pour sauver l'existence de la légion; ils obtinrent gain de cause. Le décret du 8 novembre divisa la légion en deux groupes : les compagnies

1. Archives de la Seine, V-H³ 47. Registre d'ordres de la 7^e compagnie.

sédentaires et les compagnies de guerre. Celles-ci, à l'effectif de 1,600 hommes, furent placées sous le commandement de Viollet-Leduc, qui releva directement du général Tripier, commandant le génie de la II^e armée.

Avant le départ pour les lignes avancées, le colonel Alphan d passa en revue, le 20 novembre, la légion réorganisée et, à l'issue du défilé, Viollet-Leduc adressa aux troupes la proclamation suivante :

Officiers, sous-officiers et sapeurs,

... Le colonel, comme représentant le général-commandant supérieur de la garde nationale, me charge de vous faire savoir qu'il a été très satisfait de la bonne tenue et de l'aspect solide du corps; il ne doutait pas qu'après vous être rendus déjà si utiles dans les travaux qui vous ont été confiés vous sauriez exécuter en face de l'ennemi les ouvrages définitifs destinés à appuyer nos mouvements militaires; mais aujourd'hui, après avoir passé devant le front de la légion, il est certain qu'elle saura faire son devoir avec le sang-froid et le calme qui sont la marque du vrai courage...

Vive la France! Vive la République!

LE LIEUTENANT-COLONEL.

Le 28 novembre, Viollet-Leduc sortait de Paris avec 1,543 sapeurs et se portait vers Champigny.

Nous n'entrerons pas ici dans le détail des opérations qu'a rapporté son secrétaire¹; jusqu'au 15 janvier le génie auxiliaire travailla à l'est de Paris, à Villiers, à Nogent, à Drancy, et Viollet-Leduc eut maintes fois l'occasion de se révéler grand chef; après le 15, il participa aux combats de Buzenval et, le 22, rentra à Paris, diminué de 578 hommes.

Tout à sa tâche, Viollet-Leduc resta au front durant ces deux mois; il habita successivement Nogent, Pantin et Neuilly.

Bon avec ses hommes, s'occupant de leur bien-être, de leur repos, jusqu'à les envoyer se reposer deux jours à Paris, chez eux, il en obtenait ce qu'il voulait; le 2 décembre, à Champigny, ils mirent, sur son ordre, baïonnette au canon et s'opposèrent à une panique qui saisit au petit jour les troupes ayant occupé le village.

Dès le début de janvier, il voyait poindre la lassitude des troupes; il pressait son colonel de demander pour les blessés et les plus méritants les décorations promises : « Quand on demande pour les autres et que l'objet est sérieux, on a une force considérable », disait-il. Ni lui ni Alphan d ne demandèrent jamais rien personnellement.

Il y avait dans la légion, comme dans le reste de la garde natio-

1. Massillon-Rouvet, *Viollet-Leduc et Alphan d au siège de Paris*, p. 63-154.

nale, de nombreux éléments de désordre, et Viollet-Leduc, chef avant tout, était, malgré sa bonté, inflexible sur la discipline. Le 23 janvier, il fait désarmer quatorze hommes, les renvoie au dépôt avec un rapport au colonel et fait casser un fourrier. « Il est nécessaire, dit-il, de prendre une mesure immédiate contre un certain nombre d'ivrognes et de pillards qui déshonorent le corps par leur conduite¹. »

Dans son *Mémoire sur la défense de Paris*, il a exposé ses idées sur la discipline et la hiérarchie. Quelques-unes, sur la grandeur du métier militaire, sont d'une rudesse toute romaine. Il écrit : « Le jour où le citoyen est appelé à devenir soldat, il ne faut plus qu'il soit en contact avec sa famille, son foyer, son milieu. Sa famille, son foyer, c'est le régiment dont il fait partie. Un homme qui obtient la permission de s'absenter de son corps parce que sa femme accouche ou que son enfant se meurt n'est pas et ne sera jamais un soldat². » C'est en élevant d'une façon virile la jeunesse, déclare-t-il, en lui donnant l'amour du travail et le respect de la valeur intellectuelle, qu'on en fera l'instrument capable de sauver le pays, et si jamais, dans son livre, il ne parle de la revanche future, on peut être sûr qu'il y pensait déjà.

Quant à son jugement sur nos adversaires d'alors et d'aujourd'hui, il est resté aussi vrai, aussi actuel que lorsqu'il le formulait. « Nous ignorions, dit-il, qu'à quelques pas de nos frontières de l'Est, il existait des populations avec lesquelles nous entretenions des rapports bienveillants, capables, au XIX^e siècle, de procéder exactement comme ont procédé les invasions des barbares, mais avec toutes les ressources que peuvent fournir et la science moderne et une instruction développée.

« Ils ont fanatisé des générations entières, sous le prétexte que, nouveau peuple d'Israël, on les doit considérer comme envoyés par un certain dieu germanique pour écraser les races corrompues qui, bien entendu, ne sont autres que ce qu'on appelle les races latines³. »

Comme ces paroles semblent justes encore maintenant ! Tels étaient les Allemands en 1871, tels nous les avons revus en 1914, avec les progrès dans la sauvagerie que leur avaient apportés cinquante ans de « culture ». Aussitôt la guerre terminée, Viollet-Leduc s'occupa de relever les plans, coupes et profils des fortifications allemandes autour de Paris ; il en illustra son *Mémoire sur la défense de Paris*, paru en 1871.

Son dévouement pendant la guerre fut apprécié sur le moment,

1. Lettre à son colonel du 23 janvier.

2. *Mémoire sur la défense de Paris*, 1871, p. 67.

3. *Mémoire*, p. 71.

puis oublié. Le général Tripier, commandant du génie, envoya aux officiers du Génie Auxiliaire, le 11 février 1871, une adresse de remerciements où l'on peut lire : « ... Aucun de vous n'a hésité à sacrifier ses vues personnelles pour s'attacher exclusivement à l'accomplissement de son devoir, suivant en cela l'exemple d'abnégation donné par M. Viollet-Leduc, le maître éminent que, pendant deux mois et demi, nous avons vu constamment à la tête de vos compagnies de guerre... » L'adresse est signée de tous les officiers du corps du Génie actif. La légion étant désarmée et dissoute, Viollet-Leduc reprit ses occupations; le 11 mars, il envoya à Alphand sa lettre de démission, que voici :

Mon cher Colonel,

Les fonctions attribuées à la légion du génie de la garde nationale devenant sans objet aujourd'hui et la guerre étant terminée d'une si triste manière pour le pays, je n'ai pas l'intention d'attendre la dissolution du corps pour abandonner le commandement qui m'était attribué dans cette légion. Je dois d'ailleurs quitter Paris sous quelques jours.

Je ne voudrais pas cependant envoyer ma démission de lieutenant-colonel sans vous prévenir de ma détermination et sans vous exprimer combien j'ai vivement apprécié les rapports affectueux que vous avez bien voulu entretenir avec votre lieutenant pendant cette longue épreuve.

Vous pouvez être assuré que j'en garderai le souvenir précieux au milieu de nos désastres, et je vous prie d'agréer, mon cher Colonel, l'expression de tous mes sentiments de vive affection.

VIOLLET-LEDUC¹.

Quelques jours après, ce fut le 18 mars et la Commune. Les fédérés demandèrent à Viollet-Leduc de diriger la défense comme officier du génie; on pense avec quelle indignation il refusa. Il dut s'enfuir le 28 mars et se réfugia à Pierrefonds, où il écrivit son *Mémoire* avec des souvenirs tout récents.

Mais la guerre l'avait bien affaibli et attristé. Il mourut en Suisse le 17 septembre 1879.

Viollet-Leduc est un de ces novateurs hardis que beaucoup de personnes blâment sans les connaître². Quoi qu'il en soit, il y a au moins une chose que l'on doit respecter en lui : c'est la sincérité et l'étendue de son patriotisme.

H. LEMOINE.

1. Archives de la Seine, V-H³ 47.

2. Que de fois avons-nous entendu critiquer la reconstruction de Pierrefonds ou la restauration de Notre-Dame! Que ces soi-disant connaisseurs lisent le livre de M. Goût et ils y apprendront à connaître celui qui fut le père de l'archéologie du moyen âge et qui, malgré tout, en est encore le maître!

NOTES D'ÉTAT CIVIL

EXTRAITES DES ARRÊTS DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI.

En compulsant la série in-quarto des arrêts du Conseil d'État, nous avons eu l'occasion de noter dans quelques-uns d'entre eux, en petit nombre, des rectifications d'état civil relatives à des personnes dont les noms se trouvaient figurer sous une forme inexacte dans certaines pièces notariées ou dont l'âge ne correspondait pas avec les déclarations erronées faites légèrement, comme par exemple lorsqu'il s'était agi de répartir les détenteurs de billets des loteries royales dans les diverses classes des tontines. Ces erreurs furent, à l'époque, l'occasion d'un recours au Conseil d'État et on ne peut que regretter maintenant que les rectifications sollicitées n'aient pas été plus nombreuses.

Si modeste qu'ait été le résultat acquis, avons-nous le droit, alors que l'état civil parisien antérieur à 1870 a disparu, de négliger ces quelques documents perdus pour tous, que le hasard nous a permis de noter? Nous sommes persuadé que, s'il en avait eu connaissance, le consciencieux auteur des « Sources de l'état civil parisien » n'aurait pas cru pouvoir les négliger, et, le faisant, nous avons pensé qu'il n'y avait pas lieu de faire un choix arbitraire dans la centaine de noms ainsi recueillis; nous avons donc publié tous les noms contenus dans les arrêts, que l'on trouvera désignés par leur date.

ARRÊT DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI, qui maintient les enfans mineurs du sieur Guillaume Law, gentilhomme écossois, nés en France, dans la succession des biens du feu sieur Jean Law, contrôleur général des finances, leur oncle... Du 12 mars 1735... — Paris, 1755, in-4°.

Cet arrêt permet d'établir la filiation du financier et de son frère ainsi qu'il suit :

1. — William Law, d'Édimbourg, marié le 22 octobre 1663 à Jeanne Campbell (et non Campelle), dont :

I. John Law, né à Édimbourg, le 21 avril 1671, créateur de la Compagnie des Indes, d'une banque fameuse sous la Régence, qui aboutit à la banqueroute, contrôleur général des finances l'espace d'une année à peine, mort en 1729.

II. William Law, né le 24 octobre 1675, mort en 1752; il épousa Rebecca Desves, en l'église paroissiale de Sainte-Marie-Madeleine, à Londres, le 3 juillet 1716, et eut pour enfans :

1. Jean Law, baptisé en la paroisse Saint-Roch, à Paris, le 3 novembre 1719;

2. Rebecca-Louise, baptisée à Paris, à Saint-Nicolas-des-Champs, le 23 novembre 1720;

3. Jeanne-Marie, baptisée le 8 novembre 1722, à Saint-Philippe-du-Roule ;

4. Jacques-François, baptisé le 7 février 1724, à Saint-Philippe-du-Roule ;

5. Elisabeth-Jeanne, baptisée le 18 juin 1725, à Saint-Philippe-du-Roule.

Les garçons furent élevés au collège des Écossais, leurs sœurs à la communauté de la Providence, à Paris.

Ce fut William Law, riche orfèvre « goldsmith » d'Édimbourg et gentilhomme écossais, à en croire l'énoncé de l'arrêt, qui acquit le domaine de Lauriston, sous lequel ses descendants furent connus depuis ; il mourut en 1684 ; d'après certains biographes, Jeanne Campbell, sa femme, aurait appartenu à la noble maison d'Argyle. Il serait imprudent, croyons-nous, de prendre à la lettre le texte de l'arrêt qui qualifie Guillaume Law gentilhomme ; il est vrai qu'il appartenait à une vieille famille et comptait dans son ascendance collatérale un évêque (protestant) de Glasgow, mort en 1632.

On sait que l'aîné de ses fils, John, jeune et riche, ne tarda pas à venir en France, qu'il se fit rapidement connaître comme un novateur en matière financière ; ce que l'on sait moins, c'est qu'il compta parmi les membres honoraires de l'Académie royale des sciences et que (et ce qui suit vient à l'appui des doutes émis quant à la qualité de gentilhomme attribuée à son père) il acheta une charge de secrétaire du roi, alors que depuis quelques mois il était contrôleur général des finances et fut reçu en cet office le 13 juin 1720. Comme la noblesse définitive n'était acquise aux secrétaires du roi qu'après vingt ans, il est inutile d'ajouter que les événements ne lui permirent pas d'arriver même à la moitié du temps fixé. Ajoutons, pour rester dans la vérité, que si ce fameux financier ne fut connu officiellement que sous son nom de Law, il ne dédaigna pas, dans la vie privée, de faire suivre son nom étranger de qualificatifs français, mentionnés précisément dans son avis de réception en l'office de secrétaire du roi, où l'on voit que, s'il n'est fait aucune mention de la charge de contrôleur général, en revanche il prend la qualification de comte de Tancarville, seigneur de Valençay et autres lieux.

ARRÊT DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI, du 4 décembre 1736 (p. 4 et suiv.).

2. — Jean Van Depoll, bourgmestre d'Amsterdam ; Armand-Hendrick Van Depoll, Margareta Trip, sa femme.

3. — Marguerite Desmoulins, âgée de quarante-cinq ans en 1734 ; Joseph Boiron, peintre, demeurant à Lyon, âgé de quarante-cinq ans en 1735.

4. — Reine-Rose Baudin, quarante-cinq ans en décembre 1735; Françoise Banget Lingrat (et non Lingrin), fille native de Savoie, cinquante ans en novembre 1734.

5. — Joseph Blouin, bourgeois de Paris, cinquante ans en novembre 1734.

6. — Jean Le Creux, maître tourneur à Paris, cinquante ans passés en décembre 1734.

7. — François Le Loup, portier du sieur Gilbert de Voisins, avocat général, âgé de cinquante ans en mars 1735.

8. — Adrien Andrieux, domestique de M^e Meunier, notaire, cinquante ans en mai 1735.

9. — Gabriel Parizot, maître chirurgien à Lyon, âgé de cinquante-cinq ans en décembre 1734.

10. — Anne de Rondel, veuve de Josse Morel, marchand de vin, cinquante-sept ans en 1735.

11. — Claudine Robin, femme de Pierre Bonnet, concierge de la ménagerie de M^{me} la duchesse du Maine, cinquante-cinq ans passés en juin 1735.

12. — Guillaume Barbé, maître faiseur d'instruments de musique, soixante ans passés en juin 1735.

13. — Jean-Baptiste Fresneau, sieur Dufresne (du Fresne), soixante-cinq ans passés en juillet 1735.

ARRÊT DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI, du 9 juillet 1737.

14. — Jean-Claude Michel, prêtre, archidiacre de Pézenas, âgé de cinquante ans passés en mars 1735.

15. — Suzanne de Bardel, épouse de Bruno d'Armand de Laurencin¹ de Mizon, âgée de cinquante et un ans mars 1735.

16. — Hubert-Alexandre Warnier, bourgeois de Paris, âgé de soixante ans passés en septembre 1735.

17. — Nicolas Guillaïn, officier de cuisine, âgé de soixante-cinq ans passés en novembre 1734.

ARRÊT DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI, du 8 février 1745 (p. 6 et suiv.).

18. — Antoine Melin, baptisé le 3 octobre 1738, fils de Pierre-Claude Melin et de Marie-Thérèse de Laleu, sa femme.

19. — Anne de Cipières, née le 4 juillet 1724, fille de Pierre-Bruno de Cipières².

20. — François-Louis de Villiers, baptisé le 21 novembre 1728, fils de Prudent-Joseph de Villiers, sieur de La Berge.

1. De la famille de Charles d'Armand de Laurencin, reçu secrétaire du roi en juin 1681.

2. D'une famille noble de Provence, du moins nous le supposons.

21. — Jean-Marie Oliviery, né le 8 août 1724, fils de Marie-Joseph-Gaëtan Oliviery, mari de Marie Lescuyer.
22. — Jeanne-Marie Masaire, veuve de Louis Vieux; Jeanne-Marie Odier, fille, née le 26 octobre 1733.
23. — Claude Arcelot de Charodon; Jean Le Mulier, son petit-fils, baptisé le 17 décembre 1739 (contrat passé à Paris).
24. — Marie-Anne-Françoise Léger, baptisée le 16 mai 1728, fille de Jacques-Louis Léger.
25. — Judith-Renée Danguy, baptisée le 9 octobre 1735, fille de Jacques Danguy¹ et de Louise Leflo de Trémello, sa femme.
26. — Ambroise-Pascal-Nicolas-Thomas Bielato, baptisé le 20 septembre 1708.
27. — Jeanne-Marie-Henriette Bridou, baptisée le 20 avril 1713, nièce d'Emmanuel du Cigne.
28. — Marie-Thérèse-Catherine Dubosc, baptisée le 30 avril 1722.
29. — Jacques de Bastanés, baptisé le 13 décembre 1701.
30. — Anne-Avoye Thévenard, baptisée le 28 septembre 1716.
31. — François-Joseph Maillefer, baptisé le 17 septembre 1707.
32. — François Barbonne, baptisé le 21 octobre 1710.
33. — François-Antoine Martin, baptisé le 5 novembre 1703.
34. — Marie-Geneviève Sallé, baptisée le 29 octobre 1703.
35. — Isabelle-Catherine Mersiers, baptisée le 11 novembre 1708.
36. — Alexandre-Joseph Bunetat, baptisé le 15 janvier 1705.
37. — Marguerite Le Camus, née le 25 juillet 1693, femme de Louis Disson.
38. — Joseph Faye, baptisé le 13 juillet 1688.
39. — Jean Moinsnel, baptisé le 2 novembre 1676.
40. — Denyse-Claude Boudet, femme de Bonaventure Pasquier, baptisée le 11 juin 1680.
41. — Jeanne-Louise-Bonne-Adélaïde Feydeau de Marville, baptisée le 9 mai 1739, fille de Claude-Henry Feydeau de Marville et de Louise-Adélaïde Hérault, sa femme.
42. — Jacques-Louis-Antoine Barlatier de Lauzière; Jean-Augustin Barlatier, ce dernier baptisé le 8 février 1726.
43. — Marie-Barbe Guibert; Marie-Anne Guibert, baptisée le 21 septembre 1735.
44. — Antoine-Jean-Baptiste du Tartre; Élisabeth-Thérèse Gaultier, fille, baptisée le 3 janvier 1722.
45. — Michel-Étienne-Romain Dublocq, baptisé le 2 décembre 1726.

1. Jacques Danguy, marié à Louise Le Flo, conseiller-maitre en la Chambre des comptes de Nantes en 1723 et, en 1730, général des finances. Cf. *Dictionnaire des familles françaises*, par C. d'E.-A., t. XIII, p. 83.

46. — Marie-Anne de Chalvière, femme de Louis de Kimel, baptisée le 8 mai 1719.
47. — Jeanne-Françoise Perard, baptisée le 23 décembre 1715.
48. — Jacques Dezaunay, baptisé le 12 octobre 1694.
49. — Urbain Houmé, baptisé le 21 septembre 1690.
50. — Jean-Regnault Courtin Duplessis (du Plessis¹), baptisé le 7 novembre 1703.
51. — Jean-Michel Malin, baptisé le 29 septembre 1698.
52. — Marie-Angélique-Barbe Bouloche du Mérel², baptisée le 15 mai 1705.
53. — Joseph Parent, né le 8 novembre 1703.
54. — Claude-Geneviève Pernoir, baptisée le 15 juillet 1688, veuve d'Étienne Bertrand.
55. — Marguerite-Magdelaine de Lagny, baptisée le 21 juin 1687, femme de François Grapotte.
56. — Joseph Berard, baptisé le 2 juin 1697.
57. — Jean de Rothe, baptisé le 17 février 1697.

ARRÊT DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI, du 14 septembre 1745
(p. 5 et suiv).

58. — Hugues-Prudent de La Barre de Villiers; Pierre-Henry de La Barre, mort le 1^{er} décembre 1734 (registres de la paroisse Saint-Gervais-Saint-Protais d'Aulmont [Aumont], diocèse de Senlis, fils de Louis-Noël de La Barre et de Marie-Anne Duval; François-Toussaint de La Barre (frère de Pierre-Henry, décédé), né le 1^{er} novembre 1733 et baptisé en la paroisse Saint-Nicolas-des-Champs, à Paris.
59. — Louis Boullanger et Claude-Edme Hérissant, sa femme; Louis Boullanger, leur fils, né le 19 avril 1742, suivant son baptistaire du 20 dudit mois, tiré des registres de la paroisse Saint-Eustache, à Paris.
60. — Pierre-Edme Compagnot et Jeanne-Madeleine Lepy, sa femme; Marie-Madeleine Bouillerot, nièce de ladite femme Compagnot, fille, née le 13 octobre 1718, suivant son baptistaire du même jour, tiré des registres de la paroisse Saint-Martin, faubourg Saint-Marcel, à Paris.
61. — Jérôme Vauremberg; Marie-Anne Guignace, nièce de feu son épouse, femme de François Desvignes, née le 8 décembre 1717, suivant son baptistaire du 9 dudit mois, tiré des registres de la paroisse Saint-Marceau d'Orléans.

1. Né à Nogent-le-Rotrou; il fut commissaire de la marine royale à Rochefort et se fixa à la Flèche. Cf. *Dictionnaire des familles françaises*, par C. d'E.-A., t. XII, p. 186.

2. Bouloche du Méret, d'une famille établie aux Andelys, d'après le *Dictionnaire* ci-dessus.

62. — Jean-Gaspard Roman, d'Aix-en-Provence; Jacques-François de La Hamède de Saint-Ange, né le 17 juillet 1720, suivant son baptistaire du 19 juillet, tiré des registres de la paroisse Saint-Eustache, à Paris.

63. — Charles-Aymard de Pierre-Buffière¹ et Marie-Agnès Machault, son épouse; Catherine-Charlotte-Agnès, leur fille, née le 22 octobre 1738, suivant son baptistaire du 28 octobre, tiré des registres de la paroisse Saint-Marcel de Prunget.

64. — Jean-François Béga et Marie-Anne Le Cocq, sa femme; Jean-Louis Béga, leur fils, né le 19 octobre 1722, suivant son baptistaire du 20, tiré des registres de la paroisse Saint-Eustache, à Paris.

65. — Jacques Bottereau et Marguerite-Martine-Catherine Le Couteulx, son épouse; Louise-Catherine-Sophie, leur fille, née le 20 septembre 1733, suivant son baptistaire du 21, en la paroisse Saint-André de Rouen.

66. — Anne-Charlotte Poupardin, femme de Constantin-Joseph Périer, née le 25 décembre 1718, suivant son baptistaire du 27, tiré des registres de la paroisse Saint-Roch, à Paris.

67. — Nicolas Daveluy, né le 10 novembre 1698, suivant son baptistaire du 11, tiré des registres de la paroisse Saint-Vincent d'Anchonvilles (Auchonvillers), diocèse d'Amiens.

68. — Jean Duport, âgé de cinquante-huit ans passés, à défaut d'existence du registre des baptêmes de la paroisse où il est né, suivant l'enquête faite devant le juge archiépiscopal de Vienne en Dauphiné, le 30 juillet 1743.

69. — René Bayon, sieur de La Motte, né le 4 novembre 1693, suivant son baptistaire du 5, tiré des registres de la paroisse Saint-Martin de Château-du-Loir.

70. — Marie-Geneviève Gruel, née le dernier juillet 1697, suivant son baptistaire dudit jour, tiré des registres de la paroisse Saint-Justin de Louvres en Paris.

71. — Jean Bourcourd et Anne Jinchoor, sa femme; Anne-Antoinette Bourcourd, leur fille, née et baptisée le 13 janvier 1734 en la grande église de La Haye, en Hollande.

72. — Antoinette Ferrières, fille de Jean-Pierre Ferrières, née le 11 mars 1722, suivant son baptistaire du 15, tiré des registres de l'église wallonne d'Amsterdam en Hollande.

73. — Christophe Poitevin de Veyrière, né le 12 avril 1734, suivant son baptistaire du 13, tiré des registres de la paroisse Saint-Eustache, à Paris.

1. Il fut capitaine de dragons, chevalier de Saint-Louis, et n'eut que des filles; l'un de ses frères fut connu sous le nom de M. de Prunjet. Cf. Lachenaye-Desbois.

74. — Isaac Tarteiron; Antoine Tarteiron, son fils, né le 30 septembre 1723, suivant son baptistaire, tiré des registres de la paroisse Saint-Martin de Marseille.

75. — Nicolas Le Roy; Jean-Baptiste-Nicolas Le Roy, son fils, né le 25 février 1725, suivant son baptistaire du 28, tiré des registres de la paroisse Saint-Eustache, à Paris.

ARRÊT DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI, du 14 septembre 1745
(p. 4 et suiv.), différent du précédent.

76. — Demoiselle Jacquemin de Montlys, fille majeure, baptisée le 2 août 1692, sous les noms de Jeanne-Marguerite, en l'église de Sainte-Croix de Lyon.

77. — Antoine Giroux, prieur de Notre-Dame-des-Neiges; Élisabeth-Marguerite d'Aubannet, veuve de François de Soyeux, contrôleur ordinaire des guerres; demoiselle Marie-Thérèse Pascal, baptisée le 23 mai 1733 à Saint-Eustache, à Paris, fille mineure de Jacques Pascal, officier du roi, et de Marie-Élisabeth Passerat, son épouse.

78. — Bariod (et non Barillon) : Claude-Joseph Bariod, baptisé le 24 avril 1730 à Saint-Séverin, à Paris.

79. — Anne-Marthe-Louise Maboul, veuve de Jean-Emmanuel de Crussol d'Uzez, marquis d'Amboise; Anne-Emmanuel-François-George, marquis d'Amboise, fils unique des précédents, baptisé le 29 juin 1726 à Aurillac, en Auvergne, né le 30 mai précédent.

80. — Monnier (et non Moussier) : Marie-Anne Monnier, baptisée le 2 septembre 1700 en la paroisse de Gennevilliers, près Paris.

81. — Magdeleine Berard, veuve de Nicolas Duval; Marie-Magdeleine Duval, sa fille, baptisée le 25 juin 1739 en la paroisse Saint-Jean-en-Grève de Paris.

82. — Élisabeth-Antoinette Leblond, baptisée le 13 novembre 1740, paroisse Saint-Sauveur, à Paris.

83. — Anne-Marie-Simonne Collart, fille d'Antoine Collart, écuyer, seigneur de Flize (âgée de neuf ans passés en 1743).

84. — Denis de Saint-Savin : Daniel-Louis Denis, baron de Saint-Savin, baptisé le 1^{er} juin 1724 en l'église métropolitaine de Saint-André de la ville de Bordeaux, où il était né le 21 mai précédent.

85. — La Ribadière (de) : Louis de La Ribadière (et non de La Ribardière) de Monestier, receveur des tailles, et Catherine-Françoise de Fenis, sa femme, lors (en 1743) âgée de vingt-cinq ans passés.

86. — Claudine Audouard, âgée de vingt-neuf ans passés (en 1743-1744), femme de Jean Baudot, bourgeois de Vézelay (mariés le 9 août 1733 en la paroisse Saint-Hugues de Grenoble).

87. — Jeanne-Lambertine Wilkin, âgée de vingt-neuf ans passés

en 1743, femme de Denys Nizet, avocat et maître de verrerie au faubourg d'Aroy, près Liège (mariés le 2 novembre 1739, paroisse de Sainte-Vérone de Liège).

88. — François-Hyacinthe Teissier, prêtre, âgé de trente-six ans passés (en 1743), baptisé le 22 juin 1707 en la paroisse Saint-Pierre d'Avignon.

89. — Marie-Geneviève Haranger, âgée de quarante-sept ans (en 1743), femme de Pierre Deslyons, marchand à Mantes.

90. — La dame épouse de Jean-Baptiste-Henry Collet, conseiller, procureur du roi en la prévôté de Bar-sur-Aube, âgée de cinquante ans passés (en 1743), laquelle se nomme Jeanne-Antoinette de Lux de Vantelet¹ et a été baptisée, le 27 janvier 1693, en la paroisse de Saint-Martin de Piney, diocèse de Troyes.

ARRÊT DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI, du 1^{er} octobre 1746.

91. — Jean-Baptiste-Pierre-Félix Léger et Marie-Anne Hourdé, sa femme; Aymard-Hippolyte-Sébastien Léger des Étards, leur fils, baptisé le 20 novembre 1738 en la paroisse Saint-Eustache, à Paris.

92. — Jean-Joseph de Clèves, Catherine de Clèves, sa fille, baptisée le 3 novembre 1718 en la paroisse de la Bienheureuse-Vierge-Marie de la chapelle de Bruxelles.

93. — Marie-Madeleine-Honorée Sandelion, baptisée le 26 octobre 1704, paroisse Saint-Martin-du-Pont de Rouen.

94. — Marguerite Chalan, fille d'Antoine Chalan, baptisée le 5 février 1731 en la paroisse de Saint-Pierre et Sainte-Barbe de Saint-Chamond, en Lyonnais.

95. — Marie-Catherine Froncy, baptisée le 27 décembre 1728 en la paroisse de Givors, en Lyonnais.

96. — Marie-Claude de Rutant, femme de Pierre de Rutant², chambellan du duc de Lorraine et capitaine au régiment de ses gardes.

97. — Marie-Françoise Barret, demoiselle, baptisée le 13 mars 1704 en la paroisse Saint-Sébastien de Nancy.

1. On trouvera dans la *Gazette de France*, n° du 14 novembre 1711, la mention d'un Antoine de Lux, comte de Vantelet, gentilhomme ordinaire du roi, décédé le 4 novembre, âgé de quatre-vingt-huit ans.

2. Pierre de Rutant, qui, à ses diverses fonctions, ajouta aussi celle de premier écuyer de S. A. R. M^{me} la duchesse de Lorraine, avait épousé sa cousine germaine; leur fille, Marie-Françoise (v. n° 101), épousa Henri-Denis Baudoin, seigneur de Sornéville (v. *Nobiliaire de la Lorraine*, par dom A. Pelletier).

ARRÊT DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,
du 1^{er} octobre 1746 (p. 3 et suiv.), différent du précédent.

98. — Jean-Alexandre Bruguier; Marie-Anne Hugla, veuve de Marin Harenc; Marie-Anne-Amélie Bruguier, fille dudit sieur Bruguier, baptisée le 19 juin 1742 en l'église française des Réformés de Hambourg, à Altena.

99. — Antoine Ribeiro Sanchez (ou Sanchés), médecin de la czarine, originaire de Portugal, de son nom véritable Antoine Nunés, fils de Simon Nunés et d'Anne Nunés, baptisé en la paroisse Saint-Jacques de Penamacôr, évêché d'Aguarda (da Guarda), en Portugal, le 7 mars 1699. (Il faut entendre par ce qui précède que Antonio Nunés était connu dans le monde sous le nom d'Antonio Ribeiro Sanchez.)

100. — Donodei, francisé en Dieudonné. — Le nom de famille de Charles-Joseph de Dieudonné de Campredon et de son fils Guillaume-Joseph-Alexis est « de Donodei », suivant l'extrait baptismal du fils, daté du 11 juin 1738, et tiré des registres de la paroisse de l'Isle, au Comtat-Venaissin.

101. — Marie-Françoise de Rutant, fille mineure de Pierre de Rutant et de Marie-Claude de Rutant, ses père et mère (voir ci-dessus, n^o 96), a été baptisée le 30 janvier 1725 en la paroisse de Saint-Epvre de Nancy, diocèse de Toul.

102. — Guillaume-Joseph de Genestous, comte de Vernon; Guillaume-Joseph-Alexis de Dieudonné de Campredon, son neveu, âgé lors (1743) de cinq ans passés, et fils de Charles-Joseph de Donodei de Campredon, demeurant à l'Isle, dans le comtat d'Avignon (voir plus haut).

103. — Étienne Dalcour; Marie Dalcour, sa fille, baptisée le 21 juillet 1726 en la paroisse de Saint-Loup de la Nouvelle-Orléans, province de la Louisiane.

104. — Joseph-François Audiffren, baptisé le 21 janvier 1723 en la paroisse de Barjoulx, diocèse de Fréjus.

105. — Louis-Marie de Fontanges, baptisé le 13 juillet 1719 à Aurillac.

106. — Étienne Rouquet, baptisé le 23 mai 1720 en l'église de la Majestat-Saint-André de Bordeaux.

107. — Marie-Pélagie Duplessis, désignée, âgée de vingt-sept ans (en 1743), est l'épouse, non de Jacques Benoiste de Chantemerle, intéressé dans les affaires du roi, mais de Jacques-Louis-Damien Tardy, avocat en Parlement, comme il appert par leur acte de célébration de mariage du 29 juin 1735, tiré des registres de la paroisse Saint-Eustache, à Paris.

108. — Eustache Taillet, décédé le 14 décembre 1732, suivant son

extrait mortuaire du 15 décembre, tiré des registres de la paroisse de Saint-Herbland de Rouen; Romain-François-Antoine Taillet, fils, négociant à Rouen.

109. — Élisabeth-Pauline Nicolas de Clermont, baptisée le 13 octobre 1706, paroisse Notre-Dame, à Nantes, et veuve de François-Jean Le Corvaisier de Saint-Vallay¹, écuyer, seigneur de Gilbour.

110. — Jacques Renaud, *alias* Seigneurat, maître aubergiste à Périgueux, fils de défunts Jacques Renaud, surnommé Seigneurat, et de Jeanne Dougados, sa femme. L'extrait baptistaire dudit Jacques Renaud, pris dans les registres de la paroisse de Saint-Jacques de Mazamet, au diocèse de Lavaur, à la date du 3 septembre 1700, ne porte que le nom de Seigneurat.

111. — Charles Renard (et non Regnard), baptisé le 25 avril 1692 en la paroisse de Saint-Thibault de La Loupe, diocèse de Chartres.

ARRÊT DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI, du 22 juillet 1747 (p. 4 et suiv.).

112. — Santino Cambiaso, noble génois; Horace-Marin-Léon Bembo, noble vénitien, fils de Nicolas Bembo; ledit Horace Bembo baptisé en l'église Sainte-Marie-la-Belle de Venise le 21 juillet 1738.

113. — Jeanne-Marie Delo, fille de Charles Delo et de Marie Delo, ladite Jeanne Delo étant lors (décembre 1743) femme d'Antoine Berkelbach, clerk au greffe des États-Généraux (Pays-Bas), auquel elle avait été unie le 28 janvier 1742, à Schvinning.

Dans la mention qui suit relative à Antoine Berkelbach, Sibylle Stook, sa femme, et Theodora-Marie Berkelbach, leur fille, il est dit que la demoiselle Stook a été mal à propos nommée, cette dame étant décédée, le 16 novembre 1740, à La Haye, et le sieur Berkelbach ayant épousé en secondes noces, le 28 janvier 1742, Jeanne-Marie Delo, lors âgée de trente-deux ans. Theodora Berkelbach, fille, était âgée de vingt-six ans environ lors du remariage de son père.

114. — Marie-Angélique de Lannoy, baronne de Berniulle, âgée de cinquante ans passés (septembre 1743), femme de Jean-Philippe-François de Haynin [Hénin], baron de Berniulle.

Le baptistaire de la dame de Lannoy, tiré des registres de la paroisse de Saint-Martin de Frétin, châtellenie de Lille, est du

1. En réalité, le nom de la dame Le Corvaisier n'est pas « Nicolas de Clermont », mais « Nicolas de Claye », d'après le *Répertoire général de bio-bibliographie bretonne*, par R. Kerviler, t. X, p. 357. L'auteur cite un Jean Le Corvaisier, sieur de Saint-Vallais, avocat à Dinan, qui avait quelque prétention à la noblesse, mais se désista en 1668; c'est un de ses descendants qui épousa Élisabeth Nicolas de Claye, décédée en 1744.

5 février 1693; l'acte de célébration de son mariage avec le sieur baron de Bernieulle en la paroisse Saint-Sauveur à Lille est du 7 juin 1713.

ARRÊT DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI, concernant le droit de contrôle et insinuation... portés par les contrats de mariage. Du 21 décembre 1745.

115. — Contrat de Joseph-Bernard Allain, écuyer, de l'évêché de Saint-Pol-de-Léon, lieutenant sur les vaisseaux de la Compagnie des Indes, avec demoiselle Marguerite-Anne Bilhuis, passé à Hennebont le 5 février 1744.

116. — Marché passé entre François-René Le Forestier, écuyer, seigneur de La Guillotaye, et Jacques Meheut, seigneur du Basbourg, le 28 avril 1743. Le sieur de la Guillotaye, qui est décédé, était gentilhomme et n'avait jamais fait de négoce; il habitait aux environs de Moncontour.

INDEX DES NOMS.

(Le numéro qui suit le nom est celui de la notice.)

- | | |
|------------------------------------|---|
| Allain, 115. | Blouin, 5. |
| Amboise (d'), voir Crussol d'Uzès. | Boiron, 3. |
| Andrieux, 8. | Bonnet, 11. |
| Arcelot de Charodon, 23. | Bottereau, 65. |
| Armand de Laurencin (d'), 15. | Boudet, 40. |
| Aubannet (d'), 77. | Bouillerot, 60. |
| Audiffren, 104. | Boullanger, 59. |
| Audouard, 86. | Bouloche du Méret, 52. |
| | Bourcourd, 71. |
| Banget-Lingrat, 4. | Bridou, 27. |
| Barbé, 12. | Bruguiet, à Altona, 98. |
| Barbonne, 32. | Bunetat, 36. |
| Bardel (de), 15. | |
| Bariod, 78. | Cambiaso, Génois, 112. |
| Barlatier de Lauzière, 42. | Chalan, 94. |
| Barret, 97. | Chalvière (de), 46. |
| Bastanés (de), 29. | Cipières (de), 19. |
| Baudin, 4. | Clèves (de), à Bruxelles, 92. |
| Baudot, 86. | Collart de Flize, 83. |
| Bayon de La Motte, 69. | Collet, 90. |
| Béga, 64. | Compagnot, 60. |
| Bembo, Vénitien, 112. | Courtin du Plessis, 50. |
| Benoiste de Chantemerle, 107. | Crussol d'Uzès (de), marquis d'Amboise, 79. |
| Bérard, 56, 81. | |
| Berkelbach, Hollandais, 113. | Dalcour, de la Nouvelle-Orléans, 103. |
| Bernieulle (de), v. Haynin (de). | Danguy, 25. |
| Bertrand, 54. | Daveluy, 67. |
| Bielato, 26. | |
| Bilhuis, 115. | |

- Delo, en Hollande, 113.
Denis de Saint-Savin, 84.
Depoll (van), d'Amsterdam, 2.
Deslyons, 89.
Desmoulins, 3.
Desvignes, 61.
Dezaunay, 48.
Dieudonné (de), v. Donodei.
Disson, 37.
Donodei (de), *alias* de Dieudonné
de Campredon, 100, 102.
Dougados, 110.
Dublocq, 45.
Dubosc, 28.
Du Cigne, 27.
Duplessis, 107.
Duport, 68.
Du Tartre, 44.
Duval, 58, 81.
- Faye, 38.
Fenis (de), 85.
Ferrières, 72.
Feydeau de Marville, 41.
Fontanges (de), 105.
Fresneau du Fresne, 13.
Froncy, 95.
- Gaultier, 44.
Genestous, comte de Vernon (de),
102.
Giroux, 77.
Grapotte, 55.
Gruel, 70.
Guibert, 43.
Guignace, 61.
Guillain, 17.
- Haranger, 89.
Harenc, 98.
Haynin de Bernieulle, 114.
Hérault, 41.
Hérissant, 59.
Houmé, 49.
Hourdé, 91.
Hugla, 98.
- Jacquemin de Montlys, 76.
Jinchoor (Pays-Bas), 71.
- Kimel (de), 46.
- La Barre de Villiers (de), 58.
- Lagny (de), 55.
La Hamède de Saint-Ange, 62.
Laleu (de), 18.
Lannoy (de), 114.
La Ribadière (de), 85.
Law, 1.
Leblond, 82.
Le Camus, 37.
Le Cocq, 64.
Le Corvaisier de Saint-Vallay, 109.
Le Couteux, 65.
Le Creux, 6.
Le Flo, 25.
Le Forestier de La Guillotaye, 116.
Léger, 24, 91.
Le Loup, 7.
Le Mulier, 23.
Lepy, 60.
Le Roy, 75.
Lescuyer, 21.
Lux de Vantelet (de), 90.
- Maboul, 79.
Machault, 63.
Maillefer, 31.
Malin, 51.
Martin, 33.
Masaire, 22.
Meheut, sieur du Basbourg, 116.
Melin, 18.
Mersiers, 35.
Michel, 14.
Moisnel, 39.
Monnier, 80.
Morel, 10.
- Nicolas de Claye (et non de Cler-
mont), 109.
Nizet, de Liège, 87.
Nunés, Portugais, 99.
- Odier, 22.
Olivieri, 21.
- Parent, 53.
Parizot, 9.
Pascal, 77.
Pasquier, 40.
Passerat, 77.
Perard, 47.
Périer, 66.
Pernoir, 54.

Pierre-Buffière (de), 63.
Poitevin de Veyrière, 73.
Poupardin, 66.

Renard, 111.
Renaud, dit Seigneurat, 110.
Robin, 11.
Roman, 62.
Rondel (de), 10.
Rothe (de), 57.
Rouquet, 106.
Rutant (de), 96, 101.

Saint-Savin (de), v. Denis de Saint-Savin.
Sallé, 34.
Sanchés, v. Nunés.
Sandelon, 93.

Soyeux (de), 77.
Stook (Pays-Bas), 113.

Taillet, 108.
Tardy, 107.
Tarteiron, 74.
Teissier, 88.
Thévenard, 30.
Trip (Pays-Bas), 2.

Vantelet (de), v. Lux (de).
Vauremberg, 61.
Villiers, sieur de La Berge (de), 20.
Villiers (de), v. La Barre.
Vieux, 22.

Warnier, 16.
Wilkin, de Liège, 87.

T. O.

CHANGEMENT DE DÉNOMINATION

DE DIVERSES COMMUNES DE SEINE-ET-OISE.

Par des décrets rendus à des dates diverses durant les mois de juin, juillet et août 1922, sept communes du département de Seine-et-Oise ont obtenu le changement de leur dénomination officielle. *Bernes* (arr. de Pontoise, cant. de l'Isle-Adam) est devenu *Bernes-sur-Oise*; *Bouray* (arr. d'Étampes, cant. de la Ferté-Alais) est devenu *Bouray-sur-Juine*; *Chanteloup* (arr. de Versailles, cant. de Poissy) est devenu *Chanteloup-les-Vignes*; *Jagny* (arr. de Pontoise, cant. de Luzarches) est devenu *Jagny-sous-Bois*; *Saint-Arnoult* (arr. de Rambouillet, cant. de Dourdan-Sud) est devenu *Saint-Arnoult-en-Yvelines*; *Villaines* (arr. de Pontoise, cant. d'Écouen) est devenu *Villaines-sous-Bois*; *Villebon* (arr. de Versailles, cant. de Palaiseau) est devenu *Villebon-sur-Yvette*.

La similitude du nom de ces localités avec celui de localités situées dans d'autres départements ou dans celui de Seine-et-Oise (Villennes-sur-Seine, dans le canton de Poissy) était de nature à provoquer des confusions préjudiciables aux habitants du pays, et l'on a pu citer, pour l'une au moins de ces communes, une grave erreur de destination qui fut la triste conséquence de cette confusion. Sur le principe même du changement de dénomination, il ne peut donc y avoir aucune contestation, mais l'application ne fut pas toujours fort heureuse.

En ce qui concerne Bernes et Villebon, aucune difficulté : il n'a été trouvé aucune trace d'un autre nom dans le passé et les additions *sur-Oise*, *sur-Yvette* sont pleinement justifiées. On en peut dire autant de *Saint-Arnoult*, localité véritablement située en *Yvelines* (forêt des Yvelines ou d'Yveline), qui avait déjà officiellement porté ce nom autrefois et qui n'a jamais cessé de le porter dans le langage courant. Bouray est bien cité, dans des lettres patentes de Charles VI, au mois de septembre 1395, sous la forme *Bouray-en-Gâtinais* (*Ordonnances des rois de France*, t. VIII, p. 19-20). Mais, comme ce témoignage est unique et que lesdites lettres patentes ont pour but de rattacher la localité en question à la prévôté de Paris, il y a lieu de penser que leur rédacteur entend ici le vocable *Gâtinais*, non pas dans le sens du « pays », de la région naturelle de ce nom, qui ne paraît pas s'être étendue aussi loin vers le nord-ouest, mais plutôt la circonscription administrative et judiciaire qui avait son centre à Château-Landon ou à Montargis et dont les limites ont souvent varié. Dans ces conditions, on comprend parfaitement que le nom de *Bouray-en-Gâtinais* n'ait pas été retenu et que la commune de Seine-et-Oise soit désormais distinguée de ses homonymes (Bourey, Manche, et Bourray, Sarthe, comm. de Saint-Mars-la-Brière) par l'indication de sa position aux bords de la Juine.

Chanteloup ne paraît pas avoir été jamais désigné sous un autre vocable et la gracieuse épithète accolée désormais à son nom : *les Vignes*, lui convient parfaitement. Centre d'un vignoble qui jouit autrefois d'une certaine célébrité, cette commune possède encore, d'après les dernières statistiques, une superficie de trente hectares plantée en vignes; cette superficie correspond approximativement au dixième de sa superficie totale (332 hectares); elle est égale à celle des prairies et à la moitié de celle des terres emblavées. Le nouveau nom a donc sa raison d'être.

On ne saurait en dire autant de *Jagny-sous-Bois* et de *Villaines-sous-Bois*, localités situées l'une et l'autre à une distance assez importante d'un massif boisé de quelque importance, — car il faut vraiment une bonne volonté toute particulière pour faire état de quelques modestes boqueteaux ou remises à gibier qui se trouvent sur le territoire de ces communes ou dans leur voisinage. La nouvelle désignation, sollicitée et obtenue par les municipalités intéressées, est donc parfaitement erronée et elle ne répond à aucune réalité. Son adoption par les pouvoirs publics est d'autant plus regrettable que Jagny comme Villaines ont naguère porté et continuent même encore de porter, dans le langage courant, des dénominations qui rappellent leur situation géographique.

Dans divers textes, en effet, Jagny apparaît sous le nom de *Jagny-en-France* : par exemple, en 1580, dans le Procès-verbal de rédac-

tion de la Coutume de Paris et, en 1612, dans le *Théâtre des antiquités de Paris* de Du Breul. De plus, les deux communes qui la limitent au sud s'appellent Châtenay-en-France et Mareil-en-France ; à quelques kilomètres au sud-est se trouve Roissy-en-France. Quant à Villaines, si, à la rigueur, on pouvait rejeter la désignation *Villena in Parisiaco*, comme empruntée à un texte d'une authenticité douteuse (le testament d'Aldric, évêque du Mans au ix^e siècle, publié par Baluze au t. III de ses *Miscellanea*, p. 89), on aurait du moins pu adapter celle de *Villaines-en-France*, que donne la carte de Cassini.

Les édiles de Jagny et de Villaines, comme les fonctionnaires du ministère de l'Intérieur et même, — oserons-nous le dire ? — les éminents magistrats du Conseil d'État, ont sans doute trouvé le mot *France* un peu trop vague ou trop compréhensif. Peut-être ne connaissaient-ils à ce vocable d'autre sens que celui qui correspond à notre grande patrie, comprise entre Dunkerque et Nice, entre Brest et Strasbourg. On avait cependant pris soin de leur rappeler, — dans une note établie par l'archiviste départemental, dont une circulaire du ministre de l'Intérieur, en date du 25 novembre 1919, exige que l'avis figure au dossier, — avec les témoignages qui viennent d'être énumérés, ce qu'est historiquement l'Ile-de-France ou, plus simplement, la *France*, et comment ce mot en est venu à désigner très précisément la plaine de culture, la région de terres à blé située au nord de Paris, et à laquelle appartiennent les territoires de Jagny et de Villaines. La tradition historique et populaire aussi bien que la haute autorité qui s'attache aux travaux de M. Longnon¹ et de M. Gallois² auraient dû avoir raison d'une fantaisie que ne justifiait aucun motif digne d'être pris en considération.

André LESORT.

1. A. Longnon, *l'Ile-de-France. Son origine, ses limites, ses gouverneurs*, dans les *Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile-de-France*, t. I, 1875, p. 1-43.

2. L. Gallois, *Régions naturelles et noms de pays*. Paris, 1908, in-8°, p. 180-192. — Voir aussi Frédéric-Moreau, *Notice sur l'ancien pays de France*, s. l. n. d. [deux éditions, l'une de 1923 (66 pages) et l'autre de 1924 (140 pages), in-8°, avec planches].

LES CAPUCINS DE LA CHAUSSÉE-D'ANTIN.

Dans un avenir très prochain, le lycée Condorcet sera installé à la caserne de la Pépinière, qui recevra aussi dans ses vastes locaux le cercle des armées de terre et de mer. Que deviendra l'antique bâtiment bloqué entre la rue du Havre et la rue Caumartin? Il est évidemment destiné à disparaître, à l'exception de l'église. Avant qu'il ne soit plus qu'un souvenir, il n'est peut-être pas sans intérêt de rappeler le document suivant (9 juillet 1780) :

Louis, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre, à nos amés et féaux les gens tenans notre cour de Parlement à Paris, salut. Nous ayant été représenté que, par les arrêts de notre Conseil des 6 août 1779 et 18 février 1780, nous aurions commis les sieurs Joly de Fleury et Taboureau, conseillers d'État, et le sieur Lenoir, aussi conseiller d'État, lieutenant général de police de la ville de Paris, pour acquérir en notre nom, dans le nouveau quartier étant au delà du rempart de la Chaussée-d'Antin, des terrains suffisants, à l'effet d'y construire une église et un bâtiment pour y transférer et loger commodément le même nombre de religieux capucins qui se trouve aujourd'hui dans le couvent de la rue Saint-Jacques; qu'en exécution desdits arrêtés lesdits sieurs commissaires ont, par contrat passé devant Rouen et son confrère, notaires au Châtelet de Paris, le 8 juin 1780, acquis du sieur de Sainte-Croix 2,053 toises de superficie de terrain pour y placer ladite église, bâtiments et dépendances; que ce nouvel établissement, celui d'une chapelle succursale de la paroisse Saint-Eustache, dont la construction a été autorisée par nos lettres patentes du mois de septembre 1779, enregistrées au Parlement, le nombre de bâtiments qui, depuis quelques années, ont été élevés et qui le sont journellement au delà des boulevards, depuis la rue Poissonnière jusqu'au faubourg Saint-Honoré, nécessitent des communications faciles et commodés, tant pour les gens de pied que pour la circulation libre des voitures et des approvisionnements en tout genre indispensables aux habitants de ce nouveau quartier; que, pour remplir ces objets dignes de notre attention, il est à désirer qu'il soit ouvert sur la direction de la rue Thiroux (Caumartin) une nouvelle rue dans laquelle seront placés l'église et les bâtiments des Capucins et conduira à la rue Saint-Lazare, comme aussi une autre rue en face desdits église et bâtiments, qui débouchera à la Chaussée-d'Antin, le tout au travers des terrains appartenant audit sieur de Sainte-Croix et à l'Hôtel-Dieu de Paris; qu'il convient en conséquence d'autoriser l'aliénation d'une portion des héritages dont ledit Hôtel-Dieu est propriétaire dans ce nouveau quartier, pour être employés conformément au plan du local qui a été levé de l'ordre desdits sieurs commissaires, et, voulant en même temps pourvoir au paiement annuel de la rente foncière de 350 livres dues au sieur Le Coq et affectées sur portion dudit terrain, et d'une autre rente de neuf livres seize sols due au domaine de la ville de Paris pour raison du terrain de l'Égout (rue de

l'Égout ou Saint-Nicolas), sur lequel passera la rue faisant la prolongation de la rue Thiroux, nous aurions sur le tout expliqué nos intentions par arrêt aujourd'hui rendu en notre Conseil, nous y étant, sur lequel nous aurions en même temps ordonné que toutes lettres patentes nécessaires seraient expédiées; à ces causes, de l'avis de notre Conseil qui a vu ledit arrêt, dont expédition est ci-attachée sous le contre-scel de notre chancellerie, nous avons, conformément à icelui, ordonné, et, par ces présentes, signées de notre main, ordonnons :

Article premier : qu'il sera ouvert sur la direction de la rue Thiroux une nouvelle rue de cinq toises de large, qui régnera le long de la face de l'église et bâtiments des Capucins et arrivera à la rue Saint-Lazare à travers les terrains dudit sieur de Sainte-Croix, laquelle sera nommée Sainte-Croix, — elle s'appela rue Nouvelle-Sainte-Croix et la place devant les Capucins fut dénommée Sainte-Croix, — comme aussi une autre rue en face desdits bâtiments et perpendiculaire sur celle de Sainte-Croix, aussi de cinq toises de large, qui sortira sur la Chaussée-d'Antin, à seize toises de distance de la rue de l'Égout, — ou Saint-Nicolas, — laquelle sera nommée rue Neuve-des-Capucins, — plus tard Joubert, — et pareillement ouverte sur les terrains dudit sieur de Sainte-Croix et de l'Hôtel-Dieu, et ce conformément à un plan que nous avons agréé et signé, lequel demeurera annexé à nos présentes lettres. En conséquence, autorisons les administrateurs de l'Hôtel-Dieu à vendre et aliéner audit sieur de Sainte-Croix, sur l'estimation qui en sera faite par les inspecteurs des bâtiments dudit Hôtel-Dieu, les terrains par eux loués par eux à bail aux sieurs Sandrier des Fossés et Sandrier de Mercourt, jusqu'à concurrence de 2,300 toises ou environ; permettons auxdits administrateurs d'employer une partie de la somme qui proviendra de ladite vente au paiement des ouvriers qui ont été occupés à la reconstruction des salles incendiées dudit Hôtel-Dieu et de faire emploi du surplus en routes, conformément aux règlements;

Article deuxième : que, pour indemniser les propriétaires de la valeur du terrain desdites deux nouvelles rues à ouvrir, dont ils consentent l'abandon gratuit, faisant en superficie 1,350 toises, toutes les premières maisons à construire seront, jusqu'à la première vente qui en sera faite, exemptes du logement des gardes françaises, suisses et autres gens de guerre;

Article troisième : que la dépense du premier pavé des rues Sainte-Croix et Nouvelle-des-Capucins sera payée des fonds que nous destinons à cet effet, et que lesdites rues seront, pour leur entretien, employées sur les états des ponts-et-chaussées et pavés de la ville de Paris;

Article quatrième : que, pour procurer aux propriétaires des maisons et terrains desdites rues la faculté de faire des bâtiments d'une construction agréable, lesdits propriétaires seront dispensés du paiement de tous les droits de police, de grande et petite voirie pour les premières constructions et pendant le cours de six années, à compter du 1^{er} janvier prochain, lequel temps étant passé et les rues étant ouvertes, la faculté d'accorder des alignements et permissions relatifs à la construction et usage des bâtiments appartiendra aux trésoriers de France, grands voyers, et aux commissaires de la voirie en la manière accoutumée;

Article cinquième : que la rente de 350 livres due au sieur Le Coq et celle de 9 livres 16 sols appartenante au domaine de la ville de Paris seront employées sur l'état des charges assignées sur notre domaine et payées annuellement de la manière et aux termes qu'ils sont dus.

G. VAUTHIER.

LA MAISON DE PIERRE GOUTHIÈRE.

Parmi tant de demeures historiques qui sont la gloire et l'éclat de Paris, parmi tant de somptueux hôtels, il en est qui, sans avoir une égale importance, ont un certain intérêt. Celui qui va nous occuper est la demeure que fit édifier pour lui-même le célèbre artiste ciseleur Pierre Gouthière, et qui est un des plus beaux spécimens des petites maisons de l'époque Louis XVI¹.

Cette charmante demeure, dont l'élégante beauté contraste étrangement avec les bâtiments modernes dont elle est entourée, est située derrière la mairie du x^e arrondissement, au n^o 6 de la rue Pierre Bullet. On regrette qu'elle soit si encaissée et qu'elle se trouve au fond d'une cour masquée par des hangars à gauche et écrasée par l'école maternelle à droite. C'est en 1772 que Gouthière, qui tenait alors boutique à l'enseigne de la Boule-d'Or, quai Pelletier, paroisse Saint-Gervais, et qui commençait à connaître la célébrité, car il était devenu fournisseur de la cour, conçut le projet d'avoir « son hôtel » et que, dans ce but, il se rendit acquéreur d'un marais dans le faubourg Saint-Martin, près le grand égout de la ville, moyennant la somme de 17,050 livres², et qu'il fit édifier la char-

1. A. de Champeaux, *l'Art décoratif dans le vieux Paris*.

2. Par sentence du Châtelet de Paris du 9 avril 1772 « apert avoir été adjugé à M. Popot jeune, procureur en cette cour, moyennant la somme de dix-sept mille cinquante livres, un marais, situé à l'entrée du faubourg Saint-Martin, près le grand égout de la ville, tenu à loyer par Cliquet, jardinier, consistant en deux parties, ledit marais tenant dans la première partie à droite au sieur Renard, l'autre côté au sieur Fauvet, maraîcher, et autres jardiniers; ledit marais licité entre François-Louis de Callon, chevalier d'Arcy, ancien capitaine de cavalerie, commandant du régiment de la Reine; messire Gabriel-Hector de Callon, chevalier, seigneur-comte d'Arcy, mestre de camp de cavalerie, maréchal des logis de la seconde compagnie des mousquetaires de la garde du Roy.

« Et le 4 mai audit an, apert ledit M. Popot m'avoir fait déclaration au profit du sieur Pierre Gouthière, ciseleur-doreur du Roy, demeurant à Paris, quai Pelletier, paroisse Saint-Gervais. » (Archives de la Seine, insinuations de vente, R. 117-8-95.)

mante demeure que nous admirons aujourd'hui et dont l'ensemble est d'une harmonie parfaite. Cette délicieuse façade, avec ses bas-reliefs, ses frontons, son péristyle à deux colonnes, semble un petit temple. La porte Directoire, aux carreaux grillagés, est surmontée de deux figures adossées à un cartouche. Au-dessus, une frise, un bas-relief dans le style de Clodion, d'un cachet bachique conforme au goût gréco-romain de l'époque, représente de jeunes enfants portant un brancard à lambrequins.

On accède à l'intérieur de la maison par un perron de plusieurs marches, et c'est grâce à l'amabilité de M^{me} B..., qui l'occupe actuellement, que nous avons pu visiter cette demeure.

La décoration intérieure est de l'époque Louis XVI; certaines parties ont été remaniées ou complétées sous Napoléon I^{er}. Dans l'entrée se trouve un bas-relief de danseuses antiques et une mosaïque intéressante. Nous pénétrons dans la grande salle de gauche et notre attention est attirée par une très belle cheminée en marbre rouge ornée d'une frise à pampre, dont l'admirable ciselure sur cuivre doit être due à Gouthière; les panneaux de la porte : Pâris offrant la pomme à Vénus, sont peints d'une manière délicate. Au fond, une pièce fait suite : c'est la bibliothèque; elle est fort belle et de l'époque Empire.

Dans la salle de droite, il y a des bas-reliefs qui représentent des griffons et des rinceaux. Le premier étage recèle quelques panneaux sculptés, mais la majeure partie a été remplacée par des panneaux modernes.

Malheureusement, l'artiste n'eut pas le bonheur d'habiter longtemps « son hôtel » et c'est vers 1784 qu'il dut abandonner le faubourg Saint-Martin, époque à laquelle il fit faillite, car, en 1782, il y habitait encore. Quelques années plus tard (12 avril 1788), date à laquelle il reçut l'assignation de la vente de sa maison, nous le trouvons habitant chez un sieur Rousseau, sculpteur, qui demeurait alors grande rue du Faubourg-Saint-Denis.

La maison passa alors à M^e Nicolas Arnoult jeune, ancien notaire au Parlement de Paris, qui en devint acquéreur, et à sa mort, le 6 octobre 1821, ce fut sa fille, Adélaïde-Louise-Rose, épouse Petit, qui en devint propriétaire.

•

• •

Qu'arriva-t-il dans la vie de Gouthière? Est-ce la construction dispendieuse du faubourg Saint-Martin qui entraîna l'artiste à la ruine? Nous l'ignorons. Toujours est-il que le pauvre artiste passa alors de la gloire à l'obscurité, de la richesse à la misère; on est frappé d'un tel contraste.

Gouthière avait commencé sous les meilleurs auspices ; de bonne heure, il avait connu la célébrité. Né à Bar-sur-Aube, le 19 janvier 1732¹, Pierre s'était intéressé aux cuivres, dont il admirait les reflets chauds. Il ciselait avec une délicatesse infinie ; fidèle observateur de la nature, il chercha dans les ors les différences de tons, et ce fut lui qui, le premier, obtint les ors mats, les ors pâles et les ors brunis² ; il adapta ses procédés à la nature. Joignant l'adresse au goût, il savait contribuer à un ensemble. Ses travaux furent remarqués et obtinrent le plus grand succès et, dès lors, l'artiste connut la célébrité. On se disputait ses travaux. Ce fut lui qui fut chargé de ciseler les bronzes du magnifique coffret à bijoux pour la dauphine Marie-Antoinette.

A Versailles, la cheminée de la bibliothèque du roi est son œuvre ; au palais de Fontainebleau, ce fut lui qui cisela et dora tous les bronzes ; à Louveciennes, il fit toute la décoration de la demeure pour la Du Barry, dont il cisela quantité de chefs-d'œuvre. En outre, il travailla pour le comte d'Artois, la duchesse de Mazarin, le duc d'Aumont. Avec de tels clients et ses œuvres atteignant les plus hauts prix³, on est étonné de voir l'artiste tomber dans la misère ; il est vrai que la Révolution acheva sa débâcle, que la plupart de ses clients périrent ou furent dispersés, qu'il ne fut pas payé des travaux qu'il exécuta pour la Du Barry et que sur ses vieux jours il fut obligé de solliciter une place à l'hospice, où il mourut complètement oublié en 1813, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

J. BUCHER.

LA
MAISON DES CENT-FILLES OU DE LA MISÉRICORDE
AU FAUBOURG SAINT-MARCEAU

(1623-1795).

C'était encore une demeure champêtre entourée de jardins, arrosée par une riante rivière, que le petit séjour d'Orléans, au faubourg Saint-Marceau, quand Antoine Séguier l'acheta le 21 mars 1622 à

1. *Gouthière, sa vie et son œuvre*, par Jacques Robiquet. Ouvrage très documenté sur l'artiste.

2. Jugement publié par la *Gazette des tribunaux*, 28 février 1836 : « Le sieur Gouthière, ciseleur-doreur, inventeur de la dorure au mat. »

3. Après la mort de la Du Barry, qui périt sur l'échafaud le 16 décembre

M. de Mesme pour y créer l'orphelinat auquel il voulait consacrer sa fortune. L'aspect et les abords allaient bientôt changer.

On commençait beaucoup à parler de mesures de police et du renfermement des mendiants pour venir en aide à toute la population nécessiteuse de la ville. Les orphelins n'étaient pas oubliés. Un projet d'établissement en leur faveur à l'hôtel de la Petite-Bretagne¹, non loin du Louvre, avait échoué. Mais dans divers quartiers, au faubourg Saint-Laurent par exemple, de petits établissements de paroisse s'étaient fondés². Séguier voulut d'emblée créer une maison importante de cent places pour les orphelines et y consacra dans son testament du 20 mai 1624 une somme de 250,000 livres. Dans la distribution de sa fortune, ce pieux célibataire, qui mourut en novembre 1624³, n'avait oublié d'ailleurs ni les couvents déjà existants, qui recevaient presque tous une somme assez ronde, ni les hôpitaux⁴, ni ses neveux et nièces : Louise et Jeanne Séguier, qui devaient entrer au Carmel⁵, Jean, qui fut doyen du chapitre Notre-Dame, conseiller au Parlement. A ce dernier, son voisin au cloître Notre-Dame, échoit, en plus de 500 livres de rente, « les ornements servant à la chapelle du logis où je demeure, en quoy je comprends les ornemens et paremens d'autels, chasubles, aubes, tapis, croix... en outre, deux tentures de tapisseries, qui servent à l'usage de la salle haute, une de haute lisse en hiver, l'autre de bouquets pour l'été » ; et Séguier ajoute, ce qui prouve le prix qu'on mettait encore à cette époque aux tapisseries : « On pourra lui vendre pour 1,500 livres la tapisserie de la salle basse en été, les Forces d'Hercule⁶. »

Séguier n'avait pas eu le temps, avant sa mort, d'obtenir des

1793, Gouthière présenta une note de 756,000 fr. au Domaine qui détenait la succession comme confisicateur ; notons trois piédestaux : 420,000 fr.

1. Bibl. nat., ms. 25069. Projet d'établissement d'une maison de jeunes orphelines dans l'hôtel Coupeaulx, anciennement la Petite-Bretagne, à Paris (*Bulletin de la Société de l'Histoire de Paris*, 1900, p. 131-135).

2. Bibl. nat., ms. nouv. acq. fr. 4135, fol. 104. Petite communauté de l'Enfant-Jésus.

3. Conseiller au Parlement, maître des requêtes en 1577, lieutenant civil, conseiller d'État au Parlement en 1587, président à mortier en 1597, ambassadeur à Venise en 1598.

4. Hôtel-Dieu, 12,000 livres ; la Charité, 1,600 ; Saint-Esprit, 300 ; Petites-Maisons, 200 ; prisonniers, 400 ; couvents de mendiants, 400 ; etc.

5. Louise se fit carmélite à la mort de son mari, Claude de Bérulle, conseiller au Parlement ; Jeanne fut prieure des Carmélites de Saint-Denis, puis de Pontoise. Sur son épitaphe, voir *Bulletin de la Société de l'Histoire de Paris*, 1902, t. XXIX, p. 91-94.

6. Bibl. nat., ms. 23060, fol. 293. Le chanoine Séguier mourut le 19 août 1635.

lettres patentes pour l'établissement qu'il voulait créer. Il venait seulement de recevoir, en janvier 1623, les « lettres royaux en forme de charte pour l'érection de l'hôpital des Cent-Filles orphelines de Notre-Dame de la Miséricorde. » L'établissement fut, au début, peuplé surtout par les protégées de sa famille¹.

Parmi les autres bienfaiteurs des Cent-Filles, il faut signaler spécialement Gilbert Bourguignon et sa femme Catherine de Lauverjat, dont le legs universel date du 2 août 1657². Après avoir laissé une somme pour faire dire des messes (50 livres par an à chacun des deux chapelains), chanter les vêpres du saint sacrement tous les jeudis et le « Stabat » tous les vendredis, ces derniers fondent une pension viagère de 75 livres pour les orphelines « qui sortiront de la maison, après vingt-cinq ans, sans avoir de quoi vivre, et si elles ne se marient pas, et de plus toutes celles qui se trouveront majeures de vingt-cinq ans au jour du décès du dernier survivant seront nourries et entretenues, comme surnuméraires, dans l'établissement, leur vie durant; s'il y en a qui veulent se faire religieuses, elles recevront une somme de 100 livres, 50 la veille de la vêtue et 50 la veille de la profession; enfin, à chacune de celles qui seront mises en service, il sera donné 12 livres pour leur aider à avoir une robe, au lieu de leur habit violet ». D'autre part, ils ont fait élever un bâtiment pour loger les gouvernantes, maîtresses et officières invalides, à condition que leur nombre ne dépasse pas cinq. En échange de quoi ils demandent que leurs corps soient enterrés dans l'église de l'hôpital, devant les confessionnaux.

Guy Simon, marchand apothicaire, ancien consul et bourgeois de Paris, lègue³ à l'Hôtel-Dieu, en 1689, trois parties de rente sur la

1. Bibl. nat., ms. 18607. Recommandation de l'académicien Ballesdens, familier du chancelier Séguier (cf. Kerviler, *le Chancelier P. Séguier*, 1847, in-8°) : « J'envoie à M^{rs} les gouverneurs de l'hospital de la Miséricorde le testament de feu M. le président Séguier pour leur faire voir que la petite fille dont je leur ai parlé est préférable aux autres qu'on leur pourrait présenter. Je suis leur très humble serviteur qui se recommande aux prières de cette sainte communauté. » Le registre des Archives nationales LL 1696 contient la liste des filles admises de 1626 à 1708.

2. Arch. nat., LL 1696 [le seul registre qui concerne cette maison, les suivants ont trait à l'établissement de la rue Mouffetard]. En dehors des « chères filles » de la Miséricorde, l'Hôtel-Dieu recevait 500 livres; l'Hôpital général, 2,000; les Cordeliers, 300; les Capucins du faubourg Saint-Jacques, 100; les couvents des Capucines de l'Ave-Maria et de Sainte-Madeleine, à chacun 100; celui des Carmes de Clermont, 100, et divers particuliers, dont M^{re} de Perigny, leur maison du Buisson, et M. Porcher, docteur en Sorbonne, les œuvres de saint Augustin et de saint Cyrille, couvertes de maroquin de Levant.

3. Par contrat passé par-devant Chuppin l'aîné et son confrère, notaires

Ville, montant à 1,010 livres par an, et sa maison de la rue Sainte-Avoie. Les administrateurs de l'Hôtel-Dieu et Charles-Nicolas Garson, son neveu, prêtre, docteur en théologie, curé de Saint-Landry, devaient avec cet argent doter des filles de la Miséricorde, « pour les faire recevoir religieuses selon leur vocation dans des maisons et monastères de religieuses cloîtrées de la ville et faubourgs de Paris, si faire se peut, sinon dans d'autres monastères aux environs qui ne pourront être éloignés toutefois de plus de dix lieues de la ville de Paris ».

Gaston-Jean-Baptiste de Bernard, seigneur de Forax¹, administrateur de l'établissement, lègue, en 1698, une somme de 10,000 livres, dont les arrérages doivent être gardés pendant plusieurs années pour « donner moyen à quelques orphelines d'être reçues religieuses dans une communauté de Paris ou d'une autre ville ».

On saisit par ces exemples que l'on tâchait de faire de cet orphelinat une pépinière de religieuses. D'ailleurs, il était à cette époque sous l'influence de P. Helyot, conseiller à la Cour des aides, et de sa femme, bien connus tous les deux pour leurs œuvres pieuses².

Les statuts de la maison ne furent définitivement arrêtés, autorisés par lettres patentes et registrés en Parlement, que quarante-cinq années après sa fondation, en avril 1672, grâce aux soins du neveu du fondateur, le chancelier Séguier, sur l'avis du premier président Lamoignon et du procureur général de Harlay, alors administrateurs³.

au Châtelet, le 2 septembre 1689; aux Arch. de l'Assistance publique, Hôtel-Dieu, la liasse 341 et le reg. 1412 concernant l'exécution des fondations au XVIII^e siècle indiquent des professions chez les Récollettes de la rue du Bac, les Cordelières du faubourg Saint-Germain, les Ursulines de Saint-Denis, les religieuses hospitalières du faubourg Saint-Marcel (29 mai 1749), les religieuses du prieuré royal Saint-Nicolas et Hôtel-Dieu de Pontoise (29 novembre 1750 et 15 juin 1758), les religieuses de Saint-Augustin à Picpus (1767), les Ursulines de Saint-Cloud (5 juillet 1779), les religieuses de Sainte-Catherine, rue Saint-Denis (18 juillet 1785), les religieuses de Saint-Michel, rue des Postes. Les dots sont de 2,500 fr., payées par annuités de 500 fr.

1. Testament déposé chez Coulon, notaire, le 8 avril 1698.

2. *Les Œuvres spirituelles de M. Helyot*, 1710, p. 14-26.

3. Le Parlement nomma pour revoir ces statuts, rédigés primitivement par François de Montholon, cousin d'Ant. Séguier, et Mathias Maréchal, avocat au Parlement, six personnes : les sieurs Porcher, Montholon et Charles, administrateurs de l'hôpital, avec Antoine Guérapiu de Vauréal, maître des comptes, Jacques Mallet et Nicolas Tardif. Le roi les approuva par lettres patentes du mois d'avril 1672, registrées au Parlement le 17 mai de la même année [bibl. de l'Assistance publique, recueil de pièces et statuts de l'hôpital des Cent-Filles, E³ 21]. Sur les Séguier, on peut voir

Pour entrer à la Miséricorde, il fallait être orpheline de père et de mère, être née à Paris, ou dans les faubourgs, de légitime mariage et destituée de tout bien. On ne recevait pas, avant six ou sept ans, les postulantes, qui devaient fournir un extrait de leur « baptistaire » et du « mortuaire » de leur père et mère; une liste de candidates est soumise, avec ces pièces, à l'approbation des administrateurs; puis elles passent une visite médicale; enfin, les admises sont inscrites sur un registre de réception « où il est fait mention de l'état où elles ont été trouvées en entrant dans l'hôpital et du nom et qualité de ceux qui les auront présentées, et qui seront exhortés à leur faire fournir par leurs parrains et marraines les robes, linge, bonnet et souliers nécessaires à leur première vêtue ».

Les orphelines sont réparties en quatre dortoirs de vingt-cinq lits chacun. Leur emploi du temps est fixé par un « formulaire de direction » approuvé des administrateurs. Les grandes au-dessus de quinze ans se lèvent, hiver comme été, à cinq heures du matin. celles de dix à quinze, à six heures, et les autres entre six et sept heures. Il y a un petit déjeuner vers sept heures et demie, dîner à onze heures au réfectoire, qui comprend quatre tables correspondant aux quatre dortoirs¹, et souper à six heures et demie, récréation de trois quarts d'heure après chaque repas. Le coucher a lieu à neuf heures et la gouvernante, dans sa visite à neuf heures et quart, doit trouver tout le monde au lit.

L'uniforme des orphelines se composait d'une robe de serge violette et d'un bonnet blanc. Tout le linge devait être confectionné dans la maison, les plus grandes travaillant au trousseau des petites. Elles pouvaient se constituer un pécule provenant du tiers du bénéfice de leurs travaux de couture ou de broderie, dont le reste appartenait à la maison. En cas de décès, l'hôpital héritait de leurs biens. Les incorrigibles pouvaient être envoyées à la Salpêtrière et remplacées par des pensionnaires de cette maison, du même âge, et ayant fait preuve de bonnes dispositions. Les orphelines, à moins d'y

des renseignements dans l'*Hist. de l'Étang-la-Ville*, par A. Maquet, *Mém. Soc. Hist. Paris*, 1884, t. XI, et aussi sur les funérailles du chancelier Séguier chez les Carmélites de Pontoise en 1672 (*Bulletin de la Soc. de l'Hist. de Paris*, 1901, t. XXVIII, p. 110-115).

1. Le règlement fixe la quantité de nourriture pour chaque catégorie de personnes et entre dans les moindres détails; par exemple : « On fera le pain de bon bled net et bien boulangé, léger et bien cuit; il sera partagé avec un grand couteau tranchant et bien affilé, qui portera sur un ais massif, afin qu'il ne s'en fasse point de perte; on en gardera les miettes, aussi bien que celles des repas et les restes qui seront amassés par chacune des filles à la fin de chaque repas dans une vaisselle qui passera de main en main ».

rester comme employées, devaient avoir quitté la maison à vingt-cinq ans, soit qu'elles fussent mariées, entrées en religion ou en service.

Celles qui se mariaient avaient le privilège¹ de faire recevoir à la maîtrise, en les épousant, les apprentis de tous métiers, à condition qu'il ne serait reçu ainsi qu'un maître tous les deux ans. Si elles se plaçaient dans les familles, les gages, réglés entre la gouvernante et les dames désireuses de les prendre, étaient versés au receveur qui devait fournir seulement le nécessaire à leur entretien et garder le reste pour leur remettre, « jusqu'à ce qu'elles trouvent parti en religion, mariage ou autrement » ; si elles changent trop souvent de place, elles sont privées des 100 livres de dot.

La véritable directrice de la maison était la personne portant le titre de gouvernante, qui devait être âgée de trente à trente-cinq ans, si elle était fille, et de quarante à quarante-cinq ans, si elle était veuve; elle ne devait avoir, dans ce cas, aucun enfant à sa charge. Elle devait avoir toutes les qualités requises pour commander non seulement aux orphelines et aux maîtresses, mais à tout le personnel de la maison, veiller partout à l'économie et à l'observation des règlements. Elle recevait 120 livres par an et cela pour fonctionner de quatre heures et demie du matin à neuf heures et demie du soir. Au surplus, elle devait être « très modeste en ses habits et en son linge² ». Les quatre maîtresses, choisies par les administrateurs, devaient être également filles ou veuves de plus de trente ans. Elles avaient chacune la surveillance d'un dortoir et touchaient 100 livres par an. Elles pouvaient, après plusieurs années de service, obtenir une retraite dans la maison.

Les orphelines qui tombaient malades devaient être soignées dans la maison. L'article 17 des statuts prescrit « qu'elles ne seront portées à l'Hôtel-Dieu, comme sont les malades de plusieurs autres hôpitaux, de crainte que ces jeunes filles, nourries ou élevées en toute pureté audit hôpital, n'y reçoivent mauvaise impression, car la principale intention du fondateur a été non seulement de les nourrir et alimenter, mais préserver du vice et corruption au temps le plus périlleux de leur vie³ ». La plus grande sollicitude est recommandée à l'infirmière, qui doit être une femme veuve ou fille de trente à

1. Ce privilège, accordé le 22 avril 1656, fut confirmé en avril 1659 (Arch. nat., L 1070).

2. « Sa robe ne devant être que de serge noire, ses jupes de même étoffe et de même couleur : sinon de gris brun ou minime, et son linge de toile unie, sans suivre les nouvelles modes, soit en ses vêtements ou en sa coiffure. »

3. Bibl. nat., ms. 18607, fol. 172.

trente-deux ans : « Que l'infirmière soit très charitable et ne se contente de donner aux filles malades les choses nécessaires, mais ait encore soin particulier de les tenir nettement, servir avec douceur, gracieux discours et bon visage, leur offrir et les exciter à prendre tout ce qui leur sera besoin de médecines ou autrement, se souvenant que Dieu luy fait grâce de tenir lieu de mère à ces petites. » Ces prescriptions sont d'ailleurs imitées de celles que nous trouvons dans d'autres maisons, à la Trinité, par exemple¹.

Les gages de l'infirmière sont identiques à ceux des maîtresses : elle doit tenir l'infirmierie avec beaucoup de propreté, car « l'ordre et la netteté servent en quelque manière de soulagement et de récréation aux malades ». On usera pour les filles malades, ajoute le règlement, « de remèdes communs et familiers, autant que faire se pourra, qui seront faits dans l'infirmierie, considérant qu'elles ne sont pas de qualité ni de condition à en avoir de précieux quand elles seront hors de l'hôpital et la peine où elles se trouveraient si elles avaient été accoutumées aux drogues de prix, n'ayant pas par après le moyen d'en continuer l'usage ».

La portière, la jardinière, les servantes, le portier sont nommés par les administrateurs, la première à 75 livres de gages, les autres 60 livres. Le portier ne devra pas avoir moins de quarante ans et être du métier de cordonnier s'il est possible ; il a 100 livre de gages.

Quant au médecin, au chirurgien et à l'apothicaire, on leur donne ce que les administrateurs jugent à propos. Le médecin recevait, en 1789, 300 livres, et le chirurgien 250 livres.

Pour assurer le service du culte², il y a deux chapelains, nommés à vie par les administrateurs, sur l'approbation de l'archevêque. On leur fournit le logement garni dans une maison voisine de l'hôpital et le portier leur apporte leurs repas tout prêts. Pour administrer les sacrements, ils ne doivent entrer que demandés par l'administrateur ; il y a deux messes chaque jour, à sept heures et à dix heures, et les vêpres le dimanche à deux heures, sans compter les services de fondation pour Antoine Séguier³, Bourguignon, Dardennes et les autres bienfaiteurs. Outre le logement et la nour-

1. Ms. 18606, fol. 221. Extrait des registres de délibérations du 13 mars 1626.

2. Un accord était intervenu le 4 septembre 1626 avec le curé de Saint-Médard pour régler les droits respectifs du curé et des administrateurs (Arch. nat., L 884).

3. Il y a, dit Hurtaut (*Dictionnaire*, t. III, 234), dans la chapelle de cette maison le buste d'Antoine Séguier. Il est de marbre et posé sur un pié-douche ; on y lit aussi son épitaphe. Il en existe la transcription avec un dessin du buste à la Bibl. nat., ms. 23060, fol. 293.

riture, ils reçoivent 200 livres par an, traitement porté plus tard à 500 livres.

Le receveur, nommé par les administrateurs, ne pourra rester en charge moins de trois ans : il devra être « diligent, fidèle, bien cautionné et entendu en la connaissance et maniment des espèces, et à dresser des comptes ». Les inventaires des titres de l'hôpital sont remis en liasses bien étiquetées, dans des armoires, formant archives, qui fermeront à cinq clefs, de cinq serrures différentes, pour en être donné une à chacun des administrateurs. Les deniers, sauf l'argent usuel, seront mis dans un coffre-fort, fermant aussi à cinq clefs. Tous les mois le receveur doit rendre compte de sa gestion.

Le greffier, ou « solliciteur » des affaires de l'hôpital, tient quatre registres, celui des conseils tenus par les chefs et administrateurs; celui des poursuites, procès, etc.; celui des entrées, sorties, congés, mise en religion et en service, mariages et mortuaires de tout le personnel; celui des biens meubles et immeubles des filles. Ses gages sont de 200 livres. Les fonctions de receveur et de greffier peuvent être d'ailleurs réunies.

Enfin, les administrateurs sont au nombre de cinq, « personnes notables, de bonne vie, mœurs et renommée, et d'expérience au gouvernement des esprits et des affaires », un ecclésiastique, docteur de Sorbonne, et quatre laïques¹. Ils sont renouvelables tous les six ans par l'assemblée des chefs; leur conseil se tient tous les premiers samedis du mois, à deux heures. Quant aux chefs qui ont la surintendance générale de la maison, ce sont le premier président du Parlement, le procureur général, le chef mâle du nom de la famille du fondateur².

Chacun des administrateurs avait plus particulièrement le soin d'une partie de la gestion. Ainsi, d'après un partage fait en 1719, nous voyons que des quatre administrateurs, Gilbert a les finances, les rentes viagères, les tontines; Vésin, les bâtiments et le culte;

1. Parmi ces laïques, dont la liste existe pour le ^{xvii}e siècle dans le registre LL 1696 des Arch. nat., on trouve des avocats, des libraires, par exemple Michel et Claude Sonnius de 1626 à 1635. Au ^{xviii}e siècle, nous rencontrons le syndic de la communauté des libraires, J.-B. Coignard, mort en 1786 (Hardy, *Journal*, éd. Tourneux, t. I, p. 113).

2. Cette tradition s'est perpétuée même après la disparition de l'établissement. Le conseil général des hospices a, en effet, par arrêtés des 12 floréal an XII et 6 août 1828, attribué au chef de la famille du président Antoine Séguier le droit de nomination à cinq lits dans les hospices d'incurables (hommes ou femmes).

Le Febvre, le minage d'Auxerre¹, les rentes de la Chambre des comptes; Arrault, les rentes diverses².

Les premiers budgets de la maison durent laisser à désirer; d'après les notes conservées dans les papiers du président de Harlay³, auquel furent soumis les comptes de 1666, 1667 et 1668, ce dernier constata un certain nombre d'irrégularités, surtout en les comparant avec ceux de l'Hôpital général, dont il était également administrateur.

Ainsi, il aurait voulu avoir des éclaircissements sur les travaux de tapisserie des orphelines, qui rapportent successivement, pendant ces trois années, 1260, 1500 et 1306 livres; des détails sur les prix du blé, qui est marqué comme uniforme en toute saison; sur ceux du bois, qui est acheté trop cher à des fournisseurs au lieu d'être pris chez des « forains » et cordé dans la maison, comme à l'Hôpital général; de la viande, également prise chez deux fournisseurs, Cosson et Le Juge, et qui devrait être l'objet d'un marché, à tant la livre; du vin surtout, qui revient à 91 livres le muid (458 livres pour cinq muids), ce qui provoque l'étonnement du rapporteur : « Je n'ai jamais ouï dire qu'on boit du vin à près de 100 francs le muid dans un hôpital où on n'en donne point aux pauvres filles et où il n'y a que des femmes pour officières. »

Mais, à côté de ce coulage, la maison allait connaître bien d'autres déboires financiers⁴. Les 250,000 livres léguées par le fondateur produisaient 16,616 l. 13 s. 6 d. de rente; les fonds étaient placés en particulier sur le sel et les billots de Bretagne⁵; ils furent remboursés avec une perte considérable sur les arrérages et convertis en rentes sur les aides et gabelles qui furent réduites en 1720 au denier 40. Puis il y eut des pertes d'argent à la suite de procès, des réparations à payer, des diminutions de revenu des ouvrages de broderie des orphelines, sans compter le renchérissement des denrées, tant et si bien qu'en 1749 il y avait 75,000 livres de dettes. Il fallut vendre des capitaux et réduire les places de cent à soixante-deux; en 1755, grâce aux 90,000 livres données par Cornette, trésor-

1. On appelait ainsi un droit qui se devait en espèce, sur les grains vendus dans la ville; ce droit fut confirmé par lettres patentes de juin 1659.

2. Bibl. nat., Joly de Fleury, 1213, fol. 55. Délibérations de l'hôpital de la Miséricorde du 6 février 1719.

3. Bibl. nat., ms. 18607, fol. 190.

4. Bibl. nat., Joly de Fleury, 1246, fol. 337.

5. Bibl. nat., ms. 17349, papiers du chancelier Séguier, fol. 253. État des rentes à prendre sur l'hôtel de cette ville de Paris appartenant à l'hôpital de la Miséricorde, daté et fondé par feu M. le président Séguier, et délivrées à cet hôpital le 20 mars 1625.

rier général des galères, on put rétablir dix-huit places; mais autre déboire, l'argent de ce legs resta en route presque entier, c'est-à-dire pour 70,000 livres, au Trésor royal, qui devait verser une annuité de 3,500 livres; ces intérêts furent versés la première année et ce fut tout, si bien qu'en 1762 il était déjà dû cinq ans d'arriéré, soit 17,500 livres; enfin, l'incendie de la foire Saint-Germain, où la maison possédait quatre loges, vint achever de mettre le désarroi dans les finances. Le budget, à cette époque, présentait un déficit annuel de près de 3,000 livres (29,502 de dépenses sur 26,740 de recettes). L'enquête faite en 1765¹, au sujet de l'attribution de secours aux maisons religieuses, accuse également le déficit.

Il y eut vers cette époque, en présence de cette mauvaise gestion, un projet de remplacement des laïques par les sœurs de Saint-Thomas de Villeneuve. Ce projet n'aboutit pas, mais il est intéressant de le mentionner, car dans beaucoup d'autres établissements cette substitution eut lieu; nous l'avons constatée au refuge de Sainte-Pélagie², en 1754, sur l'initiative des administrateurs de l'Hôpital général; nous la retrouvons à la même date dans un établissement analogue aux Cent-Filles, l'orphelinat de l'Enfant-Jésus, du cul-de-sac des Vignes, rue des Postes, que plus d'un auteur, Jaillot par exemple³, a confondu avec la maison du faubourg Saint-Marcel. Tandis que les Cent-Filles étaient surtout dirigées par les membres du Parlement, les orphelines de la rue des Postes dépendaient de l'archevêché et de la municipalité; fondées en 1700, et reconnues par lettres patentes de juillet 1717, les places gratuites étaient à la nomination des familles de bienfaiteurs, Jean Caboud, conseiller au Grand Conseil, M^{lle} Ferret, de l'archevêque et du prévôt des marchands : il y avait aussi quelques places payantes réservées à la recommandation de personnes de distinction⁴. Cette maison, qui occupait, en 1790, dix-neuf orphelines et jouissait de 30,000 livres de rente⁵, fut réunie comme les Cent-Filles, le 30 bru-

1. Arch. nat., M 676, et bibl. de l'Assistance publique, ms. nouv. acq. fr. 80 : tractations concernant la donation de l'abbé Lefèvre d'Eaubonne, 16 mars 1741, grevée de procès divers.

2. M. Fosseyeux, *le Refuge de Sainte-Pélagie* (*Bulletin de la Société de l'Histoire de Paris*, 1912).

3. Jaillot, t. IV, p. 209. Erreur perpétuée par les plans de la Grive, Turgot. C'est le 24 décembre 1754 que les séculières furent remplacées par les religieuses : la directrice était alors Marie-Françoise Moreau.

4. Arch. nat., H 1964. Voir aussi Lefeuvre, *Anciennes maisons de Paris*, t. IV, p. 437.

5. Arch. nat., S 7051, et arch. de l'Assistance publique, livre des rentes au XVIII^e siècle.

maire an III, à la maison de l'Enfant-Jésus, sous le titre de maison des Orphelins de Paris.

L'ouverture du cimetière de Clamart fut une véritable infortune pour les Cent-Filles. Dès 1676, on lit dans les délibérations du Bureau de l'Hôtel-Dieu que l'hôpital de la Miséricorde se plaint amèrement de la situation qui lui est faite par le voisinage du cimetière. Un administrateur, Perreau, est envoyé sur place et rend ainsi compte de sa mission, à la séance du 6 juin 1676 : « M. Perreau a dit qu'il s'est transporté à la Croix-Clamart, dans le cimetière de l'Hostel-Dieu, où il n'a pas trouvé que l'infection, mais très petite, et qu'en y allant il a trouvé un égout qui cause beaucoup de puanteur; qu'il y a aussi remarqué qu'un particulier voisin nourrit un grand nombre de porcs qui augmentent cette infection; qu'un amidonnier demeure près de là, dont le travail cause aussy de l'infection, qui estoit aidée du sang qui coule de la maison de Scipion à cause de la tuerie qui s'y fait pour les pauvres de l'Hospital général, et qu'il y a un tanneur qui travaille aussy prez de là, qui cause le plus mauvais air, de sorte qu'estant persuadé que l'infection dont se plaint l'hospital de la Miséricorde ne procède point dudit cimetière, mais de tous ces autres endroits. » Mais le médecin de la Miséricorde ne se tint pas pour battu, et fit confirmer son avis par d'autres confrères, « que toute la puanteur que l'on sent audit hospital » provenait bien du cimetière de Clamart, et l'Hôtel-Dieu promit d'aviser.

Nous sommes loin du temps où le séjour d'Orléans¹ était un lieu champêtre traversé par une rivière salubre et entourée de jardins. Le faubourg Saint-Marcel s'était peuplé de corroyeurs, mégissiers, tanneurs, qui avaient envahi le quartier et empesté la Bièvre passant à travers les jardins de la maison; des potiers de terre, dont les fours jetaient une fumée noire et épaisse, étaient établis aux alentours, tandis que l'air était empuanti par les cretonniers de la maison de Scipion, c'est-à-dire les spécialistes qui préparaient le pain des chiens avec le marc provenant de la fonte des suifs, et par une tuerie de porcs qui se trouvait à moins de cinquante toises, rue d'Orléans. Ce séjour de repos et de silence était devenu un lieu de pestilence traversé par un égout sans pente qui portait vers le Pont-aux-Biches les résidus des latrines de la Pitié et le sang des tueries du quartier. Il ne faut pas s'étonner si le médecin Cosnier, dans un rapport daté du 12 août 1775², où il demande le déplacement de la

1. D'après Jaillot, *Place Maubert*, t. IV, p. 23, cette maison et son terrain avaient fait partie d'un domaine possédé par Louis d'Orléans, frère de Charles VI.

2. Bibl. nat., Joly de Fleury, 1243, fol. 104.

maison, trouve aux sœurs et aux pensionnaires un teint plombé et livide; elles étaient presque toutes des « pulmoniques », c'est-à-dire des tuberculeuses.

C'est aux Cent-Filles que fut guérie miraculeusement, le jour de la Fête-Dieu 1764, une jeune fille de vingt-deux ans, Agathe Perrin, recueillie dans la maison depuis sept ans, accablée de maux d'estomac et de vomissements journaliers, au sujet desquels les médecins Péage et Lepi avaient renoncé à tout traitement. On la considérait comme perdue et on ne la nourrissait plus qu'avec quelques grains de thériaque délayés dans de l'eau et quelques cuillerées de vin d'Alicante, quand le 11 juin, à la suite d'une neuvaine, se trouvant, assise dans un fauteuil, sur le passage du saint sacrement, elle sent ses forces revenir, suit la procession, et le lendemain mange de la viande et de la salade, dit le pieux narrateur, qui réclame dans sa lettre à l'archevêque de Paris une enquête établissant les preuves du miracle, enquête que l'autorité ecclésiastique ne paraît pas pressée d'entreprendre¹.

Cependant des relations circulaient dans le public, car on lit dans le recueil des ordres de M. de Sartine une note du 1^{er} juin 1765 à M. d'Hémery ainsi conçue² : « Vous m'avez envoyé, Monsieur, des exemplaires d'une lettre à M. l'archevêque de Paris sur un miracle qu'on dit arrivé dans la maison des Cent-Filles le jour de la Fête-Dieu de l'année dernière. Comme cette lettre est imprimée sans permission, je vous prie de savoir qui est-ce qui la débite, chez qui elle est imprimée et d'en arrêter la distribution. »

Quand arrive la Révolution, M. de Jussieu, lieutenant de maire au département des hôpitaux, demande, le 14 janvier 1790³, à la supérieure de la maison, comme à tous les établissements, une notice sur son fonctionnement. Un mémoire fut adressé par les administrateurs, Saventine, Guillot de Lorme et Charlier, ancien notaire, avec un état sommaire des revenus et des charges; au début de 1791, on leur redemande les mêmes renseignements et ils envoient une nouvelle notice⁴, qui nous a été conservée. Les revenus sont alors estimés à 40,203 l. 6 s. 10 d. et les charges à 11,854 l. 4 s.; les deux chapelains coûtaient 660 livres, le médecin 300 livres, le chirurgien 250 livres, le receveur et greffier chargé d'établir les comptes de tutelle des orphelines 1,570 livres, les quinze sœurs et maitresses 1,330 livres, etc.

1. Recueil de pièces (bibl. de l'Assistance publique, E³ 78).

2. Bibl. nat., ms. 22153, n° 69, fol. 107.

3. Arch. nat., F¹⁵ 269 et H¹ 1646.

4. Arch. nat., S 7051, reproduit par Tuetey, *op. cit.*, t. I.

Le 26 août 1792, une pétition fut adressée à l'Assemblée législative par des citoyennes, à l'effet d'obtenir que la maison soit exceptée de la suppression qui frappe les congrégations religieuses et qu'elle soit conservée jusqu'à l'organisation de l'Instruction publique¹.

Dans son rapport du 16 frimaire an II (6 décembre 1793²), de Jussieu indique que l'hôpital des Cent-Filles présente toutes les conditions requises pour être placé au nombre des établissements publics municipaux. C'est ce qui eut lieu. Il fut réuni, le 23 messidor an III (11 juillet 1795), à celui des orphelines de la barrière de Sèvres, qui centralisait toutes les maisons analogues. Le 30 brumaire an III (20 novembre 1794), les orphelines y étaient au nombre de quarante et une et, le 7 ventôse an IV³ (26 février 1796), il y avait encore vingt-trois personnes à nourrir, dont dix infirmes et malades, à qui la maison voisine de Scipion était chargée de fournir huit onces de viande par jour, comme aux pensionnaires des hospices⁴. Le mobilier de la sacristie, d'ailleurs très pauvre, transporté au dépôt des meubles et effets nationaux, à la maison « ci-devant Navarre, rue Montagne, et section du Panthéon français », fut vendu le 12 messidor an III (30 août 1795), en vertu d'un arrêté du Bureau du domaine du 23 floréal⁵.

Les bâtiments, adjugés au citoyen Brailly⁶, furent restitués aux hospices en vertu de la loi du 26 prairial an IX (15 juin 1801) et loués à divers industriels; ils servirent ensuite de greniers à la maison de Scipion, devenue exclusivement boulangerie des hôpitaux. La plus grande partie fut démolie pour la construction de la Halle aux cuirs, de 1865 à 1868, et le percement de la rue Santeuil. Il en resterait encore quelques vestiges, paraît-il, formant l'angle de cette rue (nos 21 à 25) et de la rue Censier.

Marcel FOSSEYEUX.

1. Arch. nat., C 155, n° 300.

2. Arch. nat., F¹⁵ 1861.

3. Arch. de l'Assistance publique, reg. Scipion, fol. 49.

4. M. Fosseyeux, *la Maison de Scipion sous la Révolution*, dans *la Révolution*, déc. 1912.

5. Arch. de la Seine, fonds Domaine, 131 = 3565.

6. Arch. de l'Assistance publique, nouv. acq. n° 50. Lettre de l'ingénieur des carrières et eaux demandant au citoyen Brailly les titres de concession d'eau de la maison, 28 messidor an 4.

LA DÉMOLITION

DE L'ABBAYE DE PORT-ROYAL-DES-CHAMPS.

Le 26 octobre 1709, le roi en son Conseil signait un arrêt aux termes duquel, « pour des considérations importantes qui regardent le bien de son service et la tranquillité de son État », il avait résolu de disperser dans divers couvents les religieuses de la communauté de Port-Royal-des-Champs, dont tous les biens avaient été antérieurement réunis à ceux de l'abbaye de Port-Royal de Paris¹. L'arrêt ordonnait au lieutenant de police d'Argenson de se transporter incessamment à Port-Royal-des-Champs, d'y faire une perquisition exacte des titres et papiers qui existaient dans les bâtiments, de pourvoir à la sûreté des meubles et de dresser un procès-verbal de l'état des lieux².

Trois jours plus tard, le mercredi 26 octobre, d'Argenson, accompagné de trois cents hommes, arriva de bon matin à Port-Royal avec les carrosses qui devaient emmener les religieuses dans les

1. La querelle entre les deux communautés était ancienne et on en négligera ici les causes. Par sa bulle du 23 septembre 1671, le pape Clément X avait prescrit la séparation des deux monastères en deux abbayes distinctes et indépendantes. L'abbesse de Port-Royal de Paris avait assigné le 8 mai 1709 devant le Parlement de Paris les religieuses et la prieure de Port-Royal-des-Champs en appel comme d'abus de cette bulle. Le 3 août 1709, le Parlement lui donnait raison et ordonnait la réunion des deux abbayes sous la direction spirituelle et temporelle de l'abbesse. Les religieuses de Port-Royal-des-Champs firent opposition à cet arrêt, mais en négligeant dans leur acte d'opposition du 13 août 1709 d'observer les formes prescrites par l'article 3 du titre 35 de l'ordonnance royale du mois d'avril 1667. L'abbesse de Port-Royal de Paris protesta de nullité de cette opposition dès le lendemain 14 août. Avec la permission du cardinal de Noailles, archevêque de Paris, l'abbesse se présenta le 1^{er} octobre 1709 à l'abbaye de Port-Royal-des-Champs, accompagnée de deux sœurs et de deux notaires au Châtelet, pour prendre possession de l'abbaye. La prieure lui refusa l'entrée du monastère et ne voulut pas la reconnaître comme abbesse. L'abbesse de Port-Royal de Paris adressa alors une requête au roi pour exiger l'exécution de l'arrêt du Parlement du 3 août 1709. Par arrêt du Conseil d'État du 8 octobre 1709, le roi ordonna l'exécution de cet arrêt en faveur de l'abbesse et prescrivit qu'elle serait reçue à Port-Royal-des-Champs « avec l'honneur et l'obéissance qui lui sont dus, même lui remettre les clefs des archives, titres et papiers du monastère, pour être par elle pourvu à l'administration des biens qui en dépendent » (Arch. nat., E. 1948, fol. 17 et 18).

2. Arch. nat., E. 1949, fol. 72.

couvents qui leur étaient désignés. Après que le lieutenant de police eut opéré une perquisition minutieuse, les religieuses abandonnèrent leur abbaye dans l'après-midi de ce même jour.

L'abbesse de Port-Royal de Paris, sœur Marie-Louise-Françoise de Rousselet de Châteaurenault, présenta peu après une requête au roi pour faire transporter au monastère de Paris « les meubles, effets mobiliers et denrées » qui étaient restés à Port-Royal-des-Champs sous la surveillance de gardiens commis par d'Argenson. L'abbesse demandait à disposer de ces objets en faveur des religieuses de son monastère. Un arrêt du Conseil d'État du roi du 12 novembre 1709 lui accorda cette autorisation¹.

L'abbaye de Port-Royal-des-Champs restait déserte et à peu près vide de meubles. Mais il ne suffisait pas à Louis XIV et au parti des Jésuites d'avoir dispersé par toute la France les religieuses de Port-Royal-des-Champs, ils voulaient encore faire disparaître jusqu'à la dernière pierre de cette maison.

Prétextant que les bâtiments de Port-Royal-des-Champs étaient devenus inutiles parce qu'inhabités, que leur entretien et leur réparation constitueraient une lourde charge pour l'abbaye de Port-Royal de Paris, déjà grevée de dettes importantes, le roi estimait nécessaire « que les matériaux desdits bâtiments fussent vendus ». Par arrêt du Conseil d'État du 22 janvier 1710, il ordonnait que les bâtiments qui composaient ci-devant le monastère de Port-Royal-des-Champs, tant au dedans qu'au dehors de la clôture, soient incessamment démolis, à l'exception du logement nécessaire pour l'habitation du chapelain qui desservira l'église et pour la demeure du fermier ou jardinier qui sera établi par l'abbesse de Port-Royal de Paris pour l'exploitation tant du moulin que des terres de l'enclos et des environs. D'Argenson était chargé de procéder, « après trois publications et affiches », à l'adjudication de ces matériaux².

Cet arrêt fut envoyé à d'Argenson le 26 janvier 1710 par le secrétaire d'État à la Guerre Voisin, avec la commission nécessaire pour en assurer l'exécution. D'Argenson semble avoir été un des inspirateurs de la décision que venait de prendre Louis XIV de démolir le monastère, car Voisin, dans sa lettre du 25 janvier 1710, fait allusion à un projet établi par le lieutenant de police pour cette démolition; de plus, d'Argenson était chargé de déterminer avec l'abbesse de Port-Royal de Paris l'époque où il conviendrait de commencer les travaux³.

Les raisons alléguées par le roi dans les considérants de cet arrêt

1. Arch. nat., E. 1949, fol. 99.

2. Arch. nat., E. 1951, fol. 69.

3. Arch. historiques de la Guerre, vol. 2190, fol. 427.

n'étaient qu'un prétexte pour démolir le monastère; la lettre suivante, que le secrétaire d'État à la Guerre Voisin écrivait le 28 février 1710 à d'Argenson, en fournit la preuve : « Je ne sais si vous avez commencé à faire quelque adjudication de la démolition des bâtiments de Port-Royal-des-Champs, mais l'intention de Sa Majesté est que les bâtiments soient tellement démolis qu'il ne reste rien sur pied, et il convient même, dans les conditions de votre adjudication, que vous obligiez ceux qui se rendraient adjudicataires à fouiller et démolir les fondations¹. »

La première affiche pour l'adjudication avait été apposée le dimanche 22 février, et le 1^{er} mars il ne s'était encore présenté aucun enchérisseur. D'Argenson, en en rendant compte à Voisin, ajoutait qu'il n'avait pas omis dans cette affiche « la clause qui doit obliger les adjudicataires à enlever les décombres et à rendre la place nette, tant parce qu'elle est de style que parce que j'ai bien compris que c'était l'intention du roi et l'esprit du dernier arrêt qu'il vous a plu de faire rendre² ».

Quelques jours plus tard, le Père Le Tellier remettait à Voisin, de la part du roi, un mémoire anonyme qui mentionnait qu'avant d'abandonner leur monastère les religieuses de Port-Royal-des-Champs avaient dissimulé divers objets dans une cachette dont l'emplacement était indiqué avec précision dans le mémoire. Immédiatement d'Argenson reçut l'ordre d'envoyer un homme de confiance visiter la cachette et d'adresser à Voisin un état détaillé de ce qu'on y trouverait³.

Le lieutenant de la compagnie d'archers du lieutenant criminel de robe courte, Nicolas-Odile de Pommereuil, accompagné d'un exempt et de Clément Punetier, « intendant ès maisons et affaires de Port-Royal, » se rendit le 14 avril 1710 au matin au monastère; il avait requis un serrurier à Voisin-le-Bretonneux et un maçon à Dampierre pour prêter leur concours à l'ouverture de la cachette. Suivant les indications du mémoire, ils montèrent dans un petit grenier, « manière de galetas ou appentis auprès des tuiles », proche de la laiterie, et y trouvèrent plusieurs bahuts et caisses renfermant quelques robes, chemises et jupons de serge blanche, des rouleaux de petit ruban, des pelotons de fil, des scapulaires, des croix pectorales de serge rouge, ainsi qu'une « peau de mouton blanc, passée en mégis, propre à faire des poches », mais aucun papier. Ces objets furent laissés à la garde de Punetier⁴. Le procès-verbal de la per-

1. Arch. hist. de la Guerre, vol. 2192, fol. 461.

2. Ibid., vol. 2262, fol. 153.

3. Ibid., vol. 2193, fol. 196.

4. Ibid., vol. 2262, fol. 210.

quisition fut immédiatement adressé à Voisin et d'Argenson lui proposa que ces quelques vêtements fussent envoyés aux anciennes religieuses de Port-Royal-des-Champs. Il ajoutait qu'il avait appris « que plusieurs, et même du nombre de celles qui avaient paru le plus indociles, se sont enfin soumises aux décisions de l'Église, avec toutes les apparences d'une parfaite sincérité¹ ».

L'abbesse de Châteaurenault écrivit à Voisin qu'elle avait été « surprise et un peu mortifiée » que d'Argenson eût fait remettre les effets destinés aux anciennes religieuses entre les mains de la femme d'un exempt et non à elle-même qui en aurait assuré la distribution. Mais ce qui semble l'avoir préoccupée bien plus était d'apprendre que l'on avait offert 3,000 livres pour le prix des matériaux de l'abbaye, alors qu'on lui avait assuré qu'en bois de charpente, fers et tuiles, il y en avait pour plus de 30,000 livres. Elle prétendait que les entrepreneurs s'étaient entendus « pour ne pas enchérir les uns sur les autres » et demandait à Voisin à faire exécuter la démolition à ses frais et à vendre ensuite directement les matériaux. Le bénéfice qu'elle espérait retirer de cette vente aurait servi à désintéresser les créanciers de l'abbaye².

Voisin répondit à l'abbesse que la distribution d'effets n'était qu'une bagatelle et que d'Argenson n'avait eu d'autre but que de lui épargner la peine d'en assurer la répartition; quant à sa proposition de faire démolir elle-même Port-Royal-des-Champs, il « ne la croyait pas assez en argent comptant pour fournir à cette dépense et la démolition ne se ferait pas aussi promptement que le roi le veut ». Il était préférable de laisser opérer d'Argenson³.

Cette correspondance entre l'abbesse et le ministre s'échangeait au début du mois de mai 1710; d'Argenson n'avait pas encore trouvé d'adjudicataire. Ce ne fut que le 24 mai 1710 qu'il signa avec l'entrepreneur René Desrotours un contrat par lequel Desrotours s'engageait « à commencer incessamment et sans aucune discontinuation » la démolition des bâtiments « jusqu'à vif fond des fondations ». On lui accordait « pour faire place nette une année, échéante le 24 mai 1711 ». Dans la huitaine, l'entrepreneur devait consigner entre les mains de M^e Desecuves, notaire au Châtelet, 3,200 livres en espèces et dans l'intervalle d'un mois 1,500 livres en billets de monnaie, moyennant quoi, et en se conformant aux clauses de l'arrêt du Conseil du 22 janvier 1710, d'Argenson lui adjugeait les « pierres, moellons, bois de charpente et de menuiserie, gros fers, tuiles, ardoises, lattes... et tous autres matériaux généralement quelconques ».

1. Arch. hist. de la Guerre, vol. 2262, fol. 211.

2. Ibid., vol. 2271, fol. 245.

3. Ibid., vol. 2197, fol. 81.

L'adjudicataire devait entourer d'un mur « la chartrerie, le colombier, les étables à vaches, le lavoir, le moulin et l'appartement du menuisier, fermier et chapelain, qui sera sous un même toit¹... ».

Le 7 juin 1710, d'Argenson envoyait à Voisin un exemplaire de ce contrat et lui rendait compte que les 4,700 livres avaient été versées, et que les travaux de démolition étaient commencés².

Vers la même époque, une religieuse de Port-Royal-des-Champs, envoyée dans un couvent de Compiègne, fit avertir Voisin qu'il existait, dans les caves de l'abbaye, une cachette dans laquelle était enfermé « quelqu'état dont les religieuses ne voulaient pas qu'on eût connaissance ». Mais la dénonciation ne précisait pas avec exactitude l'emplacement de la cachette; Voisin lui réclama un complément d'indications sur cet emplacement et en attendant de le recevoir ordonna à d'Argenson d'envoyer une personne de confiance pour assister à la démolition des caves³. Le lieutenant de police fit immédiatement partir pour Port-Royal-des-Champs deux hommes qui devaient opérer « une perquisition exacte de toutes les caves et caveaux de la maison, et qui ensuite ne perdront point de vue les ouvriers lorsqu'ils travailleront aux démolitions de ces endroits-là »⁴. La cachette fut découverte le 4 juillet 1710; on n'y trouva qu'un pot rempli de cassonade et dix clefs de meubles, ainsi que des mémoires de recettes et dépenses de l'année 1709 », dont les gens d'affaires de M^{me} l'abbesse de Port-Royal étaient fort en peine⁵ et que Voisin donna l'ordre à d'Argenson de leur remettre⁶.

Ces gens d'affaires de l'abbesse semblent avoir été très dévoués aux intérêts de la communauté : M^{me} de Châteaurenault étant morte le 25 août 1710, la prieure de Port-Royal de Paris, sœur Marie-Marguerite de Sainte-Madeleine, qui la remplaça pendant quelque temps, avertit Voisin que sa communauté participait pour le cinquième à la démolition de Port-Royal-des-Champs, après agrément de l'archevêque de Paris. La prieure faisait remarquer au ministre que la communauté, ainsi intéressée à la vente des matériaux, espérait en tirer un profit sérieux et que de plus les réparations à exécuter aux bâtiments des domaines ruraux de Port-Royal-des-Champs reviendraient à fort bon marché, en y employant une portion des matériaux prélevés sur le cinquième qui leur serait attribué⁷.

1. Arch. hist. de la Guerre, vol. 2263, fol. 31.

2. Ibid., vol. 2263, fol. 30.

3. Ibid., vol. 2199, fol. 167.

4. Ibid., vol. 2263, fol. 32.

5. Ibid., vol. 2263, fol. 46.

6. Ibid., vol. 2201, fol. 311.

7. Ibid., vol. 2273, fol. 456.

La démolition des bâtiments de l'abbaye s'accomplissait lentement. Desrotours, l'adjudicataire, semble avoir rétrocedé son contrat à des sous-traitants, Charles Chevillard et Pierre Noquet, qui eurent des démêlés avec Punetier, le représentant de l'abbesse de Port-Royal de Paris. Punetier les fit assigner devant le bailli de Versailles, mais un arrêt du Conseil d'État du roi, du 26 novembre 1710, décida que tous les différends, « même les malversations qui auraient pu être commises dans l'adjudication, seraient portés par-devant le sieur d'Argenson, commissaire à ce député¹ ». En même temps, un ordre du roi prescrivait à de Pommereuil, lieutenant de la compagnie du lieutenant criminel de robe courte, de se transporter « au lieu où était ci-devant le monastère de Port-Royal-des-Champs pour connaître si la démolition dudit monastère et des bâtiments qui en dépendent a été faite suivant les conditions prescrites par l'adjudication² ».

Odile de Pommereuil se transporta le 30 novembre à Port-Royal-des-Champs et fit les constatations suivantes : « Le corps de logis sur la gauche en entrant dans la première cour, où logeaient ci-devant les étrangers, est démoli et aplani... » ; l'hôtel de Longueville est aussi démoli, ainsi que la cuisine des religieuses et la boulangerie ; « le cloître qui entourait le préau servant de cimetière aux religieuses n'est pas encore complètement abattu, il paraît que la démolition ne s'en fait pas dans toute la profondeur nécessaire ni jusqu'au vif fond³ ». On avait, en effet, enlevé les conduites de plomb des fontaines et les eaux répandues empêchaient les ouvriers de parvenir aux fondations.

Dans le jardin, tous les arbres avaient été arrachés, bien qu'une clause contraire eût été insérée dans le contrat d'adjudication. La construction du mur qui devait enclore le colombier et la chartreterie, où le chapelain et le jardinier logeaient, n'était pas encore commencée.

Dans l'église, un grand tableau au-dessus du maître-autel, un autre tableau au-dessus d'un petit autel et le tableau ornant la chapelle de la Vierge avaient été placés dans une caisse pour être envoyés à l'abbaye de Paris.

Enfin, une femme Compagnon qui se trouvait dans l'église avait déclaré à de Pommereuil qu'environ deux mois auparavant « des gens, de la part de M. de Pomponne, étaient venus avec des ordres de M. le cardinal de Noailles et que, pendant la nuit, ils avaient fait exhumer en présence du chapelain et avec l'aide de deux menui-

1. Arch. nat., E. 1954, fol. 142.

2. Arch. nat., O¹ 54, fol. 152.

3. Arch. historiques de la Guerre, vol. 2263, fol. 162.

siers et de deux manœuvres de Saint-Lambert plusieurs cadavres; qu'elle croyait qu'on les avait fait porter à Pomponne, ainsi que plusieurs cœurs qui étaient enfermés dans des coffres de bois ». Une certaine effervescence s'était produite au sujet de ces exhumations; on les attribuait aux entrepreneurs qui auraient profané les tombes, et le but réel de la visite ordonnée à de Pommereuil paraît avoir été de se rendre compte des conditions dans lesquelles elles avaient été exécutées, bien plus que de constater si les adjudicataires de la démolition de l'abbaye exécutaient scrupuleusement les clauses de leur contrat. D'Argenson écrivait en effet, le 3 décembre 1710, à Voisin, en lui rendant compte du résultat de cette visite, « j'ose vous assurer que cette même affaire qui aurait pu faire beaucoup de bruit dans les tribunaux ordinaires, où l'on avait dessein de la porter à cette intention, n'aura maintenant aucune suite¹ ». Le ministre lui ayant réclamé le procès-verbal de la visite de de Pommereuil, d'Argenson le lui adresse le 8 décembre en lui faisant observer « que, si les adjudicataires ne sont pas coupables des exhumations qui leur étaient reprochées, ils ont manqué d'exactitude, de diligence et de fidélité en d'autres choses². »

Voisin lui accuse réception du procès-verbal et ajoute : « Vous me ferez plaisir de tenir la main à ce que les démolitions soient achevées et que les entrepreneurs rendent l'ouvrage parfait, suivant leur adjudication³ ».

On verra plus loin les précautions prises dans la suite au sujet d'autres exhumations effectuées à l'abbaye de Port-Royal-des-Champs. La démolition des bâtiments fut terminée au cours de l'année 1711. Les bâtiments du monastère démolis, il ne subsistait plus à Port-Royal-des-Champs que l'église, les logements du chapelain et du jardinier. La prieure et les religieuses de Port-Royal de Paris exposèrent à l'archevêque « qu'il y aurait beaucoup d'inconvénients à laisser subsister ladite église, tant par l'inutilité dont elle est dans un lieu qui ne peut plus être habité par personne, que par la dépense qu'il faudrait faire annuellement pour la réparation d'icelle et pour l'entretien du chapelain »; de plus, les terres qui composaient le jardin ayant été affermées, le jardinier devenait inutile. Le cardinal de Noailles, après avoir fait visiter les lieux et dresser procès-verbal de leur utilité ou inutilité, permit, par son ordonnance du 29 décembre 1710, à la prieure et aux religieuses de faire démolir l'église et les logements et d'en vendre les matériaux au profit de leur monastère. Les corps inhumés à Port-Royal-des-Champs devaient

1. Arch. hist. de la Guerre, vol. 2263, fol. 189.

2. Ibid., vol. 2263, fol. 191.

3. Ibid., vol. 2211, fol. 320.

être exhumés, transportés et réinhumés « avec la décence requise » dans le cimetière de la paroisse de Saint-Lambert.

Un arrêt du Conseil d'État du roi du 16 novembre 1711, rendu pour assurer l'exécution de cette ordonnance de l'archevêque, ordonna que la démolition de l'église et de ses dépendances, l'exhumation, le transport et la réinhumation des corps seraient confiés à un entrepreneur par adjudication; d'Argenson était chargé de cette adjudication, dont le produit serait remis entre les mains de la nouvelle abbesse de Port-Royal de Paris, M^{me} de Montperoux¹.

Cet arrêt fut transmis par Voisin à l'abbé Pollet, prêtre de Saint-Nicolas-du-Chardonnet et directeur de l'abbaye de Port-Royal, qui le communiqua à d'Argenson. Le lieutenant de police, « après l'avoir lu avec beaucoup d'attention », décida qu'il ne s'occuperait de l'adjudication que lorsque tout ce qui était du domaine spirituel serait achevé. Il désirait que les autels fussent détruits, la fouille des terres de l'église et des deux cimetières achevée et les ossements réinhumés. L'abbé Pollet estimait cette décision de d'Argenson « pleine de prudence, parce qu'elle évite plusieurs murmures et les différends qui auraient pu naître entre les puissances temporelles et spirituelles ». Il passa en conséquence lui-même un marché avec le sieur Choud, maçon à Paris, qui, moyennant 230 livres, s'engagea à détruire les autels et à procéder aux exhumations et réinhumations. Le cardinal de Noailles désigna l'abbé Ledoux, prêtre de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, pour surveiller l'exécution de ce marché et les travaux commencèrent le 2 décembre 1711².

Voisin avait redouté qu'à l'occasion des exhumations il se produisît quelques troubles; l'abbé Pollet lui rendit compte que tout se passait fort paisiblement, « sans que l'on eût aucun besoin du secours que j'avais demandé à M. d'Argenson en cas qu'il arrivât quelque mouvement ». Il avait recommandé à l'abbé Ledoux de l'avertir par un exprès s'il trouvait quelque corps entier, « appréhendant que quelques personnes ne prissent de là occasion de publier de faux miracles, mais ces précautions ont été inutiles, car il ne s'y trouve que ce qui a coutume de se trouver en pareilles occasions, beaucoup de corruption et de puanteur ». Il était également de grande conséquence que toutes les épitaphes et inscriptions des tombes fussent brisées. Le cardinal de Noailles n'accorda l'autorisation d'enlever les corps que lorsque cette destruction serait opérée et contrôlée par l'abbé Ledoux, qui devait être remplacé dans sa surveillance par le curé de Magny, s'il s'absentait³.

1. Arch. nat., E. 1961, fol. 163 et 164.

2. Arch. historiques de la Guerre, vol. 2339, fol. 144.

3. Ibid., vol. 2239, fol. 153.

Les adjudicataires pour la destruction de l'église furent fort rares. Le premier qui se présenta, un certain Potron, loin d'offrir aucune somme, demandait au contraire que tous les matériaux lui fussent abandonnés. Un autre entrepreneur, Ravinet, après avoir offert 600 livres, aurait réclamé ensuite l'annulation de son marché, les frais d'entretien d'un représentant à Port-Royal-des-Champs pour vendre les matériaux étant trop onéreux. C'était ce que l'abbesse de Port-Royal écrivait à Voisin le 15 juillet 1712 en lui demandant de faire opérer la démolition à ses frais; elle joignait à sa lettre un mémoire estimatif des matériaux de démolition qu'elle évaluait à 4,000 livres¹. Elle avait trouvé un maçon, « honnête homme » qui, moyennant la somme de 600 livres, se chargeait de descendre les cloches et les tuiles, d'enlever le clocher, la charpente, les tombes, la menuiserie, de placer le tout en lieu convenable et d'enfoncer toutes les voûtes; le travail devait être terminé à la Toussaint de l'année 1712².

Voisin demanda l'avis du lieutenant de police sur cette proposition de l'abbesse. D'Argenson lui répondit que, s'il avait différé l'exécution du contrat passé avec Ravinet, c'était à la demande de l'abbesse. Il était d'avis de s'en tenir à cette adjudication qui assurait une démolition totale de l'édifice jusqu'aux fondations. Si l'on adoptait le système proposé par l'abbesse, bien que l'enfoncement des voûtes parût assurer l'entière destruction de l'église, « cette destruc-

1. « État de ce qu'on pourra tirer de la démolition de l'église de Port-Royal-des-Champs. » Dans le chœur, une table de sacristie avec sa tablette et un reste de plancher, 10 livres. — Un grand banc d'église de menuiserie où sont les armes de quelques anciennes abbesses, 10 livres. — Les débris de la chapelle de Saint-Laurent consistant en balustre, marchepied, cadre et colonne de menuiserie avec leur accompagnement, ensemble un tableau de la Vierge, 120 livres. — Une grande porte d'entrée et sa serrure avec un tambour et sa porte, 30 livres. — Une chaire à prêcher, 6 livres. — Une petite armoire basse, 3 livres. — Deux portes avec leurs serrures, 12 livres. — Les vitres, fer et plomb de onze fenêtres, 30 livres. — Chapelle de la Sainte-Vierge, un cadran d'horloge avec sa boîte pour les poids, 6 livres. — Une porte avec sa serrure et les vitres, fer et plomb d'une grande fenêtre au-dessus, 10 livres. — Une grille de fer de trois pieds environ en carré et deux autres petites d'un pied, 3 livres. — Nef et sous-ailes, les vitres, fer et plomb de vingt fenêtres, ensemble de la rose sur le portail, 100 livres. — Un cabinet de menuiserie, 20 livres. — Un autre de même, 15 livres. — Deux grandes portes de menuiserie avec leurs serrures, 30 livres. — Tombes et épitaphes de marbre, tombes et épitaphes de lierre, le tout 500 livres. — Charpentes, 800 livres. — Tuiles 1,000 livres. — Plomb, 300 livres. — Fer, 200 livres. — Cloches, 800 livres. — Total, 4,005 livres » (Arch. historiques de la Guerre, vol. 2413, fol. 265).

2. Ibid., vol. 2413, fol. 264.

tion ne se fera que successivement et par une longue suite de temps », ce qui paraissait à l'avisé lieutenant de police « n'être pas tout à fait conforme à l'intention du roi¹ ».

Voisin fit savoir à d'Argenson que le roi, auquel il avait rendu compte de sa lettre, ne jugeait pas à propos d'accepter l'expédient proposé par l'abbesse de Port-Royal. Son intention était que l'adjudication faite par d'Argenson fût promptement et complètement exécutée. « Il ne suffirait pas, ajoutait-il, que les voûtes de l'église fussent enfoncées si on laissait subsister les murailles, le roi ne voulant pas qu'il reste des vestiges de cette maison². »

Comme suite à ces ordres du roi, d'Argenson fit délivrer à Ravi-net une expédition de son contrat le 15 août 1712 et lui recommanda de commencer immédiatement les travaux. Il demanda l'autorisation à Voisin d'envoyer sur les lieux, dès que les travaux seraient quelque peu avancés, « une personne de confiance qui en puisse rapporter l'état, afin que, s'il n'était pas tel que Sa Majesté le désire », il pût obliger l'adjudicataire à remplir cette condition « qui est la principale de son adjudication et des affiches qui l'ont précédée³ ». C'était aller au devant des désirs du ministre, qui s'empressa de l'approuver⁴, jugeant comme le lieutenant de police que le roi voulait avant tout être certain de la démolition complète du berceau du jansénisme, en regrettant que la suppression de la doctrine ne fût pas aussi aisée que la démolition de l'abbaye et de l'église. Les derniers murs s'écroulèrent sous la pioche des démolisseurs à l'automne de 1712⁵.

Commandant HERLAUT.

UNE EXPOSITION D'ART RELIGIEUX

A NOTRE-DAME DE PARIS EN 1802

Le Muséum central des arts, puis Musée Napoléon, devenu plus tard Musée du Louvre, a organisé de 1798 à 1807 plusieurs expositions des tableaux recueillis par les commissaires français en Italie,

1. Archives historiques de la Guerre, vol. 2413, fol. 263.

2. Ibid., vol. 2361, fol. 109.

3. Ibid., vol. 2413, fol. 272.

4. Ibid., vol. 2362, fol. 21.

5. Le ms. 4551 de la collection Faugère à la bibliothèque Mazarine renferme un récit très complet de la visite de d'Argenson à Port-Royal-des-Champs et du départ des religieuses, le 26 octobre 1709.

à Venise, à Rome, à Florence, à Bologne, à Turin, à Foligno, à Naples, à Parme, et aussi en Belgique. Des livrets ont été publiés par l'administration du musée, au nombre d'une quinzaine. La nomenclature en a été dressée à diverses reprises, d'abord par notre très regretté collègue M. Maurice Tourneux dans sa *Bibliographie de l'histoire de Paris pendant la Révolution*, puis par M. Seymour de Ricci, en 1913, dans sa *Description raisonnée des peintures du Louvre*, et enfin plus récemment par notre confrère et ami M. Marquet de Vasselot, conservateur au Musée du Louvre, dans son *Répertoire des Catalogues du musée*, paru en 1917 sous les auspices de la Société française de bibliographie.

Aux livrets signalés et minutieusement décrits par ces auteurs, il convient d'ajouter un article nouveau, sinon comme *Livret d'exposition* du Muséum central, du moins comme Livret d'une exposition à laquelle le Muséum ne fut pas étranger.

En voici le titre, simple titre de départ d'une brochure in-12 de 12 pages dont un exemplaire m'a passé par les mains il y a quelques années :

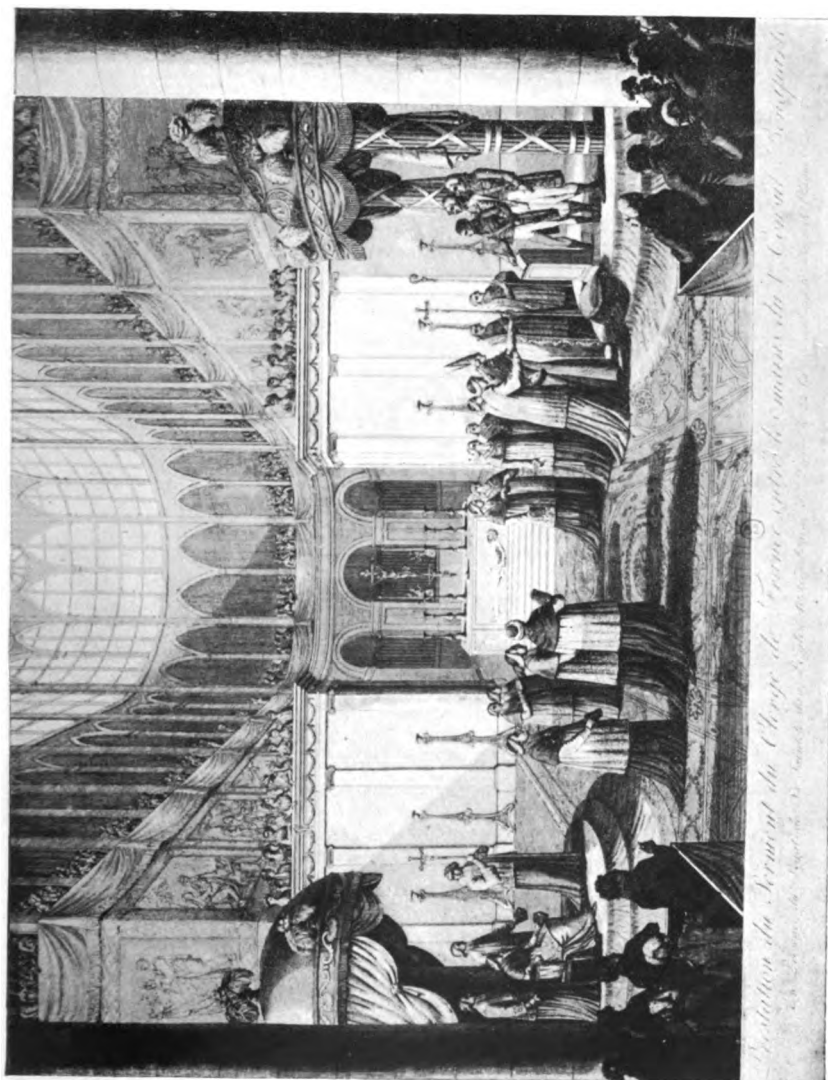
Description exacte des superbes tableaux des Écoles d'Italie et flamande exposés par ordre du gouvernement dans l'église métropolitaine de la ville de Paris, avec la désignation des tapisseries des Gobelins qui décorent ce temple.

A la fin : *De l'Imprimerie des sciences et arts, rue Ventadour, butte des Moulins, n° 474.*

L'adresse, rue Ventadour, butte des Moulins, n° 474, inscrite à la fin de la brochure, comparée à celle des autres livrets du Louvre portant date, permet de placer celle-ci entre le livret de l'exposition du 28 ventôse an VIII, qui porte l'adresse : *De l'imprimerie des sciences et arts, rue et butte des Moulins, n° 500*, et un livret de 1805 qui porte l'adresse : *De l'Imprimerie des sciences et arts, rue Ventadour, n° 5*; tous les livrets datés parus après le 19 mars 1800 et avant le 15 août 1805 portent l'adresse *rue Ventadour, n° 474*.

La mention, sur le titre, de l'église métropolitaine de Paris assigne au surplus à notre brochure une date postérieure au Concordat. C'est même à l'occasion de la promulgation de celui-ci que l'exposition à laquelle ce livret est consacré fut organisée dans l'église métropolitaine.

La loi du 18 germinal an X (8 avril 1802) avait sanctionné le Concordat et réorganisé les cultes. Le 20 germinal (10 avril) l'archevêque de Paris, avait été installé à Notre-Dame. La promulgation de la loi à Paris devait avoir lieu le 28 germinal (18 avril) et une grande solennité religieuse était projetée dans la basilique. Les consuls, les ministres, les prélats, le corps diplomatique étaient invités à assister à une messe célébrée par le légat, messe suivie d'un Te



NOTRE-DAME DE PARIS LE 8 AVRIL 1802.

Deum et de la cérémonie de prestation de serment des évêques concordataires en présence du Premier Consul¹.

Quelques jours avant cette solennité on se préoccupa de l'état dans lequel se trouvait l'intérieur de la cathédrale, tant en vue de remédier à l'absence de toute décoration décente que de dissimuler les détériorations que les événements des dernières années y avaient laissées.

On sait à quels usages variés Notre-Dame avait été affectée pendant la Révolution; d'abord simple cellier, comme le Palais des thermes, elle était devenue, à partir du 28 thermidor an III (15 août 1795), le siège de la Société catholique fondée par Grégoire. Mais celle-ci partageait la jouissance de l'édifice avec la municipalité de l'arrondissement pour des assemblées primaires, tenues à chaque décadi, et pour la célébration des mariages civils. A partir de pluviôse an VI, la cultuelle catholique avait même dû se cantonner dans la croisillon nord et céder l'usage du chœur et de la nef à la Société théophilanthropique².

Des peintures qui décoraient Notre-Dame en 1789, mays des orfèvres offerts au xvi^e et au xvii^e siècle, tableaux de la Vierge donnés au nombre de huit en 1710 par le chanoine de La Porte, œuvres de Hallé, Jouvenet, Philippe de Champagne, La Fosse, Boullongne, Coypel, il ne restait rien. Ces peintures avaient été les unes vendues, les autres envoyées au Muséum central et à Versailles. Des huit tapisseries provenant de Notre-Dame recueillies par Lenoir au dépôt des Petits-Augustins en l'an II, quatre seulement avaient été portées aux Gobelins en vue d'assurer leur conservation³.

Un rapport de police du 19 germinal an X (9 avril 1802) fait du reste connaître dans quel état se trouvait l'intérieur de la cathédrale neuf jours avant la cérémonie projetée :

L'intérieur de l'église Notre-Dame, à l'exception des chapelles latérales, est proprement tenu. L'entrée de plusieurs de ces chapelles est défendue par une cloison de planches brutes; dans quelques-unes, la trappe qui couvre l'entrée des caveaux est en mauvais état; dans presque toutes le sol est décarrelé en partie.

Pour rétablir les choses dans un état convenable, il faudra beaucoup de temps, mais on peut, pour le moment et pour la cérémonie de l'installation, disposer cette église de manière à ne point offrir à l'œil le spectacle de ce désordre. Il suffira de placer des tapisseries à l'entrée de

1. A. Aulard, *Paris sous le Consulat*, t. II, p. 827, 841.

2. A. Gazier, *Études sur l'histoire religieuse de la Révolution française*, Paris, 1887.

3. Tuetey, *Procès-verbaux de la Commission temporaire des arts*, t. I, p. 166; *Archives du Musée des monuments français*, t. II, p. 162, 210, 211.

toutes les chapelles et de détruire une cloison en planches brutes qui défend en partie l'entrée du pourtour du chœur de chaque côté¹.

Le même jour, le ministre de l'Intérieur Chaptal écrivait à l'administration du Muséum des arts :

Le 28, le gouvernement assistera à une messe de *Te Deum* dans l'église Notre-Dame. Il veut qu'elle soit ornée de tableaux, surtout de l'École d'Italie. Je vous invite à faire de suite les dispositions nécessaires pour en placer quelques-uns. Vous n'y rétablirez point ceux qui y existoient et vous ne priverez pas la collection du Muséum de ce qui lui est nécessaire. Je vous salue. *Signé* : CHAPTAL. Vous m'enverrez dès demain la note de tous les tableaux que vous pourriez céder².

Une liste de seize tableaux fut dressée; elle énumère les mêmes œuvres que décrit le livret imprimé.

Comme les tableaux ne constituaient pas un cache-misère suffisant, ni même parfaitement commode, en raison de l'impossibilité d'adapter toujours leurs dimensions à celles des surfaces à garnir, des tapisseries furent également envoyées à Notre-Dame.

Six placées dans la nef sur le côté droit en entrant : le *Christ guérissant les malades*, les *Vendeurs chassés du Temple*, la *Pêche miraculeuse*, la *Madeleine aux pieds du Christ*, la *Résurrection de Lazare*, la *Cène*, et deux autres placées dans la croix du transept, à droite : le *Baptême du Christ*, le *Lavement des pieds*, ne sont autres que la série des huit pièces du *Nouveau Testament*, d'après Jean Jouvenet et Jean Restout, exécutées à diverses reprises par les Gobelins. La série prêtée à Notre-Dame ne peut s'identifier ni avec la première ni avec la seconde tenture, qui furent données l'une au tsar en 1717 et l'autre au roi de Prusse en 1736; celles-ci ne comprenaient du reste pas la huitième pièce, le *Baptême du Christ* d'après Restout. Ce peut être la troisième tenture exécutée de 1720 à 1744, actuellement au Garde-Meuble et à Viviers; la cinquième, exécutée de 1753 à 1760, actuellement au Garde-Meuble, ou la sixième, exécutée de 1753 à 1764, donnée à Pie VII en l'an XIII et actuellement partagée entre le Vatican et le Quirinal³.

Le côté gauche fut orné de six tapisseries faisant partie de la série des huit pièces de l'*Ancien Testament* exécutées aux Gobelins d'après les Coypel : *Esther*, *Tobie*, *Jephté*, *Salomon*, *Laban*, [*Joseph*]. Les deux autres pièces de l'*Ancien Testament*, *Athalie* et *Suzanne*,

1. Aulard, *Paris sous le Consulat*, t. II, p. 825.

2. Musée du Louvre, Archives, P 11.

3. Gerspach, *Répertoire détaillé des tapisseries des Gobelins exécutées de 1622 à 1892*, p. 116; Fenaille, *État général des tapisseries de la manufacture des Gobelins*, p. 109.

avaient été accrochées dans la croix du transept, à gauche. L'exemplaire de l'*Ancien Testament* prêté à Notre-Dame ne peut s'identifier avec la première tenture qui se trouvait à Rome avant la Révolution, à l'ambassade de France, et est encore aujourd'hui en partie au Vatican; ce doit être la seconde, commencée en 1715 et terminée en 1730, qui est actuellement au Garde-Meuble. Les autres exemplaires ne comportent pas le *Vœu de Jephté*¹.

La décoration du transept était complétée, à droite et à gauche, par cinq grandes pièces et quatre petites empruntées à la tenture des Chambres du Vatican. Des divers exemplaires exécutés, les deux premiers seuls ont pu fournir les éléments envoyés à Notre-Dame; seules ces deux séries comportent en effet la collection complète des pièces principales et de quatre entrefenêtres². Les cinq grandes pièces qui décorèrent la cathédrale étaient l'*Incendie de Rome*, l'*École d'Athènes*, la *Victoire de Constantin*, *Héliodore chassé du Temple*, *Constantin haranguant ses soldats*, l'une ou l'autre des deux tentures avait pu fournir ces cinq pièces; mais pour les quatre petites il y eut certainement mélange entre les deux tentures, puisque Notre-Dame reçut deux pièces entrefenêtres de l'*École d'Athènes* et deux pièces entrefenêtres du *Parnasse*.

Gilbert, fils et successeur de l'ancien concierge des tours de Notre-Dame, rapporte dans ses *Mémoires* que, pour la cérémonie de Pâques 1802, « la nef était ornée de tapisseries des Gobelins et de tableaux provenant de la galerie du Louvre »; il ajoute même : « Je plaçai ce jour au-dessus de l'orgue un dessinateur qui dessina la vue de la cérémonie au moment du serment prêté par les archevêques et évêques; il s'occupe en ce moment à le faire graver pour en faire part au public : son dessin a été exposé au Sallon du Louvre³. »

Il s'agit sans aucun doute du dessin de Louis-Michel Phelipeaux, élève de Demachy et Suvée, qui figure au 44^e livret de l'exposition du Muséum central du 15 fructidor an X, avec la description suivante : « Dessin. Vue d'après nature de la cérémonie célébrée à Notre-Dame le 28 germinal an X en l'honneur de la Paix. L'instant est celui du serment prêté par les archevêques et les évêques en présence des autorités constituées de la République⁴. »

Ce dessin fut repris par Nodet et gravé par Le Beau. Les collections du Cabinet des Estampes nous ont conservé un exemplaire de la gravure⁵ qui correspond bien, quant à la scène représentée, à la

1. Gerspach, *ouvr. cité*, p. 115; Fenaille, *ouvr. cité*, p. 81.

2. Gerspach, *ouvr. cité*, p. 85; Fenaille, *ouvr. cité*, p. 200.

3. *Semaine religieuse du diocèse de Paris*, 1900, 1^{er} semestre, p. 210.

4. L. Gillet, *Nomenclature des ouvrages de peinture, sculpture, architecture, gravure, lithographie se rapportant à Paris...*, p. 267.

5. Bibl. nationale, département des Estampes, Histoire de France, Con-

description du livret du Salon, et, quant à la décoration de Notre-Dame, au moins pour les tapisseries placées au pourtour du chœur, à l'indication rapportée par Gilbert et à la *Description* éditée par l'Imprimerie des sciences et des arts. Le dessin de Phelipeaux gravé par Nodet et Le Beau constitue l'illustration directe de la *Description*. C'est une bonne fortune iconographique que de pouvoir joindre ici l'image au texte.

Comment s'expliquer l'extrême rareté du livret et la conservation toute fortuite d'un exemplaire peut-être unique.

J'imagine volontiers que, si le Muséum central ne fut pas étranger à sa rédaction afin de ne pas laisser s'égarer des toiles sorties de ses collections, il s'abstint, d'autre part, de le distribuer, en raison du caractère tout éphémère de l'exposition organisée, et aussi parce que, le fait est certain, on le verra tout à l'heure, toutes les toiles prêtées ne furent pas accrochées, soit faute de temps, soit parce que les nécessités de l'aménagement à réaliser ne s'y prêtèrent pas. Un certain nombre d'entre elles furent, en effet, simplement déposées dans une chapelle. Ce fut une exposition manquée.

Au lendemain de la cérémonie, la question de la réintégration de ces œuvres d'art se posa. Elle donna lieu, le 8 floréal an X (28 avril 1802), à la lettre suivante adressée par l'administration du Musée central au ministre de l'Intérieur :

*L'administration du Musée central des arts
au ministre de l'Intérieur.*

Le 8 floréal an X [28 avril 1802].

Citoyen ministre,

Le citoyen Chalgrin est venu de votre part nous inviter à vous adresser un état des tableaux et tapisseries prêtées pour la cérémonie du 28 germinal à l'église métropolitaine de Paris, avec indication de ceux qui peuvent y rester et ceux qu'il est nécessaire de retirer. Les seize tableaux délivrés par l'administration sont pour la majeure partie pris dans la collection destinée à former les quinze musées des départements, les autres étoient réservés pour le Musée central. L'intention du gouvernement étant qu'il y soit placé quelques tableaux, l'administration a pensé qu'on pourroit sans inconvénient laisser ceux dont suit la liste :

Saint Bernardin de Sienne délivrant la ville de Carpi, par Louis Carache.

sulat, 1802. La lettre gravée porte : à gauche, *Dessiné par Nodet*; à droite, *Terminé par Le Beau*, et, comme inscription : *Prestation du serment du clergé de France entre les mains du 1^{er} Consul Bonaparte. En présence du Légat de Sa Sainteté dans l'église métropolitaine de Paris le 22 germinal an 10, jour de Pâques, 8 avril 1802 [sic]. — Déposé à la Bibliothèque nationale. — A Paris, chez Jean, rue Jean de Beauvais, n° 32.*

La Circoncision, par le Baroche.

L'Assomption de la Vierge, par Salvator Rosa.

Job sur son trône, par le Guide.

La Gloire de tous les saints, par le Guerchin.

Le Christ en croix, par Crayer.

L'Assomption de la Vierge, par Champagne.

Le Martyre de sainte Apolline, par Jordaens.

L'Adoration des rois, par Jordaens.

L'Adoration des bergers, par Rubens.

Les six tableaux que l'administration juge à propos de réserver pour le Musée central et ceux des départements sont :

La Descente de croix, par le Baroche.

L'Adoration des mages, par Rubens.

L'Adoration des bergers, par Bernardino Gatti.

Le Couronnement de la Vierge, par Rubens.

Le Christ au milieu des docteurs, par Jordaens.

Le Christ qui foudroie la terre, par Rubens.

Relativement aux tapisseries qui ont été remises, l'administration pense qu'il est nécessaire que toutes celles qui sont exécutées d'après les compositions de Raphaël, de Jules Romain, soient conservées au Musée; elle réclame de même les huit représentant des sujets du Nouveau Testament et toutes les portières, les autres pourroient être laissées à la disposition du citoyen Chalgrin pour les fêtes nationales.

Lorsque l'administration recueillit comme objets d'art toutes ces tapisseries, ce fut pour les sauver de la vente que le ministre Ramel en avoit ordonnée; cette époque étant passée, elle pense qu'on peut les rendre à leur première destination et vous demande à y être autorisée.

La majeure partie des tableaux et des tapisseries qui ont été remises n'ayant pas été placés pour le jour de la cérémonie et ayant été déposés provisoirement dans une chapelle à la garde du concierge de l'église, l'administration vous prie de lui adresser une prompte décision, afin que le citoyen Chalgrin puisse faire descendre ceux qui doivent revenir au Musée et mettre en place ceux que vous destinerez à décorer ce temple.

Salut et respect.

FOUBERT, administrateur. LAVALLEY, secrétaire.

(Arch. nat., F²¹ 586.)

Le 17 floréal, le ministre avisa les administrateurs du Musée central, ainsi que Chalgrin¹, qu'il approuvait les propositions qui précèdent, tant en ce qui concerne les dix tableaux qui pouvaient être laissés à Notre-Dame qu'en ce qui touche les tapisseries.

Les dix tableaux demeurés à Notre-Dame lui furent définitivement attribués par un décret du 25 février 1811. Mais ceux qui provenaient d'Italie et de Belgique en furent retirés en 1815 pour satis-

1. Lettre de Chaptal à Chalgrin, 17 floréal an X, et lettre de l'administration du Muséum central au même, 24 floréal an X (Bibl. nationale, nouv. acq. fr. 22047, fol. 353 et 354).

faire aux réclamations des alliés lors de la restitution des œuvres d'art tirées des collections d'Italie et de Belgique par les armées de la Révolution et de l'Empire. C'est ainsi que le *Martyre de sainte Apolline* fut rendu aux Augustins d'Anvers, l'*Adoration des bergers*, de Rubens, à l'église Saint-Paul d'Anvers, l'*Adoration des rois* à l'église de Dixmude.

Notre-Dame garda la *Circoncision*, par le Baroche, qui fit retour au Louvre en 1862, et l'*Assomption*, par Salvator Rosa, qui se trouve encore dans la sacristie.

Parmi les six tableaux réintégrés au Louvre en 1802, quelques-uns furent répartis aussitôt par l'administration du Muséum entre des musées de province et notamment attribués à des musées des pays précédemment étrangers et momentanément incorporés à l'Empire. Le *Christ irrité voulant foudroyer l'hérésie* alla au musée de Bruxelles; le *Christ au milieu des docteurs*, provenant de l'église de Saint-Valburge de Furnes, au musée de Mayence; le *Couronnement de la Vierge* au musée de Bruxelles.

L'archevêché s'ingénia, au surplus, sous le régime concordataire, à obtenir la restitution des toiles qui décoraient Notre-Dame avant la Révolution. En thermidor an X, le sculpteur Deseine se présenta au Musée central muni d'un ordre du Premier Consul et d'une lettre du ministre de l'Intérieur autorisant l'archevêque à faire rechercher tous les marbres et tableaux qui décoraient la cathédrale avant la Révolution et à les reprendre où ils se trouveraient¹. L'administration du Muséum ne fit pas d'objection à restituer une dizaine de toiles provenant de Notre-Dame et destinées en fait aux musées des départements, mais elle s'éleva énergiquement contre la remise du *Saint Paul faisant brûler les livres des gentils*, par Le Sueur; du *Saint Étienne martyr*, par Lebrun, et du *Crucifiement de saint Pierre*, par Sébastien Bourdon, qui tenaient une place essentielle dans la galerie de l'École française. On représenta au ministre que l'archevêque trouvait une légitime compensation à la non-réintégration de ces trois toiles dans l'attribution des dix tableaux des Écoles italienne et flamande qui lui avaient été laissés après la cérémonie de Pâques 1802.

L'archevêché dirigea aussi ses recherches du côté du musée de Versailles. Un arrêté du 12 messidor an X avait accordé à l'archevêque la restitution des tableaux provenant de Notre-Dame qui faisaient alors partie du Musée spécial de l'École française, et Gilbert, dans les *Mémoires* déjà cités, rapporte tout au long comment trente-deux tableaux réintégrèrent ainsi la cathédrale, malgré l'op-

1. Vauthier, *Denon et le gouvernement des arts sous le Consulat*, dans *Annales révolutionnaires*, t. IV (1911), p. 339.

position de l'administration du Musée et la réponse du conservateur que Notre-Dame était assez belle pour se passer de tableaux ¹.

Quelque intéressée qu'ait été cette opinion dans le moment qu'elle était produite, on ne pouvait mieux dire et rendre plus juste hommage à la grandeur et à la majesté de l'édifice. Les toiles firent retour plus tard, lors de la restauration de Lassus et de Viollet-le-Duc, à l'administration des Beaux-Arts.

A. VIDIER.

DESCRIPTION EXACTE DES SUPERBES TABLEAUX DES ÉCOLES D'ITALIE ET FLAMANDE EXPOSÉS, PAR ORDRE DU GOUVERNEMENT, DANS L'ÉGLISE MÉTROPOLITAINE DE LA VILLE DE PARIS, avec la désignation des tapisseries des Gobelins qui décorent ce temple.

A la fin : De l'Imprimerie des sciences et arts, rue Ventadour, butte des Moulins, n° 474. — In-12, 12 p.

TAPISSERIES.

En entrant dans la nef, à droite :

Le Christ guérissant les malades qui lui sont amenés.

Les Vendeurs chassés du temple, tapisserie d'après Jouvenet.

Jésus ayant trouvé dans le Temple des gens qui vendaient des bœufs, des moutons et des colombes, comme aussi des changeurs qui étaient assis à leurs bureaux, il fit un fouet avec des cordes, les chassa tous du Temple, jeta par terre l'argent des changeurs et renversa leurs bureaux. (Saint Jean, chap. II, verset 14.)

La Pêche miraculeuse.

Jésus dit à Simon : *Avancez en pleine eau et jetez vos filets pour pêcher.* Simon lui répondit : *Maitre, nous avons travaillé toute la nuit sans rien prendre; néanmoins, je jetterai le filet sur votre parole.* L'ayant jeté, ils prirent une si grande quantité de poissons que leur filet se rompit, et ils firent signe à leurs compagnons, qui étaient dans une autre barque, de venir les aider; ils y vinrent et ils remplirent tellement les deux barques qu'il s'en fallait peu qu'elles ne coulassent à fond. (Saint Luc, chap. V, verset 4.)

La Madeleine aux pieds du Christ.

Le pharisien qui avait invité Jésus, voyant cette femme prosternée à ses pieds, dit en lui-même : *Si cet homme était prophète, il saurait qu'elle est pécheresse.* Jésus lui dit : *Simon, je vous déclare que beaucoup de péchés lui sont remis parce qu'elle a beaucoup aimé Dieu.* (Saint Luc, chap. VII.)

1. *Semaine religieuse du diocèse de Paris*, 1900, 1^{er} semestre, p. 250.

*La Résurrection de Lazare.*¹

Lorsque Marie fut venue aux lieux où était Jésus, elle se jeta à ses pieds et lui dit : *Seigneur, si vous eussiez été ici, mon frère ne serait pas mort.* Jésus vint au sépulcre et cria à haute voix : *Lazare, lève-toi.* Lazare se leva aussitôt. Jésus dit ensuite aux personnes témoins de ce prodige : *Débarrassez des linges et bandes qui l'enveloppent et laissez-le aller.* (Saint Jean, chap. 11.)

La Cène ou l'institution de l'Eucharistie.

Au milieu du cénacle et entouré de ses disciples, Jésus-Christ institue le sacrement de l'Eucharistie.

En face de ces six tapisseries sont placées et en retour les six suivantes¹ :

Esther va trouver Assuérus pour lui demander la révocation de l'arrêt de mort lancé contre les Juifs.

Le Jeune Tobie accompagné de l'ange rendant la vue à son père.

Le Vœu de Jephté.

Le Jugement de Salomon.

Deux femmes se disputaient un enfant. Pour connaître à laquelle des deux il appartient, Salomon ordonne qu'il soit partagé entre elles. A cet ordre, saisie d'effroi, la véritable mère arrête le soldat prêt à frapper le coup fatal, suppliant Salomon de le donner plutôt tout entier à sa rivale.

Laban cherchant les dieux qu'on lui a dérobés.

Dans la croix, à droite en entrant par le portail :

Le Baptême de Jésus-Christ par saint Jean.

Le Lavement des pieds.

L'Incendie du bourg Saint-Pierre du temps de saint Léon IV.

L'École d'Athènes.

Raphaël a représenté dans cette composition sublime les philosophes de tous les âges et de toutes les sectes. Au centre et sur le plan le plus élevé, Platon et Aristote, princes de la philosophie, sont entourés d'un nombreux auditoire; sur la gauche, Socrate explique sa doctrine à Alcibiade, figuré par un jeune homme le casque en tête; au-dessous est Pythagore, assis, tenant un livre; autour de lui sont Empédocles, Epicharme, Architas, ses disciples; à droite, Archimède trace des figures géométriques à ses élèves; au milieu, on voit Diogène méditant sur une tablette qu'il tient à la main.

On a placé aux côtés deux fragments de cette même composition.

1. On remarquera que cinq pièces seulement sont énumérées.

Dans la face opposée, à gauche :

Suzanne faussement accusée.

Athalie chassée du Temple par ordre du grand prêtre Joad.

La Victoire de Constantin contre Maxence.

Héliodore chassé du Temple.

Préfet du roi Séleucus, Héliodore fut envoyé pour piller le temple de Jérusalem. Dans l'exécution d'un pareil sacrilège, Dieu, ayant exaucé les prières du saint pontife Onias, envoya deux anges, armés de fouets, qui le terrassèrent et le chassèrent.

Raphaël, par anachronisme, a fait assister à ce spectacle le pape Jules II, libérateur de l'État ecclésiastique.

Aux deux côtés de cette composition, on a placé deux fragments du beau tableau de Raphaël représentant le *Parnasse*.

Constantin, haranguant ses soldats avant d'aller combattre Maxence, aperçoit le signe miraculeux de la croix, avec ces mots : In hoc signo venies.

TABLEAUX.

[1.] *Le Martyre de sainte Apolline.*

Un magicien d'Alexandrie ayant poussé les habitants à massacrer ceux qui professaient la religion chrétienne obligea les fidèles de se retirer dans les déserts, abandonnant leurs biens et leur patrie pour conserver le précieux dépôt de la foi.

Sainte Apoline demeura constamment dans la ville. Les payens se saisirent de sa personne, la firent frapper sur le visage, lui rompirent les mâchoires et poussèrent la cruauté jusqu'à lui arracher les dents une à une. Ils la traînèrent ensuite hors la ville et la menacèrent de la brûler si elle ne renonçait à Jésus-Christ et n'adorait pas les faux dieux.

Ce tableau, peint sur toile par Jacques Jordaens, décorait l'église des Augustins d'Anvers¹.

[2.] *Le Christ irrité voulant foudroyer l'hérésie.*

Le Christ, la foudre en main, va frapper le monde. Sa mère arrête sa vengeance; elle implore sa miséricorde et lui montre son sein. Saint François s'unit à elle et couvre la terre. A la droite du Sauveur, plusieurs anges sont attristés de son courroux. Le fond représente une ville incendiée et des soldats massacrant des femmes qui se sauvent avec leurs enfants.

Ce tableau, peint sur toile par P.-P. Rubens, est ceinturé; vient de l'église des Récollets de Gand².

1. Piot, *Rapport au ministre de l'Intérieur* (Bruxelles, 1883), n° 50. Enlevé en 1796, rendu en 1815, actuellement aux Augustins d'Anvers. N° 50 d'Oudevaere.

2. Piot, n° 152. Enlevé en 1794 aux Récollets de Gand, rendu en 1802,

[3.] *L'Assomption de la Vierge.*

La Vierge sort glorieuse du tombeau. Portée sur un nuage et par les anges et les chérubins, elle monte au ciel, vers lequel ses regards sont fixés. Les apôtres, étonnés et saisis d'admiration, entourent son sépulcre.

Ce tableau, par Champagne, est peint sur toile.

[4.] *Le Christ au milieu des docteurs.*

Jésus, étant sorti de chez ses parens, est trouvé dans le temple par sa mère et saint Joseph, discutant avec les docteurs de la loi.

Ce tableau, peint sur toile, vient de l'église de Saint-Valburge à Furnes¹.

[5.] *Job rendu à sa première opulence.*

Dieu, après avoir éprouvé la patience de Job par une longue suite de malheurs et de calamités, lui pardonne et lui rend au double ses premières richesses. Assis majestueusement sur un trône élevé, il reçoit les hommages et les présens de ses frères et de ses sœurs et de tous ceux qui l'avaient connu anciennement. L'un lui apporte un veau, un autre un mouton, un troisième des aiguères d'or et autres vases précieux. Une jeune fille lui offre une corbeille remplie de bijoux. Toutes s'efforcent à l'envi de le dédommager des pertes qu'il a essuyées, de sorte qu'en peu de tems il devient plus riche qu'il n'avait été.

Ce tableau, peint sur toile par le Guide, vient de l'église des *Mendicanti* à Bologne².

[6.] *L'Adoration des bergers.*

Jésus est couché sur la crèche; la Vierge soulève un voile pour le montrer aux bergers qui expriment leur joie et leur humilité. Derrière la Vierge, saint Joseph, les yeux levés vers le ciel, rend grâces à Dieu. On aperçoit, dans le haut, une gloire d'anges qui portent une banderole sur laquelle sont tracés ces mots : *Gloria in excelsis Deo*.

Ce tableau, peint sur toile par P.-P. Rubens, vient de l'église des Dominicains d'Anvers³.

actuellement au musée de Bruxelles. — Un autre *Christ foudroyant l'hérésie*, par Rubens et provenant des Jacobins d'Anvers, figura sous le n° 55 des tableaux exposés dans le grand salon du Muséum le 27 thermidor an XI (Bibl. nat., V. 47537).

1. Piot, n° 134. Enlevé à une date indéterminée, pas restitué à la Belgique, actuellement au musée de Mayence (n° 196 d'Oudevaere; Clément de Ris, t. I, p. 319).

2. Figure sous le n° 90 du catalogue de l'exposition du 6 février-18 juin 1798 avec la même description et les indications complémentaires suivantes : sur toile, 12 pieds 11 pouces de haut sur 8 pieds 3 pouces de large; les figures sont grandeur nature; décorait dans l'église des *Mendicanti* de Bologne la troisième chapelle à gauche, qui est celle des marchands de soie. Gravé par Langlois.

3. Piot, n° 42. Enlevé en 1794, rendu en 1815, actuellement à l'église Saint-Paul d'Anvers (anc. Dominicains). Oudevaere, n° 41.

[7.] *Le Couronnement de la Vierge.*

La Vierge, portée sur les nuages et par les anges et les chérubins, est reçue dans le ciel par le Père éternel et par Jésus-Christ qui la couronnent.

Ce tableau, peint sur toile par P.-P. Rubens, vient des Récollets d'Anvers¹.

[8.] *L'Adoration des bergers.*

La Vierge, à genoux, regarde avec tendresse l'Enfant-Jésus qu'elle tient entre ses bras. Un pasteur à genoux et d'autres l'adorent et le contemplent avec joie et humilité. A gauche, on voit un pape tenant les clefs du paradis et un moine à genoux. Dans le haut, on aperçoit des anges qui chantent les louanges du Seigneur.

Ce tableau, peint sur toile par Bernardino Gatti (dit le Sorgaro), vient de l'église Saint-Pierre à Crémone.

[9.] *L'Adoration des rois.*

La Vierge, assise, tient sur ses genoux le nouveau-né; derrière elle est saint Joseph, qui se découvre à l'approche des rois qui viennent rendre hommage à Jésus. Dans le fond, on aperçoit les soldats et serviteurs formant le cortège des rois. Les uns sont montés sur des chameaux, d'autres sur des chevaux.

Ce tableau, peint sur toile par Jacques Jordaens, vient de l'église paroissiale de Dixmude².

[10.] *La Descente de croix.*

Tandis que Joseph d'Arimathie, Nicomède et autres disciples détachent le corps du Christ, saint Jean le reçoit au pied de la croix et saint Bernardin de Sienna accourt avec empressement, comme pour aider aussi à descendre le corps du Sauveur. Le premier plan offre le groupe de la Vierge qui, succombant à sa douleur, tombe évanouie dans les bras des Maries.

Ce tableau, peint par le Baroque, provient de l'église de Saint-Lorenzo, cathédrale de Pérouse, où il se voyait dans la chapelle de saint Bernardin, qui est la première à droite en entrant. Le Baroque le peignit en 1569; c'est un de ses plus capitaux et l'un de ceux qui ont le plus contribué à former sa réputation : malheureusement il a beaucoup souffert dans un moderne nettoyage exécuté en Italie par des mains malhabiles. Il a été gravé plusieurs fois.

[11.] *La Circoncision de Jésus-Christ.*

L'enfant nouveau-né vient de subir la douloureuse opération; tandis qu'un ministre du Temple le tient sur ses genoux, le prêtre étanche avec un linge le sang qui découle de la plaie. Derrière sont la Vierge et

1. Piot, n° 38. Enlevé en 1794, rendu en 1802, musée de Bruxelles. Oudevaere, n° 38.

2. Piot, n° 127. Enlevé en septembre 1795, rendu en 1815 à l'église paroissiale de Dixmude. Oudevaere, n° 198.

saint Joseph, son époux, et sur le devant un berger à genoux apportant un agneau pour offrande. La partie supérieure offre deux anges en adoration.

Ce tableau, peint par le Baroque, provient de l'oratoire de la confrérie du nom de Dieu à Pesaro; l'inscription : *FED. BAR. PINX. MDLXXX*, qu'on voit sur le prie-Dieu de la Vierge, nous apprend que le Baroque l'exécuta en 1580¹.

[12.] *L'Assomption de la Vierge.*

La Vierge sort glorieuse du tombeau et, portée sur des nuages et un groupe d'anges et de chérubins, s'élève vers le séjour céleste, vers lequel elle dirige ses regards. Les apôtres, restés en bas, expriment leur étonnement et leur admiration. Les uns observent avec surprise les fleurs que la Vierge a laissées dans son sépulcre; les autres la suivent des yeux dans la gloire; saint Pierre, à genoux et courbé vers la terre, rend grâces à Dieu de ce nouveau miracle.

Ce tableau, peint sur toile par Salvator Rosa, vient de l'église de Sainte-Victoire à Milan².

[13.] *L'Adoration des mages.*

La Vierge, derrière laquelle est saint Joseph, tient son fils debout posé sur sa crèche; un des rois lui baise avec respect le pied. Jésus répond à ses caresses et pose sa main sur sa tête : les deux autres rois admirent humblement la Vierge et son fils. Dans le haut du tableau, qui représente un escalier, on aperçoit des hommes de tout âge et de toute condition qui viennent rendre hommage au nouveau-né. Un soldat les empêche d'entrer en foule.

Ce tableau, peint sur toile par P.-P. Rubens, vient de la Belgique.

[14.] *La Gloire du paradis.*

Au milieu de la partie supérieure, Jésus-Christ, assis sur des nuages, tient d'une main le globe du monde et de l'autre accueille la Vierge, qui se présente agenouillée, à sa droite : le Saint-Esprit, sous la forme d'une colombe, plane au-dessus de sa tête et le Père éternel paraît au sommet de la gloire formée d'une gloire d'anges et de vierges, chantant les louanges du Seigneur.

Au-dessous, on voit la multitude innombrable d'élus de tout âge, de tout sexe et de toute condition, qui, les yeux fixés sur Jésus-Christ, le glorifient comme leur chef et leur modèle. Parmi ceux des premiers rangs, on distingue, à droite, saint Augustin, saint François et saint

1. Both de Tausia, n° 52; Villot, n° 60 bis : haut. 3^m74; larg. 2^m52. Exposé en l'an VII dans le grand salon du Louvre, donné en 1811 à Notre-Dame et rendu en 1862 au musée, d'après Both de Tausia, ce qui est en partie inexact, l'attribution à Notre-Dame est antérieure.

2. Dans la sacristie de Notre-Dame. Toile : haut. 3^m75; larg. 2^m45, sans cadre (*Inventaire des richesses d'art, Paris, monuments religieux*, p. 401).

Etienne; au milieu, saint Sébastien et, à gauche, saint Blaise, évêque, saint François de Paule et saint Paul.

Ce tableau, peint par le Guerchin, vient de Cento, près Bologne¹.

[15.] *Saint Bernardin de Sienne délivrant la ville de Carpi.*

L'ennemi marchait sur la ville de Carpi; saint Bernardin de Sienne, de l'ordre de Saint-François, se présente aux chefs de la troupe et, feignant de leur indiquer le chemin de la ville, les en détourne et la sauve ainsi de leur fureur.

La Vierge, environnée d'une gloire d'anges, occupe le haut du tableau.

Ce tableau, peint sur toile par Louis Carrache, provient de la galerie de Modène².

[16.] *Le Christ en croix.*

Au pied de la croix, saint François et la Madeleine sont en adoration; les anges, attristés, tiennent les instrumens funestes de la Passion. Le fond représente la ville de Jérusalem.

Ce tableau, peint sur toile par G. Crayer, vient des Capucins de Malines³.

CHRONIQUE DE L'ANNÉE 1922.

JANVIER.

1^{er} janvier. — Décret modifiant les limites de Versailles.

3 janvier. — Une délégation d'étudiants argentins, présentée par M. de Alvear, ministre de la République Argentine à Paris, est re-

1. N° 67 de l'*Exposition des tableaux de Lombardie* du 6 février-18 juin 1798. — La note dit en plus : sur toile, 10 pieds 10 pouces de haut sur 6 pieds 4 pouces, figure grandeur naturelle, vient de l'église du Saint-Esprit de Cento. Le Guerchin le peignit en 1612, âgé seulement de vingt-deux ans; c'est un des premiers ouvrages qu'il exposa à Cento, sa patrie, et au succès duquel il dut en grande partie les nombreuses occasions qu'il a eues depuis d'exciter son talent. La collection des dessins du Musée national possède une première pensée de cette composition dessinée à la plume sur papier lustré et rehaussé de blanc.

2. N° 34 de l'*Exposition des tableaux de Lombardie* du 6 février au 18 juin 1798. — Même description, la note fournit en plus les indications suivantes : 10 pieds 6 pouces de haut sur 6 pieds 11 pouces de large; les figures sont de grandeur naturelle; une première pensée de cette composition, avec des changements et dessinée à la sanguine et à la plume, existe parmi les dessins de la collection nationale.

3. Cf. Piot, n° 93 et 223, et Clément de Ris, t. I, p. 339.

cue, à la Sorbonne, par M. Appell, recteur de l'Académie de Paris.

12 janvier. — Inauguration de la salle Sylvestre, transférée, de la rue des Bons-Enfants, dans son nouveau local, rue Guénégaud, n° 9.

15 janvier. — Rétablissement du ponton de l'Hôtel-de-Ville (Bateaux parisiens).

19 janvier. — Mise en vigueur du nouveau tarif des omnibus et tramways.

— Adoption des nouvelles armoiries de la Ville de Paris, sur lesquelles figurent la croix de guerre et la croix de la Légion d'honneur.

22 janvier. — Inauguration, en présence du maréchal Foch, du monument aux morts pour la patrie, de l'école Saint-Louis-de-Gonzague.

26 janvier. — L'Académie française reçoit le buste d'Étienne Lamy, ancien secrétaire perpétuel, par Denys Puech.

— Manifestation organisée par la Ligue maritime et coloniale, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, en l'honneur du général Gouraud, haut commissaire de la République française en Syrie.

27 janvier. — Célébration, à la Sorbonne, dans le grand amphithéâtre de chimie, du jubilé de M. Le Chatelier.

28 janvier-5 février. — Premier Salon de motoculture, au Grand-Palais.

Janvier-février. — Pour fêter le troisième centenaire de la naissance de Molière, la Comédie-Française, du 7 janvier au 28 février, n'a pas donné moins de trente et une représentations uniquement composées de pièces du plus grand comique français. En outre, elle avait organisé, dans ses nouveaux locaux du Palais-Royal, une exposition moliéresque (bibliographique et iconographique) comprenant la plus importante réunion de signatures de Molière qui ait jamais été présentée. De son côté, la Bibliothèque nationale, rivalisant de zèle, avait exposé dans la galerie Mazarine un choix de volumes, gravures et autographes relatifs à Molière, empruntés aux départements des imprimés, des estampes et des manuscrits.

Ne pouvant mentionner tous les hommages rendus à Molière sur les différents théâtres de Paris, indiquons seulement : 14 janvier. Cérémonie dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne. — 15 janvier. Déjeuner offert aux délégués étrangers, à l'hôtel Claridge, par la Société des auteurs et compositeurs dramatiques. Soirée de gala à la Comédie-Française, offerte aux délégués étrangers par le gouvernement. — 16 janvier. Soirée de gala à la Comédie-Française, offerte à l'Université et aux grandes écoles par le gouvernement. — 17 janvier. Matinée de gala à l'Opéra. Réception des délégués étrangers à l'Hôtel-de-Ville. — 18 janvier. Matinée au Louvre, dans la salle des Cariatides, ancienne salle des Gardes, où Molière joua pour la pre-

mière fois devant le roi, à son retour à Paris, le 24 octobre 1658.
Réception des délégués étrangers au Cercle interallié. — 5 février.
Matinée à Saint-Germain-en-Laye. — 17 février. Service solennel
à l'église Saint-Roch. — 28 février. Bal Molière à l'Opéra.

FÉVRIER.

1^{er} février. — Rétablissement du ponton des Carrières (Bateaux parisiens).

2 février. — Don au Musée du Louvre par M. Fenaille d'une tapisserie représentant la bataille de Jarnac, acquise à la vente dépendant de la succession du comte de Reiset.

6 février. — Remise à M. Édouard Branly d'une dotation nationale de 218,253 fr. 85, produit de la souscription ouverte par *L'Écho de Paris*.

7 février. — Élection de M^{me} Curie, la première femme admise à l'Académie de médecine.

10 février. — Modification du terminus de la ligne de tramways 10 : Mairie (au lieu de Cimetière) de Saint-Ouen—Bastille.

11 février. — Modification du service des omnibus de nuit.

12 février. — Prolongement de la ligne d'omnibus AN : Porte Brancion—les Halles, jusqu'à Vanves (Lycée Michelet).

— Rétablissement du ponton du pont de Grenelle (Bateaux parisiens).

14 février. — Les chanteurs de la chapelle Sixtine se font entendre à l'Opéra et le lendemain à la Madeleine.

18 février. — Arrivée à Paris, par la gare de Lyon, du premier convoi de morts de l'armée d'Orient qui doivent être inhumés dans les cimetières de la région parisienne.

19 février. — Les Bretons de Paris, en costume national, rendent hommage à la tombe du soldat inconnu.

21 février. — La ligne d'omnibus AP : Avenue Jean-Jaurès—Gare d'Austerlitz, est prolongée jusqu'au marché de La Villette.

— La ligne d'omnibus R : Porte de Clichy—Hôtel-de-Ville, est prolongée jusqu'à la mairie de Clichy.

22 février. — Dîner offert, à l'Hôtel-de-Ville, par la municipalité de Paris à M. Benès, ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie.

25 février-2 avril. — Le XIII^e Salon des artistes décorateurs se tient pour la dernière fois au Musée des Arts décoratifs. Le XIV^e aura lieu au Grand-Palais.

26 février. — Aux Invalides, ouverture au public de l'exposition de 924 drapeaux dans la salle Turenne, qui devient la salle des Drapeaux.

Février. — Découverte, boulevard des Invalides, d'une inscription commémorative de la fondation d'une chapelle par les Frères mineurs de la Terre sainte.

— Mise en vente de la médaille commémorative de la Grande Guerre, instituée par la loi du 23 juin 1920.

MARS.

1^{er} mars. — Ouverture de la ligne d'omnibus A S : Porte de Saint-Cloud—Place de l'Étoile.

— Ouverture de la ligne d'omnibus P *bis* : Picpus—Gare Saint-Lazare. (Voir 25 septembre.)

— Rétablissement du ponton du pont de l'Alma (Bateaux parisiens).

— Cérémonie de l'orientation de la mosquée de l'Institut musulman, sous la présidence de M. Colrat, sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil. (Voir 19 octobre.)

4 mars. — Inauguration de la crèche du lycée Victor Duruy, rue du Cherche-Midi.

7 mars. — Représentation de gala à l'Opéra, à l'occasion du centenaire de la naissance de César Franck.

9 mars. — L'Académie française reçoit un nouveau don d'un million pour les dotations Cognacq-Jay.

— Inauguration du buste d'Augé de Lassus, par Allouard, à l'Institut d'histoire, de géographie et d'économie urbaines de la Ville de Paris

— Arrivée à Paris du comte Sforza, nouvel ambassadeur d'Italie.

12-14 mars. — Célébration dans la basilique du Sacré-Cœur du troisième centenaire de la canonisation de saint Ignace et de saint François Xavier.

14 mars. — Bal de la Légion d'honneur, à l'Opéra, au profit des œuvres de solidarité de la Légion d'honneur.

18 mars. — Inauguration, au Musée du Louvre, d'une exposition temporaire des objets trouvés dans les fouilles de Syrie.

19 mars. — Inauguration, à la Fondation Thiers, d'une inscription rappelant les noms des pensionnaires morts pour la France.

— Arrivée à Paris du shah de Perse.

— Rétablissement du ponton de Suresnes (Bateaux parisiens).

— Service solennel, à Saint-Roch, pour les morts de l'Argonne.

20 mars. — Arrêté ministériel classant la tour de Chappe, au Mont-Valérien.

22 mars. — Inauguration, à l'Institut du radium, en présence de M. le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, d'une nouvelle solution de radium.

24 mars. — Centenaire d'Henri Murger, né à Paris, rue Saint-Georges, n° 17, le 24 mars 1822.

27 mars. — La ligne d'omnibus A J : La Villette—Trinité, est prolongée d'une part jusqu'à la porte de la Villette, de l'autre jusqu'à l'Opéra.

— Rétablissement des pontons de Bellevue et de Saint-Cloud (Bateaux parisiens).

29 mars. — Inauguration du monument élevé à la mémoire des victimes de l'église Saint-Gervais. Quatrième anniversaire du bombardement (vendredi saint, 29 mars 1918).

Mars. — Achèvement de la décoration de la salle d'honneur des Invalides.

— Séjour à Paris de la reine des Belges. — Le 9, visite aux Invalides.

AVRIL.

1^{er} avril. — La ligne de tramways 101 : Romainville—Bastille, est prolongée jusqu'au Louvre, par les rues de Rivoli et Lobau et les quais de la rive droite.

— Le stationnement du tramway 6 : Cours de Vincennes—Louvre, est reporté de la rue du Louvre à la rue Berger.

— L'ouverture des Musées du Louvre, du Luxembourg et de Cluny est fixée de la façon suivante : du 1^{er} avril au 30 septembre, de 10 à 17 heures ; du 1^{er} octobre au 31 mars, de 10 à 16 heures.

— Une délégation palatinienne se rend sur la tombe du soldat inconnu.

2 avril. — Le hameau de Beauchamp est érigé en commune et rattaché au canton de Montmorency.

5 avril. — Inauguration par M. Strauss, ministre de l'Hygiène, d'une crèche rue Chomel.

6 avril. — Centenaire de l'œuvre de la Miséricorde, pour les pauvres cachés de la Ville de Paris.

— Réception, à la Maison des étudiants, de soixante étudiants écossais.

— Achèvement du tombeau de Rodin, à Meudon.

8 avril. — Modification de la ligne de tramways 22 : Montreuil—Louvre, entre la rue de Turbigo et le Louvre ; aller par les rues Baltard et du Pont-Neuf, retour par les rues du Louvre et Étienne Marcel.

— Mgr Cerretti, nonce apostolique, rend visite au président du Conseil municipal qui lui fait les honneurs de l'Hôtel-de-Ville.

12 avril. — Décret qui fixe à deux francs-papier l'équivalent du franc-or servant à établir les taxes télégraphiques internationales.

13 avril. — Les étudiants de l'Université d'Edimbourg déposent

une couronne au pied du monument élevé, à la Sorbonne, à la mémoire des étudiants français morts pour la patrie.

17 avril. — Rétablissement du ponton de Billancourt (Bateaux parisiens).

— Établissement d'un service de bateaux : Tuileries—Champ de courses de Longchamp, avec arrêt au pont de l'Alma.

18-22 avril. — Congrès international de l'enseignement ménager, rue de Varenne, n° 65.

19 avril. — Arrivée à Paris d'une centaine d'instituteurs d'Alsace et de Lorraine. — Le 21, conduits par M. l'abbé Wetterlé, ils visitent le palais de Versailles.

— Congrès national de l'Association amicale des anciens combattants de l'enseignement supérieur et de l'enseignement secondaire publics, tenu, dans la salle des Actes, à l'École normale supérieure.

— La démolition proprement dite du tunnel des Batignolles, qui avait été précédée de travaux préparatoires, commence aujourd'hui.

20 avril. — Inauguration d'une exposition d'art japonais au Grand Palais, Salon de la Société nationale.

— Arrivée à Paris de la Mastreechter-Staar, l'importante société chorale hollandaise.

22 avril. — La municipalité parisienne reçoit à l'Hôtel-de-Ville : la Société chorale « l'Étoile » de Maëstricht, les membres du troisième Congrès international de l'enseignement ménager et une délégation d'instituteurs et d'institutrices d'Alsace et de Lorraine.

25 avril. — Arrivée à Paris d'une délégation de la municipalité de Christiania. — Le 28, elle se rend à Versailles.

25 avril-2 octobre. — Première exposition de télégraphie sans fil, installée au Champ-de-Mars.

30 avril. — Inauguration, au Panthéon, d'une inscription à la mémoire de Guynemer.

— Arrivée à Paris du roi des Yougoslaves.

— Pose et bénédiction, par Mgr Gibier, évêque de Versailles, de la première pierre de la future église du Raincy, élevée à la mémoire des vainqueurs de l'Ourcq.

Avril. — Pose des médaillons de Jules Cosnard et d'Émile Level, anciens maires, dans l'escalier de la mairie du XVII^e arrondissement.

— Installation à la Préfecture de police d'un poste de télégraphie sans fil.

— Congrès des proviseurs et directeurs de lycées, tenu au lycée Louis-le-Grand.

— Exposition consacrée aux animaux dans l'art chinois, ouverte au Musée Cernuschi.

— M^{me} Bertrand-Maillefer, née Baudelocque, complète ses libéra-

lités en faveur de l'Institut Pasteur par un legs de dix mille francs de rente.

Avril. — Exposition des œuvres acquises par la manufacture de Sèvres, en 1921, aux céramistes les plus réputés.

Mai.

1^{er} mai. — La ligne d'omnibus M : Buttes-Chaumont—Palais-Royal est prolongée, par la rue de Rivoli, l'avenue Paul Déroulède, le Pont-Royal et le quai d'Orsay, jusqu'à la gare des Invalides.

2 mai. — Fête du muguet. La reine, partie de Rambouillet le matin, arrive aux Halles à deux heures de l'après-midi.

3 mai. — Funérailles de M. Paul Deschanel, ancien président de la République, décédé le 28 avril.

— A Notre-Dame, sacre de Mgr Chaptal, ancien curé de Notre-Dame du Travail, auxiliaire de l'archevêque de Paris depuis le mois de mars.

— Le service des bateaux parisiens est suspendu par suite de la crue de la Seine.

4 mai. — Messe solennelle, en présence du cardinal-archevêque de Paris, dans la chapelle des Missions étrangères, rue du Bac, pour célébrer le centenaire de l'œuvre de la Propagation de la Foi.

— Inauguration, sur la place Saint-Sulpice, d'une reconstitution de la foire Saint-Germain au xv^e siècle.

7 mai. — Inauguration, au collège Stanislas, du monument, œuvre du statuaire Firmin Michelot et de l'architecte Closson, élevé à la mémoire des anciens élèves morts pour la France.

— La chapelle de secours de Saint-Joseph des Quatre-Routes, sur la paroisse d'Asnières, est érigée en paroisse, sous le même vocable.

8 mai-15 juin. — Exposition de livres à figures du xv^e siècle, organisée à la bibliothèque Sainte-Geneviève.

9 mai. — Inauguration, par le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, de l'exposition des œuvres de Prud'hon, organisée au Musée des Beaux-Arts de la Ville de Paris et ouverte au public jusqu'au 25 juin.

— M. Millerand, président de la République, rentre à Paris après un voyage au Maroc, en Algérie, en Tunisie et en Corse, et est reçu à la gare de Lyon.

— Incendie du Casino de Paris.

10 mai. — Inauguration du square Jules Ferry.

11 mai. — Inauguration de l'exposition des Maréchaux, organisée, au Palais de la Légion d'honneur, par la « Sauvegarde de l'Art français ».

13 mai. — A l'occasion de l'ouverture des Salons, banquet de l'Union des architectes français et britanniques.

14 mai. — Ouverture de la ligne d'omnibus EA : Le Bourget-Dugny-Drancy.

— A l'Hôtel-de-Ville, salle Saint-Jean, remise de la médaille de la Famille française, par M. Paul Strauss, ministre de l'Hygiène.

— Célébration de la première fête en l'honneur de Jeanne d'Arc depuis sa canonisation.

— A l'Institution nationale des sourds-muets, célébration du centenaire de la mort de l'abbé Sicard, successeur de l'abbé de l'Épée.

15-21 mai. — Grande semaine du printemps, organisée par les commerçants de l'avenue de l'Opéra.

16 mai. — Inauguration, au Musée Galliera, de l'exposition de la dentelle et de la broderie modernes.

20 mai. — Inauguration du monument, œuvre du sculpteur Jean Boucher, élevé dans la cour Wagram, à l'École de Saint-Cyr, à la mémoire des cinq mille Saint-Cyriens morts pour la France pendant la guerre.

21 mai. — Rétablissement du ponton de Sèvres (Bateaux parisiens).

22 mai. — Arrivée à Paris de M. Bratiano, président du Conseil de Roumanie, chef de la délégation roumaine à la conférence de Gênes. — Le 24, un banquet lui est offert à l'hôtel Lutetia.

25 mai. — Au Trocadéro, gala de téléphonie et de télégraphie sans fil, organisé par le Radio-Club de France, pour le monument aux morts de la Marine.

— « Journée des paysages », organisée, à Saint-Cloud, par la Société pour la protection des paysages de France.

— Dans une fête, à Saint-Mandé, les cheminots élisent leurs reines, une par réseau.

27 mai. — Au théâtre Sarah Bernhardt, commémoration de François Coppée dans une représentation de gala organisée par la Société « Les Amis de François Coppée ».

27 mai-25 juillet. — Au Musée des Arts décoratifs, exposition consacrée au décor de la vie sous le Second Empire.

28 mai. — Inauguration du stade d'éducation physique de Saint-Maur-les-Fossés. (Voir 8 octobre.)

29 mai. — Inauguration au Val-de-Grâce, en présence du Président de la République, du monument du statuaire G. Broquet : *Dans les boues de la Somme*, rappelant le souvenir des neuf mille brancardiers tués pendant la guerre, et de deux tables de marbre noir portant, avec une dédicace collective aux officiers du service de santé, brancardiers, infirmiers et infirmières tombés au champ

d'honneur, les noms des cent quarante-sept officiers du service actif : médecins, pharmaciens, officiers d'administration, tués à l'ennemi ou emportés par des maladies contractées aux armées.

29 mai. — Réception à l'Elysée, par le Président de la République, d'une délégation de jeunes Américains venus en France pour un voyage d'études.

— Inauguration, à l'hôpital Saint-Michel, rue Olivier-de-Serres, n° 33, des nouveaux bâtiments dus à la libéralité du baron et de la baronne Pierre de Gunsbourg.

— Arrivée à Paris de soixante danseuses cambodgiennes qui doivent prendre part au bal colonial donné à l'Opéra le lendemain.

30 mai. — « Memorial Day » consacré par les États-Unis au culte des soldats morts pour la patrie. Salut des soldats français et américains à la tombe du soldat inconnu; visite des cimetières où reposent des soldats américains; manifestation franco-américaine au cercle de l'Union interalliée.

— Célébration, dans le grand amphithéâtre de la Faculté de médecine, sous la présidence de M. Strauss, ministre de l'Hygiène, du centenaire de la thèse de Bayle sur la paralysie générale, sa cause et ses symptômes.

31 mai. — Réception par M. Paul Appell, recteur de l'Académie de Paris, de M. Tille, doyen de la Faculté des lettres de l'Université tchèque de Prague.

Mai. — Délivrance à la Bibliothèque nationale d'environ deux mille volumes légués par la baronne Salomon de Rothschild. (Voir 22 décembre.)

— Acceptation du legs fait à l'École pratique des hautes études (sciences philologiques et historiques), par M^{me} Désiré Delamarre, d'une somme de 100,000 francs et de la bibliothèque de son fils.

— La bibliothèque du Conservatoire de musique et de déclamation s'enrichit d'un grand nombre de partitions léguées par MM. Albert Cahen d'Anvers et Vincent, et du manuscrit complet des *Vèpres siciliennes* de Verdi.

— Achat, par M^{me} Jules Henner, nièce du peintre, de l'ancien hôtel de Guillaume Dubufe, avenue de Villiers, n° 43, pour y installer un musée Henner qu'elle a l'intention d'offrir à l'État.

— Mise en adjudication des deux maisons (l'une mauresque, l'autre Renaissance) de l'avenue de Friedland, nos 37 et 39, ayant appartenu à Arsène Houssaye.

— Exposition des « Cent portraits », au cercle de l'Union interalliée, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 33.

— Voyage à Paris de cent deux maires lorrains, de Metz et des environs. Reçus à l'Hôtel-de-Ville le 27, ils visitent le lendemain

le château de Versailles; le 29, banquet au palais d'Orsay, sous la présidence de M. Raymond Poincaré.

Mai — Un groupe d'étudiants et de lycéens alsaciens, appelé à Paris par la Renaissance française en Alsace et en Lorraine, reçoit l'hospitalité au lycée Louis-le-Grand.

JUIN.

1^{er} juin. — La ligne de tramways 9 : La Chapelle—Jardin des Plantes, est prolongée de La Chapelle à Saint-Denis (barrage), en empruntant l'itinéraire de la ligne 48.

— Inauguration, sous la présidence de M. Paul Appell, recteur de l'Académie de Paris, du monument aux morts pour la patrie du lycée Charlemagne, œuvre de deux anciens élèves du lycée : MM. Boissonnade, statuaire, et Grandjean, architecte.

— Ouverture, à la Faculté de médecine, du Congrès d'hygiène mentale.

— Banquet offert à M. Rothlisberger, directeur des Bureaux internationaux de la propriété industrielle et de la propriété littéraire et artistique, dont le siège est à Berne, par l'Association littéraire et artistique internationale.

2 juin. — Au pont de Colombes, à Courbevoie, deux wagons d'un train de marchandises tombent dans la rue de Colombes.

3 juin. — Réception, à l'Hôtel-de-Ville, des conseillers communaux belges.

6 juin. — Inauguration de la « Semaine de la monnaie », au Conservatoire des arts et métiers.

— Les « reines » de Belgique, accompagnées des membres du Comité des fêtes franco-belges, sont reçues à l'Hôtel-de-Ville.

6-10 juin. — Séjour à Paris d'une délégation composée d'une cinquantaine de prêtres alsaciens. — Le 8, elle est reçue à l'Hôtel-de-Ville.

7 juin. — Concert donné, à la salle Gaveau, par le violoniste polonais Bronislaw Huberman.

10 juin. — *Te Deum* à Notre-Dame, avec le concours de la garde républicaine, en mémoire des héros tombés pour la patrie.

— Représentation de gala à l'Opéra, à l'occasion de la clôture des travaux du Congrès des employés de chemins de fer.

11 juin. — Inauguration d'une plaque commémorative sur la maison habitée par Alfred de Musset, de 1824 à 1839, rue de Grenelle, n° 59.

— Commémoration, dans la basilique de Saint-Denis, du huitième centenaire de la bénédiction abbatiale de Suger comme abbé de Saint-Denis.

— Inauguration d'une école israélite de jeunes filles à Versailles.

13-17 juin. — Visite des édiles scandinaves (suédois et danois) à Paris. — Le 15, ils sont reçus à l'Hôtel-de-Ville.

14 juin. — Inauguration, aux Gobelins, par M. le Directeur des Beaux-Arts, d'une exposition d'anciennes tapisseries et de tapisseries modernes exécutées depuis 1908.

— Dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, sous la présidence du prince Roland Bonaparte, manifestation en l'honneur de M. Camille Flammarion (né le 26 février 1842) dont on fête les quatre-vingts ans.

— Arrêté ministériel classant, au Mont-Valérien, le bâtiment de 1812 avec fronton et colonnes, dévolu à l'Office météorologique, ainsi que la partie nord du cimetière avec l'escalier qui s'y trouve.

15 juin. — Ouverture d'une nouvelle exposition d'art et d'histoire au château de la Malmaison.

16-23 juin. — Réunion du Comité d'union latine, fondé en 1920.

17 juin. — Inauguration, au cimetière Montparnasse, du monument d'Émile Faguet.

18 juin. — Ouverture de la ligne de tramways 18 : Porte de Saint-Cloud—Saint-Sulpice.

— Inauguration des agrandissements de la mairie du Perreux (Seine) et d'un square public.

19 juin. — Réception, par le corps diplomatique américain, de M. de Alvear, nommé président de la République Argentine. (Voir 16 août.)

20 juin. — Le cardinal Mercier visite l'Hôtel-de-Ville, dont les honneurs lui sont faits par le président du Conseil municipal.

— A la Sorbonne, manifestation nationale en l'honneur de Gabriel Fauré, avec le concours de la Société des concerts et des chœurs du Conservatoire.

21 juin. — Inauguration, au lycée Lakanal, sous la présidence de M. Paul Appell, recteur de l'Académie de Paris, d'une plaque à la mémoire des élèves du lycée morts pour la patrie.

— Au Musée Guimet, exposition de peintures et aquarelles, exécutées au cours d'une mission en Égypte par le peintre Barbot, données par M. René Philippon.

22 juin. — Fête à la gloire de la cavalerie française, organisée au château de Madrid, sous la présidence de la comtesse de Galard.

22-24 juin. — Un touriste amateur, M. Brandet, parti du palais de l'Automobile, arrive à Varsovie en quarante-trois heures, après un parcours sans arrêt.

23 juin. — A l'École des Beaux-Arts, séance de clôture du Congrès des architectes français, qui s'était ouvert à Strasbourg le 19 juin.

— Les collègues, les amis, les anciens élèves de M. Gustave Lanson, réunis à l'École normale supérieure, lui offrent les *Mélanges* composés en souvenir de son long enseignement.

24 juin. — Arrivée à Paris de l'empereur d'Annam, S. M. Khai Dinh, dont les appartements sont préparés au ministère des Colonies. L'après-midi, il est reçu à l'Hôtel-de-Ville.

— Grande fête militaire, au champ de courses de Vincennes, au profit de divers monuments commémoratifs de la guerre.

— Bal du Grand Prix à l'Opéra, au bénéfice de l'Association des infirmières visiteuses de France.

25 juin. — Inauguration, à Chatou, du monument à la mémoire de Maurice Berteaux, ancien ministre de la Guerre.

28 juin. — La *Cantoria* des orphelins de la guerre se fait entendre à la Sainte-Chapelle.

Juin. — Inauguration du nouveau Musée de la manufacture des Gobelins.

— Disparition des derniers vestiges de la maison où les généraux Leconte et Clément Thomas ont été fusillés le 18 mars 1871, rue des Rosiers, n° 6 (actuellement rue du Chevalier-de-La-Barre, n° 36).

JUILLET.

1^{er} juillet. — Inauguration, à Fontenay-aux-Roses, de l'École roumaine de Paris. Conçue sur le plan des Écoles françaises d'Athènes et de Rome, elle doit recevoir douze élèves choisis parmi les licenciés des universités de Roumanie.

— Inauguration, dans une propriété offerte par M. et M^{me} Rodrigues-Ély, de la nouvelle pouponnière de Fontenay-sous-Bois (Seine).

2 juillet. — Inauguration, à l'École vétérinaire d'Alfort, du monument élevé à la mémoire du professeur Colin.

4 juillet. — Les *Naval Architects* tiennent leur réunion annuelle à la Sorbonne.

4-7 juillet. — Visite de pasteurs alsaciens et lorrains à Paris. — Le 4, réception à l'Hôtel-de-Ville.

5 juillet. — Inauguration de la grande usine centrale électrique de Gennevilliers (Seine).

6 juillet. — Ouverture, à l'École de médecine, du Congrès de la protection maternelle et infantile. Réception à l'Hôtel-de-Ville.

9 juillet. — Arrivée à Paris, par la gare de Lyon, des chefs noirs (Soudan, Sénégal, Mauritanie, Dahomey, côte d'Ivoire et Guinée); ils sont logés au bastion de la Muette.

— Fête de Sylvie et de Gérard de Nerval à Loisy, Mortefontaine et Ermenonville.

— Fête de l'asperge à Argenteuil.

10 juillet. — M. Naudin, préfet du Nord, est nommé préfet de police en remplacement de M. Leullier, décédé le 5 juillet.

11 juillet. — Distribution des prix du Concours général entre les élèves des lycées de Paris et des lycées des départements, supprimé depuis vingt ans.

— Célébration, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, du double centenaire de la fondation de la Société asiatique et du déchiffrement des hiéroglyphes par Champollion. — Le 12, inauguration d'une inscription commémorative au Musée égyptien du Louvre. — Le 13, réception à l'Hôtel-de-Ville.

— Dans le salon de la direction des Beaux-Arts, au Palais-Royal, première assemblée générale de la Société française d'expansion et d'échanges artistiques, sous la présidence de M. le Directeur des Beaux-Arts.

12 juillet. — Remise, par le maréchal Fayolle, de la croix de guerre au drapeau de l'École polytechnique.

14 juillet. — Revue des troupes à Longchamp, la première depuis 1914. Remise, par le Président de la République, du bâton de commandement aux maréchaux Fayolle et Franchet d'Esperey.

— L'affranchissement des cartes postales illustrées est réduit à dix centimes.

16 juillet. — Inauguration, à Orly (Seine), de la cité-jardins où sont logées plus de deux cents familles.

— Inauguration, à Ris-Orangis (Seine-et-Oise), de l'établissement de cure d'air du sanatorium des cheminots, installé dans les bâtiments de l'ancien hôpital canadien Johnston Reckitt.

18 juillet. — A partir de ce jour, il est perçu un droit d'entrée dans les Musées de l'Etat.

19 juillet. — Ouverture, dans le grand amphithéâtre de la Faculté de médecine, du dixième Congrès international d'otologie. — La veille, réception à l'Hôtel-de-ville.

22 juillet. — Inauguration de la crèche municipale de Gennevilliers (Seine).

24 juillet. — La ligne de tramways 29 : La Villette—Saint-Sulpice, est prolongée, par la rue de Rennes, jusqu'à la gare Montparnasse.

25 juillet. — Réception, à l'Hôtel-de-Ville, des membres du Congrès international des boys-scouts.

28 juillet. — Le thermomètre monte à 37 degrés.

29 juillet. — La Salle du Jeu de Paume, aux Tuileries, transformée en annexe étrangère du Musée du Luxembourg, est ouverte au public.

30 juillet. — Un premier auto-cab circule sur les boulevards.

— Un vol de papillons nocturnes, entièrement blancs, s'abat à Nogent-sur-Marne.

Juillet. — Les deux écoles Bernard-Palissy et Germain-Pilon sont

réunies en une seule, sous le nom d'École générale des arts appliqués, rue Dupetit-Thouars, n° 11.

Juillet. — Fermeture de la pâtisserie l'ascati, boulevard Montmartre, n° 21.

Août.

2 août. — A l'Hôtel-de-Ville, réception d'une délégation des élèves-maîtres des écoles normales d'Alsace et de Lorraine.

— Arrivée à Paris de la « Good Will Delegation », composée d'une centaine de femmes américaines désignées par le vote de leurs concitoyens pour faire, en France, un voyage d'études qui doit durer un mois. — Le 22 août, de retour à Paris, les membres de la délégation sont reçus à l'Hôtel-de-Ville.

5 août-10 septembre. — Exposition, au Musée des Arts décoratifs, d'œuvres décoratives de G.-L. Jaulmes et de photographies de sculptures monumentales françaises des ^{xiii}e et ^{xiv}e siècles.

6 août. — Fête militaire, au polygone de Vincennes, au profit de la caisse de secours de l'Union des aveugles de la guerre et des officiers mutilés.

8 août. — Réception, à l'Hôtel-de-Ville, d'une délégation d'étudiants et étudiantes esthoniens.

10 août. — Réception, à l'Hôtel-de-Ville, d'une délégation de la municipalité de Chicago.

12 août. — Inauguration, place de l'Hôtel-de-Ville, d'une exposition de matériel des pompiers. — Le 3 septembre, Congrès de la Fédération nationale des pompiers.

— Arrivée à Paris des délégués des diverses sections des « Amitiés françaises » de Belgique. — Le 13, un banquet de six cents couverts leur est offert à Versailles, sur la terrasse de l'Orangerie.

13 août. — Arrivée à Paris de quarante représentants de l'« American Legion ».

16 août. — Réception, à l'Hôtel-de-Ville, de M. de Alvear, président de la République Argentine.

20 août. — Au carrefour formé par le croisement de la rue de Rivoli et du boulevard de Sébastopol, nouvel essai pour régulariser la circulation au moyen de gardes municipaux à cheval.

27 août. — Remise d'un drapeau, donné par les Dames de France, à la section de l'U. N. C. (Union nationale des combattants) de Beaumont-sur-Oise (Seine-et-Oise).

28 août. — Les deux lignes de tramways 26 (Cours de Vincennes—Saint-Augustin) et 33 (Mairie du ^{xv}e—Gare du Nord) sont réunies en une seule, sous le n° 26 : Cours de Vincennes—Saint-Augustin—Mairie du ^{xv}e.

— La ligne de tramways 28 : Montrouge—Saint-Augustin, est pro-

longée jusqu'à la gare du Nord, par les rues Saint-Lazare, de Châteaudun et La Fayette, sous le nom de : Montrouge—Saint-Augustin—Gare du Nord.

29 août. — Tentative de grève générale à Paris et dans la banlieue; elle n'est effective que pour quelques corporations : terrassiers, postiers, chauffeurs de taxis.

Août. — Essai des kiosques-vigies installés sur les boulevards pour diriger la circulation des voitures.

Août. — Cinquantenaire de l'ondulation inventée par le coiffeur Marcel.

SEPTEMBRE.

5 septembre. — Ouverture, au Louvre, d'une salle où sont exposées les nouvelles acquisitions du Musée.

7-10 septembre. — A Saint-Cloud, fête commémorative du quatorzième centenaire de la naissance de Clodovald [saint Cloud], petit-fils de Clovis et de sainte Clotilde.

11 septembre. — Ouverture de la ligne d'omnibus *N bis* : Église de Belleville—Louvre.

12 septembre. — Inauguration de l'Exposition de l'apprentissage et du travail dans l'Orangerie du palais de Versailles.

12-20 septembre. — Séjour à Paris d'un groupe d'étudiants italiens. — Le 20, réception à l'Hôtel-de-Ville.

21 septembre. — Ouverture de la ligne d'omnibus *A T* : Saint-Augustin—Place Voltaire.

25 septembre. — Ouverture de la ligne d'omnibus *A U* : Gare Saint-Lazare—Porte de Picpus, qui remplace la ligne *P bis*. (Voir 1^{er} mars.)

26 septembre. — Réception, à l'Hôtel-de-Ville et à la Sorbonne, de cent soixante étudiants roumains.

26-30 septembre. — Séjour à Paris de représentants de la Presse alsacienne-lorraine. — Le 29, réception à l'Hôtel-de-Ville.

OCTOBRE.

2 octobre. — Un drapeau brodé par les jeunes filles de la Nouvelle-Orléans est remis à la municipalité de Paris par M. André Lafargue, avocat-conseil du Consulat de France, conseiller municipal honoraire de Paris depuis 1919.

3 octobre. — A la Comédie-Française, célébration du centenaire d'Edmond Got, né le 1^{er} octobre 1822.

5 octobre. — M. Julliard est nommé préfet de la Seine en remplacement de M. Autrand, admis à faire valoir ses droits à la retraite. (Voir 3 novembre.)

7 octobre. — La Banque de France reçoit des lingots d'or d'une valeur de douze millions de livres sterling donnés en garantie à la Banque d'Angleterre, en 1916, pour l'escompte de bons du Trésor français d'une valeur triple qui, du 3 au 20 septembre, viennent d'être remboursés.

8 octobre. — Inauguration, au cimetière du Père-Lachaise, d'un monument à la mémoire des soldats belges morts en France pendant la guerre. Le matin, un service religieux à la mémoire des combattants avait été célébré à l'église belge de la rue de Charonne.

— Inauguration de la salle de gymnastique et du stand de tir qui complètent le stade de Saint-Maur-les-Fossés. (Voir 28 mai.)

9 octobre. — Prolongement, à titre d'essai, de la ligne d'omnibus A L : Porte d'Asnières—Gare Montparnasse, jusqu'à la porte de Châtillon.

12 octobre. — Inauguration, à Luna-Park, de la première exposition des Arts de la coiffure et de la parfumerie.

13 octobre. — Réception, à la Faculté de médecine, de M. de Castro, doyen de la Faculté de médecine de Rio-de-Janeiro, délégué du Brésil à la Société des Nations.

— Réception, à l'Hôtel-de-Ville, des membres du Congrès de médecine, conduits par le professeur Fernand Widal.

14 octobre. — Deux jeunes éléphants, Lili et Loulou, arrivent à la ménagerie du Jardin des Plantes.

16 octobre. — Prolongement de la ligne d'omnibus Y : Grenelle—Porte Saint-Martin, jusqu'à l'extrémité de l'avenue Félix Faure.

— Une première voiture mixte de wagons-couchettes de deuxième et troisième classes est attelée au train 501 de Paris à Brest.

19 octobre. — Pose, en présence du maréchal Lyautey, de la première pierre de la mosquée de l'Institut musulman de Paris, place du Puits-de-l'Ermite. (Voir 1^{er} mars.)

20 octobre. — Troisième centenaire de l'érection du diocèse de Paris en archevêché.

22 octobre. — Modification de la ligne de tramways 29 A : La Villette—Gare de l'Est—Gare Montparnasse.

— Modification de la ligne de tramways 29 B : Pré-Saint-Gervais—Gare de l'Est—Saint-Sulpice.

— Au cimetière Montmartre, commémoration du cinquantième anniversaire de la mort de Théophile Gautier. — Le 23, les membres de l'Association de la critique dramatique et musicale inaugurent à l'Opéra, sur le piédestal du buste de Théophile Gautier, une plaque de bronze portant l'inscription suivante : « A la mémoire glorieuse du Maître. »

23 octobre. — Prolongement de la ligne d'omnibus Q : Plaisance—Hôtel-de-Ville, jusqu'au boulevard des Filles-du-Calvaire, par les rues de Rivoli, Saint-Antoine, de Turenne et Commines.

23 octobre. — Réception, à l'Hôtel-de-Ville, des membres de l'Association « Fomento de los Artes decoratives » de Barcelone.

24 octobre. — A Montmartre, dans un banquet auquel assistent l'amiral Guépratte et le général Lagrue, on fête la nomination au grade de chevalier de la Légion d'honneur de M^{me} Laurentine Proust, l'héroïne de Châteaudun en 1870.

27 octobre. — Inauguration de la première exposition de la Décoration française contemporaine, organisée par les industries d'art au Musée des Arts décoratifs, et ouverte au public du 28 octobre au 17 décembre.

31 octobre. — Inauguration, à l'Hôtel-de-Ville, des plaques portant les noms des neuf cent cinquante-deux fonctionnaires et agents de la préfecture de la Seine tombés au champ d'honneur.

Octobre. — Exposition des combustibles liquides, installée sur l'esplanade des Invalides.

— Les orangers des Tuileries, pour lesquels il n'y a plus de place à l'Orangerie, sont transportés à Versailles où ils resteront, leur voyage étant très coûteux.

NOVEMBRE.

1^{er} novembre. — Prolongement, jusqu'à la porte de Neuilly, de la ligne d'omnibus D : Porte des Ternes—Filles-du-Calvaire.

— Ouverture de la ligne d'omnibus A F : Grandes-Carrières—Gare Montparnasse.

— Rétablissement de l'itinéraire de la ligne de tramways 3 A : Vincennes—Louvre, par la porte de Saint-Mandé.

— Prolongement, jusqu'au château de Vincennes, de la ligne de tramways 6 : Cours de Vincennes—Louvre.

— La ligne de tramways 14 : Champ-de-Mars—Bastille, est prolongée jusqu'à la porte de Vincennes.

2 novembre. — Promulgation de la loi qui autorise le Muséum d'histoire naturelle à percevoir un droit d'entrée dans ses différents services, sauf les jeudis, dimanches et jours fériés. L'accès du jardin demeure gratuit.

— Cérémonie à la Sorbonne pour l'inauguration de quatre tables de marbre rouge portant les noms des professeurs et anciens élèves de la Faculté des lettres morts pour la patrie.

3 novembre. — A l'Hôtel-de-Ville, M. Autrand, ancien préfet de la Seine, reçoit la médaille d'or de la Ville de Paris. (Voir 5 octobre.)

— Inauguration d'une bibliothèque populaire rue Fessart, n° 6.

4-8 novembre. — Célébration, dans les divers temples de Paris, de la fondation de la Société des missions évangéliques de Paris.

6 novembre. — La ligne d'omnibus X : Vaugirard—Gare Saint-

Lazare, est prolongée jusqu'aux abattoirs de Vaugirard. Toutefois, le terminus actuel (rue Gerbert) est maintenu pour certaines voitures, et le service entre la rue Gerbert et les abattoirs est supprimé après vingt heures.

6 novembre. — Inauguration, par le ministre de l'Instruction publique, de la collection mexicaine donnée au Musée d'ethnographie du Trocadéro par M. Auguste Genin.

— Inauguration des Concerts Radiola, par T. S. F., organisés par la Société française radio-électrique.

7 novembre. — Expériences relatives à la protection de la scène contre l'incendie, faites rue Haxo, à la caserne des sapeurs-pompiers.

8 novembre. — Les stations suivantes de la section en exploitation de la ligne 9 du chemin de fer métropolitain sont ouvertes au public : Trocadéro, Pompe, La Muette, Ranelagh, Jasmin, Michel-Ange-Auteuil, Michel-Ange-Molitor, Exelmans.

9 novembre. — Inauguration, au Palais-Bourbon, de deux plaques commémoratives portant les noms des seize députés et des vingt employés de la Chambre morts pour la France pendant la dernière guerre.

11 novembre. — Inauguration, à l'ambassade d'Angleterre, d'une plaque à la mémoire des membres de la colonie anglaise de Paris tués pendant la guerre.

— Inauguration, en présence du Président de la République, du monument de l'armistice élevé dans la forêt de Compiègne à 1,500 mètres de la gare de Rethondes. — Le gardien du monument, M. René Compain, grand mutilé de la guerre, décoré de la médaille militaire et chevalier de la Légion d'honneur, habite dans le voisinage à Trosly-Breuil.

11 et 12 novembre. — Courses, à l'aérodrome du Bourget, pour le grand prix des avions de transport.

12 novembre. — Messe solennelle, dans la chapelle des Invalides, pour commémorer l'armistice. La cérémonie est présidée par Mgr Chaptal, évêque auxiliaire de Paris.

— Inauguration, au bois de Vincennes, d'un stade suisse organisé par les sociétés sportives suivantes : Société de gymnastique, Société de tir, Union sportive.

— A Chantilly, près du bâtiment qui, pendant deux ans, fut le siège du grand quartier général, inauguration du monument à la mémoire des enfants de la ville tués pendant la guerre.

13 novembre. — Ouverture du nouveau marché couvert Lariboisière.

19 novembre. — Arrivée à Paris et réception des membres de l'Association générale de la Presse belge par l'Association profession-

nelle de la Presse républicaine; le soir, banquet de deux cent cinquante couverts au Cercle interallié. — Le 20, réception à l'Hôtel-de-Ville; déjeuner à la Maison des Journalistes.

19 novembre. — Au cimetière de La Ferté-Alais (Seine-et-Oise), inauguration, par le maréchal Franchet d'Esperey, du monument à la mémoire de l'intendant général Thoumazou.

20 novembre. — Inauguration, à l'hôpital Tenon, par le ministre de l'Hygiène, d'un nouveau service pour le traitement par le radium.

23 novembre. — Nomination de M. Albert Besnard à la direction de l'École des Beaux-Arts, en remplacement de M. Léon Bonnat, décédé.

— Inauguration, au collège Stanislas, du monument en marbre, œuvre du sculpteur Armand Roblot, élevé par souscription à la mémoire de Georges Guynemer, ancien élève du collège.

23-26 novembre. — Célébration, à la Sorbonne, du cinquanteaire de la fondation des Écoles normales d'institutrices. — Le 23, pose d'une plaque commémorative sur l'École normale d'institutrices de Paris et du département de la Seine, boulevard des Batignolles, n° 56. — Le 25, réception à l'Hôtel-de-Ville. — Le 26, un banquet suivi d'un bal termine les fêtes.

25 novembre. — Rentrée de l'Université de Paris. Promotion de dix nouveaux docteurs *honoris causa* : MM. Édouard Benès, ministre des Affaires étrangères de la République tchécoslovaque; Lawrence Lowell, président de l'Université Harvard; Elihu Root, ancien secrétaire d'État aux États-Unis; docteur Bordet, professeur à l'Université de Bruxelles; docteur Ehlers, professeur à l'Université de Copenhague; Lugeon, professeur à l'Université de Lausanne; Michelson, professeur à l'Université de Chicago; Masaryk, président de la République tchécoslovaque, professeur à l'Université de Prague; Henri Pirenne, professeur à l'Université de Gand; Pio Rajna, professeur à l'Université de Florence. Le soir, un banquet était offert aux nouveaux docteurs *honoris causa* par M. Appell, recteur, et le conseil de l'Université.

26 novembre. — Au Musée du Louvre, ouverture de deux salles dans lesquelles les pastels de La Tour, appartenant à l'École de dessin de Saint-Quentin, sont présentés d'une façon nouvelle.

27 novembre. — Prolongement, jusqu'à la place d'Italie, de la ligne d'omnibus AO : Porte de La Chapelle—Gare de Lyon.

— Vente aux enchères, au profit de la caisse de l'Union des Artistes, à la librairie Stock, de quelques livres ayant appartenu à Mounet-Sully et à Paul Mounet.

Novembre. — M. Édouard Tuck fait don au Muséum de sa collection de pierres précieuses provenant de Madagascar.

DÉCEMBRE.

2 décembre. — Inauguration, au Palais de Justice, dans la salle des Pas-Perdus, d'un monument en marbre blanc, œuvre du sculpteur Bartholomé, élevé à la mémoire des membres de la famille judiciaire : magistrats, avoués et avocats, morts pour la France.

3 décembre. — Grève des patrons boulangers. Mille neuf cent soixante et onze boulangeries (sur deux mille soixante-sept) ferment leurs portes le samedi 2, dans l'après-midi, et le dimanche 3. Des poursuites judiciaires ayant été ordonnées contre les dirigeants du syndicat patronal, les boulangeries sont ouvertes dès le lendemain.

— Ouverture du seizième Congrès des Sociétés théâtrales d'amateurs qui, cette année, se tient à Paris, au théâtre des Variétés.

— Inauguration, par le cardinal-archevêque de Paris, de la nouvelle église Saint-André, à Montreuil.

3-9 décembre. — Semaine organisée par les commerçants de l'avenue de l'Opéra.

4 décembre. — Célébration, dans la chapelle de la Sorbonne, d'un service solennel à la mémoire du cardinal de Richelieu, en vertu d'une transaction passée, le 28 mai 1646, entre MM. de Sorbonne et M^{me} la duchesse d'Aiguillon, nièce du cardinal.

7 décembre. — Célébration du cinquantenaire de la fondation de la Société de l'Histoire de l'Art français.

10 décembre. — Inauguration de l'Athenæum de Paris, foyer intellectuel de la colonie italienne, installé dans un ancien hôtel de la rue de Tournon.

15 décembre. — Cinquantenaire de la première élection du Conseil municipal.

— Réception solennelle, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, par la Société de géographie et le Club alpin français, du général C.-G. Bruce, chef de l'expédition du mont Everest en 1922.

16 décembre. — Inauguration, au collège Sainte-Barbe, en présence du Dr Enriquez, président de l'Association des anciens élèves, du monument à la mémoire des barbistes morts pour la France.

17 décembre. — Ouverture de la ligne d'omnibus W : Rond-point de La Villette—Gare du Luxembourg.

20 décembre. — Apposition d'une plaque commémorative sur la maison, boulevard Saint-Michel, n° 95, habitée par César Franck de 1865 à 1890 et dans laquelle le compositeur est mort le 8 novembre 1890.

— Essais, à l'angle des grands boulevards et des boulevards de Strasbourg et de Sébastopol, de signaux lumineux et de sonneries électriques pour régler la circulation des voitures dans Paris. —

Des essais de signaux lumineux avaient déjà eu lieu au mois d'avril.

21 décembre. — L'un des douze cents auto-taxis qui, le 7 septembre 1914, transportèrent les troupes de la 7^e division, le taxi 2862-G. 7, entre au Musée de l'Armée, où il est exposé.

22 décembre. — Décret d'acceptation du legs fait par la baronne Salomon de Rothschild de son hôtel, rue Berryer, nos 9 et 11, avec parc et dépendances, et une rente de cent mille francs pour l'entretien de cette fondation. En outre, la baronne Salomon de Rothschild a légué des objets d'art, des livres et manuscrits aux Musées nationaux et à la Bibliothèque nationale.

26 décembre-2 janvier. — A l'occasion du centenaire de Pasteur, séjour à Paris des délégués des Associations d'étudiants français et étrangers. — Le 27, banquet à la Maison des Étudiants; réception dans les salons de la Sorbonne, puis commémoration dans le grand amphithéâtre. — Le 28, visite de la manufacture de Sèvres et du Bureau international des poids et mesures; réception à l'Institut de France; représentation à l'Opéra. — Le 29, visite du château de Versailles; fête à l'Association générale des étudiants. — Le 30, réception à l'Hôtel-de-Ville; chasse à Bonnelles; banquet et soirée au Cercle interallié. — Le 31, cérémonie à Notre-Dame; excursion à Fontainebleau; banquet offert par l'Union nationale; réveillon à Montmartre. — Le 1^{er} janvier, matinée à la Comédie-Française, soirée au quartier latin.

27 décembre. — Centenaire de la naissance de Louis Pasteur. Hommage des savants français et étrangers dans le grand amphithéâtre de chimie de l'Institut Pasteur et pèlerinage au tombeau de l'illustre savant. Manifestation des étudiants dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne. Réception par la municipalité de Paris, dans le salon des Arcades, à l'Hôtel-de-Ville, des délégations d'étudiants étrangers. Le matin, une messe avait été dite, à Saint-Jacques-du-Haut-Pas, en présence du cardinal-archevêque de Paris. Enfin, la Chambre des députés s'est associée à l'hommage rendu à Pasteur par une suspension de séance de cinq minutes. La veille, le centenaire de Pasteur avait été célébré à l'Académie de médecine.

31 décembre. — Constitution de la Société « les Amis du vieux Saint-Germain ».

Décembre. — Un nouveau type de voitures est présenté à la Commission de réception de la Préfecture de police, par la Compagnie du Métropolitain, pour être mis en service sur la ligne n° 3 : Porte Champerret-Porte des Lilas.

E. MAREUSE.

CHRONIQUE DE L'ANNÉE 1923.

JANVIER.

7 janvier. — Ouverture de la ligne d'omnibus A Z : Place Daumesnil—Gare de Lyon—Madeleine.

8 janvier. — Inauguration, au Musée des Arts décoratifs, de l'exposition, organisée par le Service des monuments historiques, de l'Architecture française (églises, palais, hôtels et jardins) aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles.

13 janvier. — Inauguration du Foyer féminin, rue de Ponthieu, n° 47.

14 janvier. — Inauguration de l'exposition des Escholiers.

15 janvier. — La Comédie-Française reprend le *Dépit amoureux* en cinq actes. Joué pour la dernière fois sous cette forme le 3 août 1792, le *Dépit amoureux* n'avait reparu sur la scène de la Comédie-Française que le 4 janvier 1821, mais réduit à deux actes.

20 janvier. — Inauguration d'un office de placement du spectacle, rue d'Argenteuil, n° 23.

21 janvier. — Ouverture de la ligne d'omnibus A X : Passy—Panthéon (Médicis).

— Remise de la croix de guerre aux villes de Verberie et de Pont-Sainte-Maxence (Oise); inauguration du monument aux morts de cette dernière ville.

22-27 janvier. — Semaine nationale du blé.

23 janvier. — Centenaire de la mort de Jenner, commémoré à l'Académie de médecine.

25 janvier. — Réception à l'Hôtel-de-Ville de M. Stodola, député du Parlement de Prague, président de la Chambre de commerce de Bratislava.

— A la Sorbonne, cérémonie en l'honneur du poète hongrois Petöfi Sandor à l'occasion de son centenaire.

— Bal des « Petits lits blancs », donné, au théâtre des Champs-Élysées, au profit de l'œuvre du sanatorium marin de Roscoff.

— Mort à Nice de M. Josse Marchand qui, sous les initiales J.-F. M. (dont l'anonymat a été gardé jusqu'à ce jour), a, pendant la guerre, donné successivement 306,000 francs au *Figaro* pour le soulagement de diverses infortunes, s'excusant toujours de ne « pouvoir donner davantage ».

26 janvier. — Célébration à l'Hôtel-de-Ville, dans la salle des fêtes, du vingt-cinquième anniversaire de la Commission du Vieux-Paris. Dans la matinée, une réunion avait eu lieu à l'hôtel Le Peletier de Saint-Fargeau.

27-28 janvier. — Fête du vingt-cinquième anniversaire de la fondation du Foyer des sourds-muets.

Janvier. — Ouverture d'une école d'arts appliqués à l'industrie, rue Dupetit-Thouars, n° 11.

— Ouverture, rue de Pontoise, d'un restaurant pour dames seules.

FÉVRIER.

1^{er} février. — Première réunion de la Commission de la Société des Amis de l'Université de Paris, chargée de l'attribution des prêts d'honneur organisés à l'Université de Paris, grâce à un don de 100,000 francs fait par M^{me} Nathan, permettant d'attribuer vingt prêts de 5,000 francs chacun.

10 février. — Création de la radio-lettre.

11 février. — Ouverture des lignes d'omnibus A V : Porte de Bagnolet—Porte de Clignancourt, et A Y : Porte de Picpus—Gare du Nord.

15-20 février. — Exposition agricole, au Grand-Palais des Champs-Élysées, organisée par la Société centrale d'agriculture de France.

17 février. — On commence la démolition des immeubles de la rue Taitbout, qui doivent disparaître pour l'achèvement du boulevard Haussmann.

— Au Musée des Arts décoratifs, première exposition d'art décoratif contemporain, ouverte jusqu'au 25 mars.

19 février. — Inauguration, au Cercle de la librairie, du monument à la mémoire des membres du Cercle morts pour la patrie.

— M. Charles Vaillant, le radiographe victime de son dévouement, reçoit, dans une séance solennelle du Conseil municipal, la médaille d'or de la Ville de Paris; la médaille d'or de la fondation Carnegie, qui lui est remise par M. Myron T. Herrick, ambassadeur des États-Unis, et la cravate de commandeur de la Légion d'honneur, que lui attache le général Dubail, grand chancelier de la Légion d'honneur.

19-23 février. — Congrès diocésain de Paris, tenu rue des Saints-Pères, n° 76.

22 février. — Un drapeau américain, portant dans ses plis les noms de Foch et de Pershing, offert par M. W. Alexander, doyen des reporters de Philadelphie, est hissé sur l'Hôtel-de-Ville pour l'anniversaire de la naissance de Washington.

— Inauguration, à la galerie Georges Petit, par le général Mangin, de l'exposition de vues du Maroc par J.-F. Bouchor.

25 février. — Ouverture de la ligne de tramways 17 : Porte de Saint-Cloud—Madeleine.

Février. — Exposition de « l'Art et la vie romantiques », organi-

sée dans l'hôtel de M. Jean Charpentier, rue du Faubourg-Saint-Honoré.

MARS.

5 mars. — Les deux lignes de tramways 5 (Trocadéro—Étoile—La Villette) et 7 (Place Blanche—La Villette—Nation) sont réunies en une seule ligne, 5 : Trocadéro—Nation.

— La ligne de tramways 6 : Vincennes (Château)—Louvre, devient la ligne 6 A.

— Ouverture, à titre d'essai, d'une nouvelle ligne de tramways 6 B : Nogent-sur-Marne—Louvre.

7 mars. — La fourrière des chiens est transférée de la rue de Pontoise à la rue de Dantzig, n° 37, où les autres services de la fourrière seront successivement installés.

8 mars. — Cortège de la mi-carême; les « Reines » sont remplacées par des « Abeilles ».

9 mars. — Inauguration, dans le salon d'attente du ministère des Colonies, de plaques de marbre portant les noms des fonctionnaires et agents coloniaux morts pendant la guerre.

10 mars. — Exposition générale de l'industrie laitière, ouverte au Champ-de-Mars.

11 mars. — Manifestation, au Trocadéro, à l'occasion du centenaire de la naissance de Renan.

12 mars. — La ligne de tramways 15 : La Muette—Rue Taitbout, dont le terminus, depuis le mois de juillet 1922, avait été transféré à la Madeleine, s'arrête à l'Opéra, angle de la rue Scribe.

— Inauguration, au Palais de Justice, dans le cabinet de la Presse judiciaire, du buste de M^e Demange, offert par le sculpteur, M. Jean Cipriani.

14 mars. — Célébration du centenaire de la naissance de Théodore de Banville. Commencée le matin au jardin du Luxembourg, elle se continue par un banquet à l'hôtel des Sociétés savantes; par l'apposition d'une plaque sur la maison mortuaire du poète, rue de l'Éperon, n° 10; par une matinée poétique à l'Odéon; par une représentation et une exposition bibliographique et iconographique à la Comédie-Française.

16 mars. — Une délégation des contremaîtres d'Alsace et de Lorraine, venue pour visiter Paris, est reçue par le ministre du Travail, M. Albert Peyronnet.

18 mars. — Dans la chapelle Saint-Louis des Invalides, service funèbre — auquel assistent tous les élèves de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr — pour le repos de l'âme du lieutenant Colpin, assassiné par les Allemands.

19 mars. — Inauguration, rue de la Ville-l'Évêque, n° 18, de l'exposition des œuvres décoratives de MM. Caro-Delvaile et Clément Mère. Cette exposition, ouverte jusqu'au 19 avril, est organisée au profit de la caisse de secours de l'Union des Arts.

20 mars. — Manifestation en l'honneur de Virgile, organisée, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, par le Comité d'Union latine, à l'occasion de l'érection, à Mantoue, d'un monument à la gloire du poète.

21 mars. — Au Conservatoire de musique et de déclamation, les élèves de M. Eugène Gigout fêtent le soixantième anniversaire de la carrière artistique du grand organiste.

22 mars. — Adjudication pour la démolition des anciens bâtiments de la Morgue qui, fermée depuis le 1^{er} mars, est transférée à l'Institut de médecine légale, quai de la Rapée. (Voir 24 mai.)

— Manifestation, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, à l'occasion du cinquantenaire de la Société de Géographie commerciale et en l'honneur de la mission Haardt-Audouin-Dubreuil, qui vient de traverser le Sahara en auto-chenilles. — Le 17, les membres de la mission avaient été reçus à l'Hôtel-de-Ville.

— A la Sorbonne, dans l'amphithéâtre Louis Liard, M. Schrader, qui vient de terminer la publication de son *Atlas universel* commencé il y a quarante ans, est fêté par ses amis et admirateurs qui lui remettent une plaquette, œuvre de M. Leroux-Venvenot.

— A la Faculté de médecine, inauguration du Musée Landouzy, installé dans le laboratoire de thérapeutique.

24 mars. — La maison du peintre Millet, à Barbison, transformée en musée, est ouverte au public.

25 mars. — A Rambouillet, inauguration d'un dispensaire d'hygiène sociale.

28 mars. — Commémoration du bombardement de l'église Saint-Gervais par les Allemands, le vendredi saint de 1918. L'abbé Gauthier, curé de la paroisse, dit la messe pour la première fois à l'autel votif érigé dans une chapelle du bas-côté sud.

— M. Mesureur, ancien directeur de l'Assistance publique, reçoit la médaille d'or de la Ville de Paris.

— Funérailles de Sarah Bernhardt. De la Madeleine, par la rue Royale, la rue de Rivoli, la place de la Bastille, la rue de la Roquette, le cortège se rend au cimetière du Père-Lachaise au milieu d'une foule immense.

Mars. — Création, à la Maison des étudiants, d'un secrétariat permanent de l'Union nationale des étudiants, qui s'occupera d'organiser les voyages d'étudiants à l'étranger.

— M. William Nelson Cromwell, jurisconsulte de New-York, officier de la Légion d'honneur, actuellement à Paris, donne

400,000 francs pour compléter le million nécessaire à l'édification du Musée de la Légion d'honneur.

Mars. — Disparition du restaurant Paillard.

AVRIL.

2 avril. — A Rambouillet, première chasse à courre depuis la guerre.

3-9 avril. — Congrès des bibliothécaires et des bibliophiles, tenu à la Sorbonne.

5 avril. — Inauguration, au Musée des Arts décoratifs, de l'exposition du Livre français, des origines à la fin du Second Empire, organisée à l'occasion du Congrès des bibliothécaires et des bibliophiles, et de l'exposition des tapisseries de l'*Apocalypse* de la cathédrale d'Angers (xiv^e siècle).

8 avril. — Le *Journal officiel* publie un décret autorisant le ministre de l'Instruction publique à accepter la donation, faite par la comtesse de Montfort-Laurito, d'une somme de 500,000 francs destinée à créer une « Fondation nationale pour l'étude des sciences et des civilisations étrangères et favoriser le séjour à l'étranger de jeunes Français se destinant à l'étude de ces sciences et de ces civilisations ».

— Rétablissement du ponton du pont de la Concorde (Bateaux parisiens).

10 avril. — Les membres du Congrès des étudiants des écoles vétérinaires de France (Paris, Lyon et Toulouse) sont reçus à l'Hôtel-de-Ville.

11 avril. — Inauguration, aux Tuileries, du parterre des tulipes données par la Hollande.

14 avril. — Au Musée Galliéra, exposition de cartons modernes pour la tapisserie de basse lice.

14-29 avril. — Grève de la couture.

15 avril. — La ligne d'omnibus A R : Porte de Gentilly—Square Montholon, est prolongée jusqu'à la gare du Nord; stationnement rue de Compiègne.

— Cachan, séparé d'Arcueil depuis le 21 décembre 1922, fête son autonomie.

16 avril. — La ligne d'omnibus A S : Porte de Saint-Cloud—Étoile, est prolongée jusqu'à la Bourse.

— Inauguration, aux Invalides, de deux nouvelles salles du Musée de l'Armée; l'une consacrée aux armées alliées, l'autre à la marine de guerre française (1914-1918).

17 avril. — Au Palais de Justice, dans la salle des Pas-Perdus, le barreau de Paris reçoit M. William D. Guthrie, ancien président de

l'Association des avocats de New-York, qui, au nom de cette Association, apporte une palme « aux membres de la famille judiciaire française morts pour le droit éternel ». — Le 20, M. Guthrie est reçu à l'Hôtel-de-Ville.

18 avril. — Ouverture, au Musée du Louvre, de l'exposition de la seconde partie des œuvres d'art léguées par Bonnat au Musée de Bayonne.

18-25 avril. — Grève dans les pompes funèbres.

19 avril. — Inauguration d'une « Maison des aveugles », rue Ballu, n° 25.

— Le Conseil général adopte un certain nombre de communes dévastées des départements de la Meuse, de la Meurthe, de la Moselle et du Haut-Rhin.

22 avril. — Provisoirement et à titre d'essai, la ligne d'omnibus A C : Gare du Nord—Champ-de-Mars, est prolongée jusqu'à l'avenue de Suffren, et la ligne M : Buttes-Chaumont—Gare des Invalides, est prolongée jusqu'au Champ-de-Mars.

23 avril. — Ouverture, à titre d'essai, de la ligne d'omnibus T bis : Quai de la Gare—Square Montholon.

27 avril. — Inauguration du monument aux morts de la Chambre de commerce.

28 avril. — Inauguration du monument aux morts de la Bourse de commerce.

30 avril. — Ouverture de la Semaine des postes, télégraphes et téléphones, dont les séances se tiennent au Musée social.

Mai.

1^{er} mai. — Ouverture, au Salon, d'une exposition rétrospective de l'œuvre de Jean-Paul Laurens.

2 mai. — Inauguration d'une exposition d'art français des XVIII^e, XIX^e et XX^e siècles, organisée, rue de la Ville-l'Évêque, n° 18, au profit de l'œuvre des laboratoires scientifiques.

4 mai. — Réception, à l'Hôtel-de-Ville, d'une délégation d'étudiants yougoslaves.

4-6 mai. — La Société des ingénieurs civils fête, dans son hôtel et à la tour Eiffel, le soixante-quinzième anniversaire de sa fondation.

4-21 mai. — Exposition des Arts du Livre, à la Maison du Livre, rue Félibien, n° 6.

6 mai. — La ligne d'omnibus A E : Parc de Montsouris—Opéra, est, provisoirement et à titre d'essai, prolongée jusqu'à la porte d'Orléans.

— Fête du muguet (Quartier des Halles).

6 mai. — A Bougival, inauguration du monument à la mémoire de François Debergue, fusillé par les Allemands le 27 décembre 1870.

8 mai. — Inauguration, au Musée Cernuschi, d'une exposition d'art siamois (Huitième exposition des Arts de l'Asie).

9 mai. — A l'occasion du centenaire de la mort du physicien Charles, reconstitution, dans le jardin des Tuileries, de la première ascension en ballon à gaz, faite le 1^{er} décembre 1783, aux Tuileries, par Charles et Robert.

10 mai. — Square Jules Ferry, fête de la « Grisette » du XI^e arrondissement, élue le 11 mars.

— Le clocher de Conflans-Sainte-Honorine est frappé par la foudre.

11 mai. — Inauguration de l'exposition d'art belge et flamand, organisée au Jeu de paume des Tuileries.

14 mai. — Inauguration, à l'hôpital de la Salpêtrière, d'une inscription à la mémoire du Dr Infroy, radiographe, mort victime de son dévouement.

15 mai. — Vernissage du premier Salon des Tuileries, installé sur la terrasse de l'Orangerie.

16 mai. — Inauguration, dans l'île de la Grande-Jatte, à Neuilly-sur-Seine, du Centre d'hygiène infantile, fondation Paul Parquet.

17 mai. — Inauguration de l'exposition de la vénerie française et des trophées, ouverte au Musée des Arts décoratifs jusqu'au 30 juin.

19 mai. — Grève de boulangers à Versailles, au Chesnay, à Viroflay et à Chaville.

20 mai. — Arrivée à Paris de 300 écoliers anglais appartenant à des villes maritimes de villages français dévastés.

21 mai. — Inauguration d'un dispensaire à Ermont (Seine-et-Oise).

22 mai. — Dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, les États-Unis d'Amérique fêtent le centenaire de Pasteur.

24 mai. — Centenaire de Pasteur. Émission d'un timbre à l'effigie de Pasteur; réception, par le Président de la République, à l'Élysée; — le 25, visite à l'Institut Pasteur et au tombeau; inauguration du buste de Pasteur, par le sculpteur Aronson, placé dans le jardin; cérémonie à la Sorbonne; — le 26, visite à l'École normale; réception à l'Hôtel-de-Ville; — le 27, soirée de gala à l'Opéra et à la Comédie-Française; — le 28, banquet à Versailles et visite du palais; — le 29, réception à Chantilly par l'Institut de France.

— Inauguration de l'Institut médico-légal, place Mazas. (Voir 22 mars, démolition de la Morgue.)

25-28 mai. — Semaine nationale du cidre, au Musée social. — Le 26, grande fête régionaliste au Trocadéro.

26 mai. — Inauguration d'une inscription placée rue des Feuillantines, n° 8, sur le mur de l'école communale, pour rappeler le séjour de Pasteur à l'institution Barbet, comme élève, puis comme répétiteur, en 1838, 1842 et 1843.

— La Société de biologie fête le soixante-quinzième anniversaire de sa fondation.

— Au port de Longchamp, inauguration de l'exposition nautique de Bagatelle.

27 mai. — La ligne n° 9 du métropolitain est prolongée du Trocadéro à Saint-Augustin; le 3 juin, ouverture de la section Saint-Augustin—Chaussée d'Antin; le 19 juin, ouverture de la station Hâvre—Caumartin; le 29 septembre, ouverture de la station Porte de Saint-Cloud.

29 mai. — Bal Gavarni à l'Opéra.

30 mai. — Congrès des officiers mutilés, tenu au Cercle militaire.

Mai. — Exposition Gavarni et Daumier, organisée à la maison de Victor Hugo.

— Ainsi que cela avait été fait en 1922, reconstitution de la foire Saint-Germain sur la place Saint-Sulpice.

— Création, dans le palais de Fontainebleau, d'une Académie américaine des hautes études artistiques qui, le 25 juin, doit recevoir une centaine d'élèves.

JUIN.

1^{er} juin. — Ouverture, au Musée des Arts décoratifs, d'une exposition de céramiques de Nevers, de Rouen et de Delft (Collection Donat-Agache).

— Les officiers français et étrangers, venus à Paris pour participer au championnat militaire d'Europe, sont reçus à l'Hôtel-de-Ville.

2 juin. — Inauguration du monument élevé, au cimetière du Père-Lachaise, sur la tombe du général Grossetti.

— Manifestation franco-italienne, organisée au Trocadéro au profit de la souscription pour le monument aux garibaldiens tombés dans l'Argonne pendant la guerre.

3 juin. — Bénédiction de la première pierre de la chapelle de Lozère, commune de Palaiseau (Seine-et-Oise).

3 juin, 15 juillet et 5 août. — Trois grandes fêtes de nuit dans le parc de Versailles. — Le 17 juin, grande journée de gala, également dans le parc; le 30 juin, fête dans la Galerie des Glaces et, à minuit, souper dans la Galerie des Batailles. Ces fêtes, données sous le titre de « la Saison de Versailles » et au profit de la restauration du château et du parc, avaient été organisées avec le concours de la

Société des Amis de Versailles, du syndicat de la Presse parisienne et de la Société des fêtes versaillaises.

4 juin. — Ouverture, au Musée Galliéra, d'une exposition consacrée aux Arts du feu : verrerie et émaillerie.

6 juin. — Inauguration, à l'asile Sainte-Anne, du monument à la mémoire du Dr Magnan.

6-7 juin. — Fête, au Pré-Catelan, au profit des orphelins de la guerre.

7 juin. — Cérémonie au Trocadéro en l'honneur de M. Branly (cinquantenaire de sa thèse) et de la télégraphie sans fil.

7-10 juin. — Fête du printemps, organisée au Palais-Royal, dans le jardin et dans la galerie d'Orléans, au profit de diverses œuvres de bienfaisance.

8 juin. — Inauguration du monument élevé, au Conservatoire de musique et de déclamation, à la mémoire des élèves morts au champ d'honneur.

9 juin. — Les quatre-vingt-cinq « Reines » de l'agriculture, élues par les départements, sont reçues à l'Hôtel-de-Ville.

— Célébration du centenaire de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale, rue de Rennes, n° 44.

10 juin. — Inauguration du Congrès du chauffage industriel, organisé au Conservatoire des arts et métiers.

— A Longjumeau (Seine-et-Oise), fête du Postillon de Longjumeau.

— A Marnes-la-Coquette (Seine-et-Oise), cérémonie en l'honneur de Pasteur.

— Reconstitution d'une fête Louis XV dans l'Orangerie du château de Meudon.

11 juin. — Ouverture, à la manufacture de Sèvres, d'une exposition de l'œuvre de verre de René Lalique.

11-16 juin. — Réunion à Paris du quarante et unième Congrès des architectes français. Des excursions ont lieu à Ecouen, Chantilly, Senlis, Chaalis, Ermenonville.

13 juin. — Le Président de la République visite les nouveaux locaux de l'Office national du Commerce extérieur, avenue Victor-Emmanuel II, nos 22 et 24.

15 juin. — A la Sorbonne, dans le grand amphithéâtre, l'Association France-Pologne célèbre le 450^e anniversaire de la naissance de Copernic, né à Thorn en février 1473.

16 juin. — Ouverture, au Musée Guimet, d'une salle consacrée à l'art de l'ancien Cambodge.

17 juin. — Ouverture, aux Tuileries, d'une exposition de chiens de guerre.

17 juin. — Kermesse interalliée dans le parc de la Muette.

— A Port-Royal-des-Champs, commémoration du troisième centenaire de la naissance de Blaise Pascal. — Le 28, célébration d'un service solennel à Saint-Étienne-du-Mont.

— Bénédiction de l'église Notre-Dame-de-Consolation du Raincy (Seine-et-Oise).

18 juin. — M. Myron T. Herrick, ambassadeur des États-Unis, pose la première pierre d'un nouveau bâtiment, annexe de l'hôpital américain de Neuilly qui a été inauguré le 28 octobre 1909.

22 juin. — Au Père-Lachaise, inauguration du monument élevé sur la tombe de l'explorateur Émile Gentil.

23 juin. — A l'hôpital Necker, inauguration de la salle Hirtz, en mémoire du clinicien qui, pendant de longues années, a dispensé ses soins aux malades de cet hôpital.

24 juin. — Inauguration, par la municipalité de Paris, du square Saint-Séverin et d'une école communale rue de la Parcheminerie (entrée rue Saint-Jacques, n° 28).

25 juin. — A la Malmaison, reconstitution, par les soins de M. Henri Expert, d'une fête musicale en 1803.

— Loi modifiant le nombre des adjoints aux maires des arrondissements de Paris.

28 juin. — Réception, à l'Hôtel-de-Ville, d'un groupe de la « Good Will Delegation » (voir 2 août 1922) pour 1923. — Le 5 octobre, réception d'un autre groupe.

30 juin. — Une délégation d'élèves de l'École polytechnique et de l'École supérieure militaire de Copenhague est reçue à l'Hôtel-de-Ville.

Juin. — Donation à l'État d'un Musée Henner (peintures et dessins), installé dans l'ancien hôtel de Guillaume Dubufe, avenue de Villiers, n° 43. (Voir mai 1922.)

— Installation, dans le square Montholon, d'un monument aux « Midinettes », œuvre du sculpteur Lorieux, tué à la guerre.

— Dans l'Orangerie du château de Versailles, foire des Antiquaires de France.

JUILLET.

4 juillet. — Ouverture, à Notre-Dame, du quatrième Congrès eucharistique national.

7 juillet. — Fête de l'Eau, au Nouveau-Cirque.

12-21 juillet. — Séjour à Paris de Mohammed-el-Habib, bey de Tunis. Le 13, réception à l'Hôtel-de-Ville; le 14, déjeuner à l'Élysée; le 19, visites à Saint-Cloud, Sèvres, Versailles et Rambouillet.

13 juillet. — Ouverture de la ligne de tramways 13 B : Saint-Maur (Gare)—Louvre.

— Le Conseil général décide l'acquisition, par le département de la Seine, du domaine de Sceaux, appartenant à la famille de Trévisé.

14 juillet. — Réception du monument de la Reconnaissance belge, offert, par souscription, à la Ville de Paris et élevé cours Albert 1^{er}.

14-29 juillet. — Jeux floraux de l'Île-de-France.

15 juillet. — Dans la cour des Invalides, le Président de la République décore les drapeaux de l'aviation et de l'aérostation.

— Inauguration du monument aux morts de Senlis.

21 juillet. — Fête militaire de nuit, dans le jardin des Tuileries, organisée par le Comité des fêtes de Paris.

22 juillet. — Inauguration d'une inscription, placée boulevard de Port-Royal, n° 81 (direction de l'octroi de Paris), à la mémoire des agents de l'octroi de Paris tombés au champ d'honneur.

— Grande fête de gymnastique au Champ-de-Mars.

26 juillet. — Inauguration de l'exposition de photographies de monuments français des xiv^e et xv^e siècles, ouverte, au Musée des Arts décoratifs, jusqu'au 28 octobre.

28 juillet. — Inauguration d'un stade aérien à Romainville (Seine).

Juillet. — Inauguration du nouvel hôtel du Centre européen de la Dotation Carnegie, situé boulevard Saint-Germain, n° 173.

— Démolition de l'hôtel de Breteuil (dit à tort de Fersen), rue Matignon, n° 17.

— Fondation d'une Société du Vieux-Marly.

Aout.

1^{er} août. — Ouverture de la ligne d'omnibus C bis : Neuilly (Mairie)—Hôtel-de-Ville.

11 août. — Arrivée à Paris d'une délégation d'étudiants polonais.

24 août. — Inauguration, au Champ-de-Mars, du vingt et unième concours Lépine qui, avec une exposition de T. S. F. et la première exposition des métiers, devient le « Salon des inventions ».

24 août-17 septembre. — Grève partielle du gaz à Paris.

26 août. — Aux Invalides, cérémonie commémorative des engagements de volontaires étrangers en 1914.

28 août. — Déjeuner de l'Union des combattants de France et d'Amérique au premier étage de la tour Eiffel.

30 août. — Sur la ligne n° 7 du métropolitain, le service est inter-

rompu, à partir de sept heures du soir, entre les stations Louis-Blanc et Le Pré-Saint-Gervais, par suite d'une fuite d'eau au bassin de la Villette. — Le 31, le service est rétabli entre les stations Jaurès et Le Pré-Saint-Gervais. — Le 2 septembre, rétablissement du service complet.

Août. — Mise en vente, à la Monnaie, de la médaille interalliée dite de la Victoire, instituée par la loi du 20 juillet 1922. Cette médaille, à la suite d'un concours jugé au mois de mars dernier, a été exécuté par M. Alexandre Morion.

— Ouverture au public de la villa Rodin, à Meudon. (Voir 6 avril 1922.)

SEPTEMBRE.

7 septembre. — Décret réunissant, sous la même direction, les grandes bibliothèques de Paris : Nationale, Arsenal, Mazarine et Sainte-Geneviève.

9 septembre. — A Orly, inauguration d'une cité-jardins.

20 septembre. — Commémoration du millénaire du vin d'Argenteuil.

23 septembre. — Inauguration du nouveau pont de Corbeil.

— Inauguration du monument aux morts de Rambouillet.

24-27 septembre. — Grève de la mode.

29 septembre. — Inauguration de l'exposition organisée, au Musée des Arts décoratifs, par l'Institut français d'archéologie et d'art musulmans de Damas.

— L'Académie des Beaux-Arts est officiellement informée, par son président, que Léon Bonnat a fait deux legs à la Compagnie : l'un de 100,000 francs, dont les arrérages serviront à secourir des artistes peintres dans l'infortune; l'autre de 50,000 francs, dont les arrérages seront versés chaque année aux titulaires du premier et du second prix de Rome de peinture.

— Réouverture de la Gaîté-Rochechouart, brûlée dans la nuit du 20 au 21 janvier.

Septembre. — Le bureau du Conseil municipal adopte définitivement les armoiries de la Ville de Paris. (Voir 19 janvier 1922.)

— Nouvelle réglementation de l'affichage municipal.

OCTOBRE.

1^{er} octobre. — La ligne de tramways 13 B : Louvre—Saint-Maur (Gare), est prolongée jusqu'à la place d'Adamville.

— Ouverture du Théâtre Cora Laparcerie (ancien théâtre Mogador).

3 octobre. — Les membres du Conseil international pour l'exploration de la mer sont reçus à l'Hôtel-de-Ville.

8 octobre. — Prolongement des lignes d'omnibus A H : Grenelle—Gare Saint-Lazare, jusqu'à Montmartre, et A Z : Place Daumesnil—Madeleine, jusqu'à la gare Saint-Lazare.

12 octobre. — La ligne de tramways 37 : Neuilly (Avenue de Madrid)—Madeleine, est prolongée jusqu'au rond-point du Centre, à Neuilly-Saint-James, et le terminus de la ligne de tramways 38 : Puteaux—Porte Champerret, est transféré à la porte Maillot.

14 octobre. — Inauguration de l'inscription commémorative placée sur la maison mortuaire de Barbey d'Aurevilly, rue Rousselet, n° 25.

— Commémoration, à Valvins, du vingt-cinquième anniversaire de la mort de Stéphane Mallarmé.

15 octobre. — A titre d'essai, la ligne d'omnibus C bis : Neuilly—Hôtel-de-Ville, est prolongée jusqu'à la place de la Bastille; mais le terminus Hôtel-de-Ville est conservé pour les lignes C et C barré.

— Mise en circulation du premier taxi-monoplace (le 4 801-G 5).

16 octobre. — Arrivée à Paris de M. Masaryk, Président de la République tchécoslovaque; l'après-midi, réception à l'Hôtel-de-Ville; le soir, dîner à l'Élysée. — Le 17, inauguration de l'Institut d'études slaves, par M. Masaryk, en présence du Président de la République française.

18 octobre. — Inauguration, au Champ-de-Mars, du Salon des appareils ménagers.

— Inauguration du lycée Pasteur à Neuilly. Ce lycée, dont la première pierre fut posée en 1912, devait ouvrir en octobre 1914; requisitionné par le Service de santé, il fut affecté pendant la guerre à l'hôpital américain.

21 octobre. — A Sèvres, inauguration de l'avenue Camille Sée (ancienne allée des Marronniers).

22-27 octobre. — Congrès de chronométrie tenu à l'Observatoire à l'occasion du centenaire de A.-L. Bréguet. — Le 24, réception des congressistes à l'Hôtel-de-Ville; le 25, inauguration de l'exposition des œuvres de Bréguet au Musée Galliéra; le 27, séance solennelle dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne.

22-29 octobre. — Congrès de la propriété bâtie, tenu rue Sédillot, n° 12.

23 octobre. — Ouverture du Congrès international de l'exploitation cinématographique; l'après-midi, réception à l'Hôtel-de-Ville; le lendemain, séance solennelle dans le grand amphithéâtre du Conservatoire national des arts et métiers.

24 octobre. — Inauguration d'un dispensaire de l'œuvre infantile, situé cité Jeanne d'Arc.

26 octobre. — M. Levée, conseiller municipal du quartier du Palais-Royal, reçoit la médaille d'or attribuée après vingt-cinq ans de mandat.

27 octobre. — Pose d'une plaque commémorative sur la maison mortuaire de Frédéric Passy, rue des Gobelins, n° 3.

Octobre. — Grève des machinistes de théâtre.

— Organisation, par l'Union des femmes de France, de l'œuvre du bastion 42.

— Découverte d'une stèle hébraïque dans une fouille pratiquée boulevard Saint-Michel, près du boulevard Saint-Germain.

NOVEMBRE.

1^{er} novembre. — Au cimetière du Père-Lachaise, le Conseil municipal fait déposer des couronnes dédiées aux victimes du raid des zeppelins du 29 janvier 1916.

— La Société des steeple-chases fête le cinquantième anniversaire de l'hippodrome d'Auteuil.

3 novembre. — Congrès de l'Union des Sociétés de gymnastique de France, tenu à la Sorbonne, à l'occasion du cinquantième de la fondation de cette Union.

5 novembre. — Ouverture des lignes d'omnibus BA : Porte de Vincennes—Opéra (Rue Taitbout), et BC : Belleville (Église)—Châtelet.

— Prolongement de la ligne d'omnibus H : Avenue de Clichy—Boulevard Saint-Michel, jusqu'au carrefour des Gobelins, et de la ligne de tramways 51 : Pantin (Cimetière)—Place de la République, jusqu'à Bobigny (Six routes).

7 novembre. — Inauguration du monument à la mémoire des fonctionnaires du ministère de l'Intérieur morts pour la France.

— Réception, à l'Hôtel-de-Ville, des organisateurs du Train canadien. — Le lendemain, ouverture, aux Tuileries, de l'exposition du Train canadien.

— La municipalité du 10^e arrondissement remet une médaille à M. Manoury, rue Broca, n° 2, qui vient de fêter son centenaire.

9 novembre. — Inauguration, au Musée des Arts décoratifs, de l'exposition d'art indigène des colonies françaises, ouverte jusqu'au 30 décembre.

9 novembre. — Couronnement de la Lisette des étudiants.

10 novembre. — Réception, à l'Hôtel-de-Ville, des membres de

la Fédération des engagés volontaires du Haut-Rhin et du Bas-Rhin.

11 novembre. — Célébration du cinquième anniversaire de l'armistice. La « Flamme du souvenir » est allumée, à l'Arc de Triomphe, par le ministre de la Guerre.

— Inauguration du monument élevé, au cimetière de Vaugirard, par les soins de la Ligue d'action française, à Maurice Plateau, victime d'un attentat anarchiste.

— Inauguration, à Compiègne, du monument, œuvre du sculpteur Navarre, élevé à Guynemer par sa ville natale.

13 novembre. — Modification des règlements du Conservatoire de musique et de déclamation.

— Au Central des postes, télégraphes et téléphones, on inaugure, par une conférence sur la photographie, une série de conférences qui seront transmises par téléphonie sans fil.

— A Issy-les-Moulineaux, M^{lle} Collin descend en parachute d'un avion parti de Villacoublay (Seine-et-Oise) et marchant à 180 kilomètres à l'heure.

15 novembre. — Ouverture, à Magic-City, de la Semaine de l'organisation commerciale, avec exposition de l'outillage du bureau moderne.

17 novembre. — Inauguration d'une exposition franco-scandinave, rue Jules Chaplain, n° 6, organisée par l'Association des artistes scandinaves.

18 novembre. — Inauguration du monument aux morts de Neuilly-sur-Seine.

— Inauguration de la foire aux plantes médicinales à Milly (Seine-et-Oise).

— Inauguration, dans la forêt de Saint-Germain, à la Croix-de-Noailles, du banc et du médaillon de Pierre Giffard.

19 novembre. — Prolongement de la ligne d'omnibus L : Avenue de Saint-Ouen—Square du Temple, jusqu'à la porte de Montreuil.

24 novembre. — A Louveciennes (Seine-et-Oise), dans le domaine de Prunay, inauguration de la fondation Thors destinée à offrir une hospitalité confortable à des étudiants, appartenant à des nations amies et alliées, venus en France pour compléter leur éducation scientifique.

25 novembre. — Transfert de ce qui reste du dernier avion de Roland Garros à Châlais-Meudon.

— Le Conseil municipal décide de donner le nom du cardinal Amette à la place où se trouve l'église Saint-Léon, en construction dans le xv^e arrondissement.

27 novembre. — Les travaux de la restauration du char d'Apollon

commencent aujourd'hui par l'enlèvement de l'un de ses quatre chevaux.

28 novembre. — Arrivée du shah de Perse à Paris.

30 novembre. — Réception, par le barreau de Paris, d'une délégation du jeune barreau de Bruxelles.

Novembre. — Exposition d'art culinaire au Salon d'automne.

— Congrès de la meunerie française.

DÉCEMBRE.

1^{er} décembre. — L'Opéra célèbre le centenaire de la naissance de Reyer.

2 décembre. — Pose d'une plaque commémorative, rue du Croissant, à l'angle de la rue Montmartre, sur la maison (dont l'entrée est rue Montmartre, n° 146) dans laquelle Jean Jaurès a été assassiné le 31 juillet 1914.

— Inauguration de la cantine maternelle du xiv^e arrondissement, rue du Faubourg-Saint-Jacques, n° 17.

— Inauguration du nouvel hôtel de ville de Colombes.

3 décembre. — Ouverture de la ligne d'omnibus B D : Asnières—Levallois—les Halles.

9 décembre. — Inauguration, à l'École normale supérieure, du monument, œuvre du sculpteur Paul Landowski, élevé à la mémoire des 239 élèves de l'École morts pour la France pendant la guerre.

10 décembre. — Le Conseil municipal décide de donner le nom de Maurice Barrès à la place qui se trouve à l'angle des rues Saint-Honoré et Cambon, devant l'église de l'Assomption.

— Ouverture à Paris, au palais de la Légion d'honneur, de la vingt-septième session du Conseil de la Société des Nations. (Voir 15 décembre.)

10-31 décembre. — Exposition de jouets et de meubles destinés à l'enfance, organisée, boulevard Haussmann, n° 184, au profit de la Société de secours aux blessés du xv^e arrondissement.

11 décembre. — Un brouillard, plus ou moins opaque selon les rues, d'une couleur jaune tout à fait spéciale, règne à Paris pendant la matinée et une partie de l'après-midi.

— Réception, à l'Hôtel-de-Ville, du Comité directeur de l'Amérique latine et de l'Académie internationale des Beaux-Arts, ainsi que des membres de la mission hollandaise venue à Paris pour le Congrès international des distributions à haute tension.

— Manifestation de gardiens de la paix, sur la place de l'Hôtel-de-Ville, pour obtenir une augmentation de traitement.

11 décembre. — Bal Directoire à l'Opéra, organisé par le Comité des fêtes de France au profit de la Maison des étudiants.

— Inauguration du laboratoire Ampère, à Ivry (Seine).

13 décembre. — Inauguration, au Musée Galliéra, d'une exposition d'art appliqué, comprenant une section de la gravure en médailles française.

14 décembre. — Le code de la télégraphie sans fil privée est publié dans le *Journal officiel*.

15 décembre. — Inauguration du monument élevé, dans la cour du Mûrier, à l'École des Beaux-Arts, aux 473 élèves de cette École morts pour la patrie.

— Le Conseil de la Société des Nations est reçu à l'Hôtel-de-Ville,

— Jubilé littéraire de M. Paul Bourget, célébré à la Maison de Balzac, rue Raynouard, n° 47.

17 décembre. — Ouverture, à titre d'essai, de la ligne d'omnibus B E : La Chapelle—Palais-Royal.

20 décembre. — Inauguration du théâtre de l'Étoile, avenue des Champs-Élysées, n° 136.

22 décembre. — Grève des chauffeurs des automobiles postales assurant le service entre la Recette principale et les gares parisiennes.

— Par les soins de la Société des gens de lettres et de l'Association de la critique, une inscription commémorative est placée sur la maison mortuaire de Georges Rodenbach, boulevard Berthier, n° 43.

— Sir Theodore Morison, principal d'Armstrong College et président du groupement des « Amis de la France » à Newcastle-upon-Tyne, est reçu au Cercle de la Renaissance par l'Université de Paris, l'Alliance française, l'Office national des Universités et l'Association France-Grande-Bretagne.

23 décembre. — Remise de la croix de guerre à la commune de La Courneuve (Seine).

26 décembre. — A la Sorbonne, dans le grand amphithéâtre, célébration du vingt-cinquième anniversaire de la découverte du radium par M. et M^{me} Pierre Curie.

27 décembre. — L'Alliance française célèbre, dans un banquet donné à l'hôtel Lutetia, le quarantième anniversaire de sa fondation.

30 décembre. — Ouverture de la ligne n° 10 du métropolitain, section comprise entre les Invalides et la Croix-Rouge, où, provisoirement, se donne par l'extérieur la correspondance avec la ligne n° 4 (station de Saint-Sulpice).

31 décembre. — Fin de la validité des tickets métalliques de 0 fr. 20 émis par la Société des transports en commun de la région parisienne.

— La Seine, qui monte depuis plusieurs jours et a provoqué des inondations dans la banlieue, atteint, aujourd'hui, 5^m84 au pont d'Austerlitz et l'on prévoit une hausse de 0^m46 pour le 1^{er} janvier.

Décembre. — Cinquantenaire de la Société française de physique. Exposition de physique et de télégraphie sans fil, ouverte du 30 novembre au 24 décembre, au Grand-Palais. Du 10 au 16 décembre, dans l'amphithéâtre de physique de la Sorbonne, conférences par divers savants étrangers; le 13, séance solennelle dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne.

— Grève de musiciens.

E. MAREUSE.

TABLE DES MATIÈRES
CONTENUES
DANS LE BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE PARIS
Pour l'année 1923.

	Pages
Liste des présidents de la Société	11
Sociétés correspondantes	12
Composition du Conseil, du Bureau et des Comités	13
Assemblée générale	20
Compte-rendu des séances	15
 COMMUNICATIONS. 	
AUVRAY (L.). Le Tiers ordre séculier à Paris	34
DUMOLIN (M.). Le guide de Paris du sieur de Choyes (1647)	31
JARRY (P.). L'hôtel Marmont	30
LEMOINE (H.). L'hôtel des Haricots	30
ROUSSEAU (F.). Les œuvres d'art provenant de Port-Royal-des-Champs	33
VIDIER (A.). Banderole de procession	18
VIDIER (A.). Saisie des registres d'état civil protestants de Paris en 1685	16
 VARIÉTÉS. 	
BUCHER (J.). La maison de Pierre Gouthière	59
FOSSEYÈUX (M.). La maison des Cent-Filles ou de la Miséricorde au faubourg Saint-Marceau (1623-1795)	61
HERLAUT (Commandant). La démolition de l'abbaye de Port-Royal-des-Champs	74
LEMOINE (H.). Le lieutenant-colonel Viollet-le-Duc au siège de Paris (1870-1871)	36
LESORT (A.). Changement de dénomination de diverses communes de Seine-et-Oise	54
MAREUSE (E.). Chronique de l'année 1922	97
MAREUSE (E.). Chronique de l'année 1923	118
MAREUSE (E.). Le plan-relief de Paris au musée de l'Arsenal à Berlin	26
TRUDON DES ORMES (A.). Notes d'état civil extraites des arrêts du Conseil d'État du roi	42
VAUTHIER (G.). Les Capucins de la Chaussée-d'Antin	57
VIDIER (A.). Une exposition d'art religieux à Notre-Dame de Paris en 1802	83

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

PUBLICATIONS

DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE PARIS.

MÉMOIRES DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE PARIS.
Paris, 1874-1924, 47 vol. in-8°. 376 fr.

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE PARIS ET
DE L'ILE-DE-FRANCE. *Paris*, 1874-1923, 50 vol. in-8°. 255 fr.

On peut se faire inscrire comme souscripteur sur la présentation
de deux membres. Prix de la cotisation, 15 fr. par an.

PLAN DE PARIS, par TRUSCHET et HOYAU. 8 feuilles in-plano dans
un carton, et notice par J. COUSIN. *Paris*, 1874-1875, in-8°. 30 fr.

PARIS PENDANT LA DOMINATION ANGLAISE (1420-1436),
par A. LONGNON. *Paris*, 1877, in-8°. 10 fr.

LES COMÉDIENS DU ROI DE LA TROUPE FRANÇAISE,
par E. CAMPARDON. *Paris*, 1878, in-8°. *Épuisé*.

JOURNAL D'UN BOURGEOIS DE PARIS (1405-1449), publié par
A. TUNET. *Paris*, 1880, in-8°. *Épuisé*.

DOCUMENTS PARISIENS SUR L'ICONOGRAPHIE DE SAINT
LOUIS, publiés par A. LONGNON. *Paris*, 1881, in-8°. 8 fr.

JOURNAL DES GUERRES CIVILES DE DUBUISSON-AUBE-
NAY, publié par G. SAIGE. *Paris*, 1882-1883, 2 vol. in-8°. 20 fr.

POLYPTYQUE DE L'ABBAYE DE SAINT-GERMAIN-DES-
PRÉS, publié par A. LONGNON. *Paris*, 1885-1895, 2 vol. in-8°. 20 fr.

L'HOTEL-DIEU DE PARIS AU MOYEN AGE; histoire et docu-
ments, par E. COVECQUE. *Paris*, 1888-1891, 2 vol. in-8°. 20 fr.

ÉPITRE DE G. FICHET SUR L'INTRODUCTION DE L'IM-
PRIMERIE A PARIS, publiée en fac-similé, avec préface par
L. DELISLE. *Paris*, 1889, in-8°. 6 fr.

UN GRAND ENLUMINEUR PARISIEN DU XV^e SIÈCLE :
Jacques de Besançon, par P. DURRIEU. *Paris*, 1891, in-8°. *Épuisé*.

LETTRES DE M. DE MARVILLE, lieutenant général de police,
au ministre Maurepas, publiées par A. DE BOISLISLE. *Paris*, 1896-
1905. 3 vol. in-8°. 20 fr.

DOCUMENTS PARISIENS DU RÈGNE DE PHILIPPE VI DE
VALOIS (1328-1350), publiés par Jules VIARD. *Paris*, 1898-1899,
2 vol. in-8°. 20 fr.

DOCUMENTS SUR LES IMPRIMEURS, LIBRAIRES, ETC.,
ayant exercé à Paris de 1450 à 1600, publiés par Ph. RENOUARD.
Paris, 1901, in-8°. 10 fr.

LÉGENDE DE SAINT DENIS, reproduction des miniatures, etc.
Notice par H. MARTIN. *Paris*, 1908, gr. in-8°. 25 fr.

RECUEIL DES CHARTES DE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS,
par René POUPARDIN, t. I (1909). 10 fr.

DOCUMENTS SUR LES JUIFS A PARIS AU XVIII^e SIÈCLE,
par P. HILDENFINGER. *Paris*, 1913, in-8°. 10 fr.

TABLES DÉCENNALES DES PUBLICATIONS DE LA SO-
CIÉTÉ, par E. MAREUSE. *Paris*, 1885, 1894 et 1909, 3 vol. in-8°.
Table de 1885 *épuisée*. Chaque 5 fr.

Imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR, à Nogent-le-Rotrou.

**STORAGE LOCKED CASE
14 DAY USE**

RETURN TO DESK FROM WHICH BORROWED

LOAN DEPT.

STORAGE LOCKED CASE
This book is due on the last date stamped below, or
on the date to which renewed.

Renewed books are subject to immediate recall.

STORAGE LOCKED CASE

JUL 6 - 1966 8 9

JUN 22 '66 11 RCD

FEB 23 1971 3 9

REC'D LD FEB 9 71 -7 PM 0 3

JUL 30 1973

REC CIRC DEC 13 1985

JUL 17 1973

LOAN AHC

NOV 13 1975

REC. CIR. MAY 18 '75

JAN 24 1986

LD 21A-60m-10,'65
(F7763s10)476B

General Library
University of California
Berkeley

GENERAL LIBRARY - U.C. BERKELEY



8000927552

602445

DC 701

S5

v. 50-51

UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY

1950-1951

1950-1951

